

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

LA QUESTION  
DES  
BANQUES COLONIALES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue le Samedi 8 Juin 1912, à 3 heures*

PAR

RENÉ MINGOT

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

---

*Président : M. PERREAU, professeur.*

*Suffragants* { *MM. LESEUR, professeur.*  
*HITIER, professeur.*

---

ANGERS

J. SIRAUDEAU, Imprimeur-Éditeur

---

1912







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41549923\\_0042](https://archive.org/details/IA41549923_0042)

THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

LA QUESTION  
DES  
BANQUES COLONIALES

---

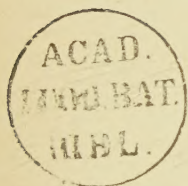
THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue le Samedi 8 Juin 1912, à 3 heures*

PAR

RENÉ MINGOT

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES



---

*Président : M. PERREAU, professeur.*

*Suffragants* { *MM. LESEUR, professeur.*  
*HITIER, professeur.*

---

ANGERS

J. SIRAUDEAU, Imprimeur-Éditeur

---

1912



A MON PÈRE



## BIBLIOGRAPHIE

---

- A. ARNAUNÉ. — *Le commerce extérieur et les tarifs de Douane.*  
A. ARNAUNÉ. — *La Monnaie, le Crédit et le Change.*  
R.G. LÉVY. — *Banques d'émission et Trésors publics.*  
J.G. COURCELLES-SENEUIL. — *Les opérations de banque.*  
A. SAYOUS. — *Les Banques de Dépôts, Banques de Crédit et sociétés financières.*

..

- P. DENIZET. — *Essai sur les Banques coloniales* (Paris, 1899)  
E. RENAUD. — *Les Banques coloniales* (Poitiers, 1899).  
A. GOUMAIN-CORNILLE. — *Les Banques coloniales* (Paris, 1903).  
L. BUAN. — *Les Banques coloniales* (Rennes, 1908).  
O. SOLTAN. — *Die französischen Kolonial. banken* (Strasbourg, 1907).  
E. SASSIAS. — *Aperçu sur la situation des Banques coloniales* (Paris, 1911).

### DOCUMENTS PARLEMENTAIRES et LÉGISLATIFS.

RAPPORTS présentés à la Commission extra parlementaire chargée par arrêté du ministre des colonies en date du 24 mai 1911 d'étudier le régime des établissements de crédit à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane.

RAPPORTS émanés de la Commission de surveillance des Banques coloniales.

RAPPORT de M. A. ARTAUD à la Chambre de Commerce de Marseille sur la proposition de loi sur l'unification des Banques coloniales.

COMPTES ANNUELS des Banques de l'Indo-Chine, de l'Afrique occidentale, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane.

RAPPORTS ANNUELS de la Commission de surveillance sur les opérations des Banques coloniales.

..

A. LAPORTE. — *Le Problème monétaire dans nos anciennes colonies* (Paris, 1911).

L. VIGNON. — *L'exploitation de notre empire colonial* (Paris, 1900).

GIRAULT. — *Principes de Colonisation et de Législation coloniale* (Poitiers, 1895).

RAPPORTS ANNUELS des gouverneurs des colonies.

RAPPORTS des Congrès coloniaux et du Congrès colonial international de 1900.

*Annuaire statistique de la France.*

*Bulletin de l'Office colonial.*

---

## INTRODUCTION

---

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'empire colonial de la France vient de recevoir une augmentation considérable de puissance. L'œuvre entreprise, en 1830, en Afrique du Nord par la civilisation française, poursuivie depuis quatre-vingts ans sous des régimes nombreux et par des moyens variés, reçoit son couronnement.

Ainsi s'achèvent sous nos yeux de grands desseins coloniaux, d'autres continuent à développer leur réalisation, enfin d'autres naissent. Nous assistons à la continuation de l'activité colonisatrice caractéristique de l'histoire du dernier quart du siècle précédent.

Mais acquérir et conserver des colonies, sans les exploiter, est une politique coûteuse et inutile, la conquête ne se justifie que par une amélioration de l'état matériel et moral des peuples conquis; le nouveau venu doit apporter la richesse et la civilisation aux pays qu'il a subjugués.

Les événements récents ont remis, à l'ordre du jour en France, les questions coloniales trop peu connues de la majorité de la population. Les Français ont hésité à s'établir aux colonies, le mouvement de notre émigration

est du reste trop faible pour alimenter aujourd'hui un grand courant de population vers nos possessions d'outre mer.

Nos capitaux, par une tendance regrettable et injustifiée, sont restés timides à l'endroit des affaires coloniales, alors qu'ils se sont déversés sur les pays étrangers avec une abondance qui peut paraître excessive.

Concentrée ces temps derniers vers les colonies nouvelles, l'attention publique ne saurait se désintéresser de nos anciennes possessions, elles ont droit à nos égards puisqu'elles sont de vieux membres de notre famille française.

Leur histoire a été malheureuse. Elles ont connu le régime odieux du pacte colonial, les guerres ruineuses, les crises économiques, les caprices de la nature, les déchirements politiques, enfin, rien ne leur a été épargné.

Elles donnent cependant des signes de vitalité, le terrain est bon, il demanderait à être mieux utilisé. De graves problèmes économiques s'y posent, ils réclament des solutions trop longtemps retardées. Un de leurs aspects, celui du crédit, fera l'objet de cette étude.

Il y a une question des Banques Coloniales.

Nous allons voir en quoi elle consiste et pourquoi elle est d'actualité.

On a coutume de diviser nos Banques Coloniales en trois catégories.

La Banque de l'Algérie forme la première. La deuxième est composée de la Banque de l'Indo-Chine et de la Banque de l'Afrique occidentale, la troisième des quatre vieilles banques coloniales : Banque de la Martinique, Banque de la Guadeloupe, Banque de la Réunion et

Banque de la Guyane. Lorsqu'on parle communément de " banques coloniales " ce sont ces quatre banques qu'on a en vue. Il ne sera point spécialement question de la Banque de l'Algérie dans les pages suivantes, elle ne saurait être comparée aux banques des autres colonies françaises. Sa situation particulièrement brillante peut cependant fournir des exemples précieux, son passé, des enseignements utiles.

Créée en 1831, son privilège d'émission a été renouvelé en 1900. Il pouvait être dénoncé par une loi votée au cours de 1911, pour expirer au 31 décembre 1912. Le 30 novembre 1911, le ministre des finances et la Banque signèrent une convention modifiant les statuts. Une loi du 30 décembre 1911 a approuvé ces modifications, et consolidé le privilège jusqu'à l'année 1920. Le monopole d'émission de la Banque de l'Indo-Chine n'expire aussi qu'en 1920.

La Banque de l'Afrique occidentale a obtenu le monopole de l'émission des billets, dans l'Afrique occidentale française, par le décret du 29 juin 1901, pour vingt ans à partir du jour de sa constitution définitive.

Au contraire, le privilège des Banques des vieilles colonies, prorogé à la fin de l'année dernière pour un an, vient à expiration le 31 décembre 1912.

La question se pose de savoir si l'on doit maintenir le régime existant, y faire des retouches plus ou moins profondes, ou le transformer radicalement.

Il est indispensable qu'à ce sujet une solution prompte et définitive intervienne. Toute industrie, et particulièrement l'industrie française, doit, pour prospérer, pouvoir envisager l'avenir avec certitude.

Mais les réformes qu'on entreprendra dans l'organisation

bancaire de nos vieilles possessions, si complètes fussent-elles, ne sauraient être représentées comme une panacée à leurs malheurs.

Faciliter le rôle des banques, rendre leur régime plus souple, plus adapté aux besoins de leur clientèle tel est le but immédiat que le législateur doit se proposer.

Pour apprécier les transformations proposées, en matière de distribution du crédit aux colonies, il nous paraît nécessaire d'examiner de très près l'organisme actuel, vieux de cinquante années et qui représente une expérience qu'on ne peut négliger.

Nous étudierons les besoins des pays intéressés, nous verrons dans quelles mesures ils ont été jusqu'ici satisfaits et ce qu'il reste à faire pour y répondre complètement.

Notre plan de travail sera le suivant :

Tracer d'abord à grands traits l'histoire sommaire des Banques Coloniales. Le régime légal de ces établissements retiendra ensuite notre attention. Nous procéderons à son étude en examinant successivement les opérations et l'organisation des banques en donnant un aperçu de la situation de chacune d'elles.

Nous envisagerons les critiques diverses adressées aux conditions de fonctionnement des institutions de crédit des vieilles colonies, et les modifications partielles qu'on propose d'y apporter, modifications qui ne sauraient changer l'aspect fondamental de leur organisation.

Nous terminerons en examinant la question de la concentration du crédit dans les anciennes possessions françaises, et les divers projets proposés pour réaliser cette unification, qui serait l'avènement d'un ordre de choses nouveau.

---

## CHAPITRE I

### Histoire sommaire des Banques Coloniales

*Circonstances qui ont amené la création de banques aux Colonies. — Fondation des premières banques en 1851. — Le renouvellement de leur monopole d'émission en 1874. — Création de la Banque de l'Indo-Chine en 1875. — Les Banques coloniales de 1874 à 1901. — Renouvellement de leur privilège en 1901 et création de la Banque de l'Afrique occidentale. — La situation actuelle.*

L'histoire des Banques Coloniales est de celles que l'on peut retracer en quelques pages.

Leur existence est liée à celle des pays où elles opèrent. Elles profitent de leur prospérité et subissent le contre coup de leurs malheurs.

Vers la fin de la première moitié, du xix<sup>e</sup> siècle ce qui resté du vieux domaine colonial de la France est formé, de possessions appartenant à deux catégories différentes, caractérisant chacune une politique coloniale distincte.

Nos vieilles possessions comprennent, d'une part, des îles fertiles où la culture de la canne à sucre est la principale source de richesse, ce sont en particulier la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion ; et d'autre part quelques comptoirs de commerce sur la côte du Sénégal.

Le système colonial en vigueur reste basé sur deux principes fondamentaux : l'exclusif mitigé dont la maxime originnaire fut « tout pour et par la métropole » et l'esclavage.

Ces bases sont fortement secouées depuis un demi siècle ; l'esclavage succombera le premier.

**Circonstances qui ont amené la création de banques  
aux Colonies**

La Convention, par la loi du 7 pluviôse an II, avait déjà décidé la suppression pure et simple de l'esclavage, mais le Premier Consul le rétablit par la loi du 30 floréal an X. L'abolition de la traite, ou commerce des noirs, l'un des objectifs poursuivis par la politique anglaise, fut décrétée en 1807 en Angleterre, et imposée en fait à la France en 1815.

Le grand mouvement abolitionniste anglais qui, en 1833, aboutit à la suppression de l'esclavage dans les colonies anglaises, eut sa répercussion en France dès le début du règne de Louis-Philippe. Cependant, les mesures radicales allaient tarder jusqu'en 1848. Le Gouvernement provisoire, par un décret du 4 mars 1848, institua une commission dans le but de préparer l'affranchissement immédiat des esclaves. Cette émancipation eut lieu par le décret mémorable du 27 avril 1848 ; comme conséquence, les colons détenteurs d'esclaves recevaient une indemnité « basée sur la justice et l'utilité ».

La libération des noirs plongea les colonies dans une grave crise économique.

Devenus libres, les nègres ne se hâtèrent point de recommencer à travailler, par suite, les bras manquèrent à l'agriculture coloniale ; en outre, les charges de la production augmentèrent.

Une aide en faveur des planteurs s'imposait. Ils avaient touché une indemnité, mais son montant relativement

minime ne pouvait servir à pallier le mal actuel et ses conséquences futures. Il fallait prendre des mesures dont les effets seraient rapides et durables en même temps. On chercha ce remède efficace dans le crédit, jusqu'alors presque inexistant dans les vieilles colonies : on décida de les doter d'institutions financières capables de leur venir en aide.

La façon dont on s'y prit ne fut pas simple, ainsi que les explications qui suivent le montreront.

Le décret-loi du 30 avril 1849 accorde, aux maîtres d'esclaves une indemnité double formée par le versement immédiat de 6 millions en espèces, et par l'allocation d'une rente de 6 millions au denier vingt.

Aux termes de l'article 7 du décret précité, sur la rente de 6 millions, le huitième de la portion afférente aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion sera prélevé pour servir à l'établissement d'une banque de prêt et d'escompte dans chacune de ces colonies.

Toutefois, sont exemptés du prélèvement ci-dessus, les colons dont l'indemnité totale n'excède pas 1.000 francs.

Tout colon indemnitaire devait recevoir des actions de la Banque, jusqu'à concurrence de la retenue subie par sa part dans l'indemnité. Ces dispositions furent appliquées au Sénégal et à la Guyane par le décret du 24 novembre 1849.

L'organisation des banques devait être opérée par des règlements d'administration publique, en réalité on y procéda par voie législative.

**Fondation des premières Banques en 1851**

La loi du 11 juillet 1851 est véritablement la grande charte qui a créé nos banques coloniales. Elle s'applique aux quatre établissements suivants : Banque de la Guadeloupe, Banque de la Martinique, Banque de la Réunion constituées au capital de 3 millions de francs chacune, Banque de la Guyane au capital de 700.000 francs.

Le capital total, des banques en question, était donc de 9.700.000 francs représentés par 485.000 francs de rente.

L'Assemblée législative, qui avait déjà pris une décision bizarre en constituant le capital par un prélèvement sur la partie de l'indemnité payée en rente, au lieu de procéder par un prélèvement sur l'allocation en espèces, quitte à l'augmenter si besoin était, décida de solliciter des souscriptions volontaires pour la formation d'une partie du capital.

On espérait recueillir des souscriptions pour une somme de 3.200.000 francs, de telle sorte qu'on n'aurait à prélever, sur le huitième de l'indemnité, que 325.000 francs de rente représentant un capital de 6.500.000 francs.

L'attente du législateur fut déçue, personne ne souscrivit et l'on dut compléter le capital à son montant primitivement fixé.

Les trois banques : Banque de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion reçurent trois inscriptions de 50.000 francs de rente chacune, ce qui correspondait à un capital de 1 million par inscription.

Mais pour fonctionner il fallait à chaque établissement un fonds de roulement. Voici comment on s'y prit pour

le leur procurer. Par une convention du 12 novembre 1852, la Caisse des Dépôts et Consignations consentit aux banques une avance à 4 % de 800.000 francs contre remise, à titre de nantissement, de l'une de leurs trois inscriptions.

Les statuts des banques avaient été annexés à la loi de 1851, elles obtenaient pour vingt années le privilège de l'émission fiduciaire dans les pays respectifs où elles devaient fonctionner.

Le décret du 24 décembre 1851 précisa quelques détails d'organisation, celui du 17 novembre 1852 créa à Paris une agence centrale des banques.

Les Banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ouvrirent leurs guichets en 1853.

La Banque du Sénégal, fondée par décret en 1853, au capital de 230.000 francs, commença ses opérations en 1853, la Banque de la Guyane créée, en 1854, au capital de 300.000 francs, fonctionna la même année.

Les planteurs sucriers profitèrent sans tarder, et dans une large mesure, du crédit qu'on mettait à leur disposition ; les colonies, après avoir subi une crise pénible, connurent une période de prospérité économique, quand après le rétablissement du calme, les efforts purent s'employer. Les banques vont encourager ces progrès qui se traduiront pour elles par des opérations nombreuses et des profits considérables.

Dès le début, la nécessité s'impose de leur donner, dans la métropole, un correspondant chargé d'effectuer leurs opérations en Europe. La Banque de France remplit cette fonction jusqu'en 1860. A cette date, les banques passent avec le Comptoir d'Escompte de Paris un important traité ; cet établissement devient leur correspondant, il leur ouvre

un crédit, et grâce à ces facilités nouvelles, les banques vont développer leurs moyens d'action.

Par un décret du 5 juillet 1863, la Banque de la Guyane double son capital, le portant à 600.000 francs.

La Banque de la Réunion est autorisée, en 1870, à prêter sur marchandises pour la valeur intégrale du gage. Il est permis de se demander, si le succès remporté n'aveugle pas ceux qui ont pour mission de présider aux destinées des banques.

#### **Le renouvellement du monopole d'émission des banques en 1874**

Les banques traversèrent sans péril la crise de 1870-71.

Leur monopole fiduciaire arrivait à expiration au cours de l'année 1871. Les événements politiques retardèrent la revision législative que comportait sa prorogation ; les décrets du Pouvoir exécutif des 11 septembre 1871, et 8 août 1873 prorogèrent le privilège d'émission jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1874.

Le 13 mars 1873, un projet de loi fut déposé à l'Assemblée nationale, il devint la loi du 24 juin 1874 qui octroyait aux banques le monopole de l'émission des billets pour une nouvelle période de vingt années.

Le rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet déclarait que « si le devoir du Parlement était de consentir une prolongation d'existence des Banques Coloniales, son droit était de reviser les termes du contrat » ; cela fut fait après un examen approfondi au cours duquel tous les intéressés furent entendus.

Sans avoir abusé de leur privilège, les banques avaient obtenu de brillants résultats financiers. En 1874 on leur

concéda quelques avantages nouveaux. Nous en retiendrons un : la possibilité pour toutes les banques d'avancer la valeur totale des marchandises remises en gage. Enfin on élargissait un peu l'étroite réglementation de 1851.

En 1874 le capital de la Banque de la Guyane était, sur sa demande, abaissé à 450.000 francs, puis relevé en 1875 à 600.000 francs.

La Banque du Sénégal augmentait son capital de 230.000 à 300.000 francs en 1874.

Un des ouvriers de l'organisation des banques, écrit en 1877 « qu'il les voit avec bonheur et confiance entrer dans la seconde phase de leur existence annonçant, avec une patriotique satisfaction, qu'aucun pays n'a créé des institutions de cet ordre ayant répondu plus complètement à leur destination. »

Le type adopté en 1851 aurait pu alors apparaître comme définitif, cependant nous allons voir surgir un modèle nouveau de banques coloniales. Il s'appliquera à des possessions nouvelles, considérablement développées par la suite en superficie. Il a d'abord été expérimenté sur un plus petit terrain, s'il n'y a pas produit de résultats fructueux, ce n'est point à cause de quelque vice de constitution, mais parce qu'on a fait de l'outil un usage défectueux.

#### **Création de la Banque de l'Indo-Chine en 1875**

Nous allons dire quelques mots de la première banque créée selon la formule nouvelle : la Banque de la Nouvelle-Calédonie.

Elle est née, en 1874, du dédoublement de la Compagnie de la Nouvelle-Calédonie, en Banque de la Nouvelle-

Calédonie d'une part, et Société foncière calédonienne d'autre part.

La Banque avait son siège à Paris, et disposait d'un capital de 4 millions. Son existence fut éphémère, elle s'effondra en 1877 à la suite d'exagérations dans les opérations d'avances à l'agriculture, à l'élevage en particulier. Elle dut être mise en faillite et liquidée.

Le privilège de la Banque de la Nouvelle-Calédonie fut abrogé en 1878, et rétabli en 1888 en faveur de la Banque de l'Indo-Chine. Parlons de cette dernière institution créée par le décret du 21 janvier 1875, qui a approuvé ses statuts; elle eut d'abord pour champ d'action la Cochinchine et l'Inde française. Elle obtenait pour une durée de vingt années le monopole de l'émission fiduciaire dans ces pays. Son capital initial était fixé à 8 millions de francs, son siège social établi à Paris, on lui donnait une liberté de mouvement plus grande que celle qu'on avait si parcimonieusement mesurée aux vieilles banques. En 1888, son privilège fut prorogé pour dix ans, son capital porté à 12 millions, son champ d'action étendu au Cambodge, à l'Annam, au Tonkin, à la Nouvelle-Calédonie et à l'Océanie. Nous interrompons momentanément le récit de son histoire pour revenir aux banques des anciennes colonies.

#### Les banques des vieilles colonies de 1874 à 1901

La sécurité qui résultait, pour les banques des vieilles colonies de la prorogation de leur privilège, fut mise à profit par elles pour augmenter leurs opérations qui croissaient avec le développement de la prospérité locale, et l'augmen-

tation des échanges commerciaux. Cette période de progrès dura jusqu'en 1880.

A cette époque, les vieilles colonies subissent une crise aiguë : le sucre de canne, leur principale richesse, est alors, et pour toujours, supplanté par le sucre de betterave. La sucrerie française, qui se trouvait à cette époque dans une position critique par suite de la concurrence de la sucrerie allemande et autrichienne, était l'objet de nouvelles mesures législatives destinées à la sauver. Il faut dire ici que partout en Europe, sauf en Angleterre, les divers gouvernements ne se sont pas seulement contentés de retirer des ressources fiscales de la consommation du sucre, ils ont cherché en même temps, dans l'impôt, un moyen de protéger et de développer l'industrie sucrière, de faciliter en outre l'écoulement au dehors du trop plein de cette production lorsqu'elle dépassait les besoins de la consommation indigène. En 1884, le gouvernement français se décida à pratiquer l'impôt sur la betterave. Tant que le rendement n'atteignait pas un certain taux, les produits obtenus payaient la totalité de l'impôt. A une augmentation de rendement correspondait une diminution de droit.

Le fabricant avait donc le plus grand intérêt à obtenir la matière première la plus riche possible.

L'impôt était fixé à 60 francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné. Cette législation était modelée sur les lois allemandes et autrichiennes. Mais en 1891, l'Allemagne renonça à l'impôt sur la matière première et institua les primes à l'exportation.

En 1897, la France imita de nouveau l'Allemagne et créa des primes à l'exportation variant de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 par 100 kilogrammes de sucre exporté ; l'impôt

de 60 francs était augmenté d'une taxe spéciale de 4 francs, destinée à faire face au paiement des primes d'exportation et des détaxes de distance.

Ces primes directes et indirectes allaient pousser à une production excessive et nuire gravement à la consommation, par les impôts élevés que leur paiement nécessitait.

Les sucres des colonies françaises jouissaient des mêmes avantages que les sucres de la métropole, mais à la condition d'être débarqués dans un port français, où la douane établissait les quantités devant être indemnes de droit.

Les lois françaises leur consentaient en outre des avantages spéciaux que nous allons brièvement énumérer.

La loi du 29 juillet 1884 leur accordait, à titre de déchet de fabrication, une remise d'impôt de 12 0/0 des quantités importées.

Aux termes de la loi du 13 juillet 1886, ce déchet fixe devient égal à la moyenne des excédents de rendement obtenus par la sucrerie indigène française dans la dernière campagne.

Les sucres coloniaux, à leur entrée en France, sont en outre exemptés de la surtaxe frappant les sucres étrangers, ils paient le droit de consommation imposé aux sucres indigènes, calculé sur le rendement présumé.

La loi du 7 avril 1897 donne une nouvelle faveur aux sucres des colonies, à partir de cette époque ils jouissent d'une détaxe de distance de 2 fr. 25 par 100 kilos de sucre raffiné, pour les Antilles, et de 2 fr. 50 pour la Réunion.

Mais tous ces avantages ne pouvaient compenser, pour les planteurs coloniaux, la baisse des prix du sucre brut. A partir de 1882-1883, les cours de la matière première

commençaient à diminuer sur le marché métropolitain, menaçant d'entraîner dans leur chute la ruine des agriculteurs des vieilles colonies.

La diminution du prix de la matière première a été constante ; on s'en rendra compte par les quelques chiffres que nous donnons ci-après qui représentent, par période de cinq années, la moyenne des prix du sucre blanc, impôts non compris, sur le marché de Paris. Ces prix sont ceux auxquels les producteurs vendent leurs produits aux raffineurs.

|                     | En francs<br>par 100 kilogr. |
|---------------------|------------------------------|
| 1885-1890 . . . . . | 40.49                        |
| 1890-1895 . . . . . | 37.23                        |
| 1895-1900 . . . . . | 29.88                        |
| 1900-1905 . . . . . | 26.83                        |

Une période singulièrement difficile commence en 1883 pour les banques, la qualité et la quantité de leurs affaires subissant la répercussion de la crise que traversent les pays qu'elles desservent.

Néanmoins, la Banque de la Réunion demande une augmentation de son capital pour développer le crédit à la culture de la canne, afin de lui permettre de lutter sur les marchés européens contre sa rivale : la culture de la betterave. Le capital est porté de 3 à 4 millions. Mais les pertes advinrent, et la banque dut solliciter, en 1899, l'abaissement de son capital au montant primitif.

La Banque de la Réunion a été, des trois banques des colonies sucrières, celle que la crise a le plus affectée. Son dividende tombe de 80 francs, en 1883-84, à 12 fr. 50 en 1884-85, et jusqu'à l'exercice 1897-98 la banque suspend toute répartition sauf pendant les trois exercices allant de

1889 à 1892 ; neuf exercices ont été complètement improductifs.

La Banque de la Guyane, n'opérant pas sur les récoltes, n'est pas éprouvée par la crise sucrière, elle continue à distribuer des dividendes considérables.

Moins profondément atteintes, les Banques de la Martinique et de la Guadeloupe purent se relever plus vite. Elles distribuèrent à leurs actionnaires des dividendes élevés qui atteignirent, même à la Guadeloupe, des taux exceptionnels.

L'actif de cette dernière banque ne contenait malheureusement pas que des éléments sains ; en 1895-96 on dut procéder à une importante opération d'apurement. Depuis dix ans chaque exercice se clôturait avec un solde impayé de prêts sur récoltes de un million.

Il apparaît alors que la gestion des banques n'est pas exempte de critiques depuis que des planteurs, par suite de la crise, ont abondamment fait appel au crédit. On va jusqu'à mettre en doute la qualité de l'organisme actuel, certains pensent dès ce moment qu'il est insuffisant, qu'une modification du régime est souhaitable dans l'intérêt des colonies.

Ce qui est tout à fait déplorable, c'est qu'à une époque où l'on aurait dû faciliter aux banques l'exercice de leur privilège, on voit le législateur retarder pendant huit années le renouvellement de leur monopole d'émission, et plonger ces institutions dans un état d'insécurité qui leur fut grandement préjudiciable. Ces attermoissements et des désastres locaux font, que les trois banques des colonies sucrières suspendent leurs répartitions de 1894-95 à 1899-1900.

Le privilège était expiré le 11 septembre 1894, une

commission parlementaire avait été dès le début de l'année 1894 chargée de la mission d'en étudier le renouvellement.

On reconnut les dangers que l'insuffisance de la réglementation en vigueur faisait courir, tant aux établissements qu'aux intérêts du Trésor, et l'on proposa des réformes ayant pour but d'assurer le respect des prescriptions légales et un contrôle efficace sur les opérations des banques.

La solution, qui en 1893 aboutit au maintien des banques, apparut comme celle présentant le minimum d'inconvénient; c'était un pis aller.

L'avenir n'apparaît plus aux banques aussi assuré qu'auparavant, l'opinion n'est plus aussi unanime en leur faveur. Subissant le contre-coup d'événements fâcheux, la Banque de la Réunion a été en 1893 à deux doigts de sa perte.

La Banque de la Guadeloupe s'est fait remarquer par des exagérations qui ont mis son existence en péril. Ces malheurs, concomitants avec des crises locales au cours desquelles on vit le change atteindre des taux extravagants, avaient produit une impression pénible.

Un projet de loi favorable au renouvellement du privilège d'émission avait été déposé en 1893, par le ministre des colonies, il donna lieu à de nombreux et intéressants rapports de la Commission des colonies, le Parlement n'était cependant pas pressé d'aviser. A partir de juillet 1894, le privilège fut prorogé par une série de décrets annuels. Le dernier en date, celui du 9 novembre 1900, donnait aux banques le monopole d'émission jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1902. On ne pouvait retarder davantage une solution éludée depuis huit années.

**Renouvellement du privilège des banques des vieilles colonies en 1901. — Création de la Banque de l'Afrique occidentale.**

Un projet de loi prorogeant le privilège des banques des vieilles colonies fut présenté au Parlement le 12 janvier 1900. Les avis donnés par les commissions parlementaires qui s'étaient occupées de la question au cours des dernières années furent écoutés.

Le projet devint la loi du 13 décembre 1901, qui concédait aux banques, pour dix années, le monopole de l'émission des billets. On leur donnait un peu plus de liberté, mais on apportait à la surveillance de leur gestion des perfectionnements notables.

Nous retiendrons ici la réforme la plus caractéristique opérée en 1901 ; elle a eu une influence favorable sur la marche ultérieure des institutions qui nous occupent.

Leurs assemblées générales, qui étaient composées des 150 plus gros actionnaires, seront désormais formées par la réunion de tous les actionnaires possédant au moins dix actions, les détenteurs de moins de dix actions pouvant se faire représenter par l'un d'entre eux. En 1901, les vieilles banques reçoivent, pour une période de temps volontairement diminuée, avec le monopole de l'émission fiduciaire un privilège dont les crises économiques et les caprices de la nature ne rendront pas l'exercice particulièrement fructueux, en ce qui concerne au moins les banques des îles sucrières.

Les années 1904 - 05 pour la Banque de la Martinique, et 1907 - 08 pour la Banque de la Réunion, marquent cependant en faveur de ces établissements l'avènement d'une ère meilleure.

La Banque de la Guadeloupe ne fait actuellement que sortir de ses difficultés. La Banque de la Guyane, dont la prospérité ne s'est jusqu'à présent jamais démentie, va probablement traverser une phase moins brillante. Par contre, les Banques établies selon la seconde formule connaissent depuis le début de ce siècle des temps de prospérité.

La Banque de l'Indo-Chine double son capital en 1900, et son privilège est, à partir de cette date, prorogé pour quinze années. Six ans après le capital est porté à 36 millions, puis à 48 en 1910; la Banque de l'Indo-Chine prend désormais rang parmi les plus puissants instituts financiers français.

Le système employé si heureusement en Indo-Chine allait être appliqué à un autre groupe de colonies dont l'avenir s'annonçait favorable.

La Banque du Sénégal, qui avait doublé son capital en 1888, le portant à 600.000 francs, avait connu depuis cette époque des fortunes diverses. Elle ne constituait plus au début du siècle nouveau un organe suffisamment puissant pour assurer le développement du crédit dans les immenses pays de l'Afrique occidentale française. Sa transformation s'imposait. Ses actionnaires y consentirent de bonne grâce. Ce précédent a été invoqué depuis en faveur de la réorganisation d'autres établissements de crédit coloniaux.

Le nouvel institut, appelé Banque de l'Afrique occidentale, reçut par le décret du 29 juin 1901 le privilège de l'émission des billets pour les pays suivants : Sénégal, Guinée française, Côte d'Ivoire, Dahomey. La Banque a étendu depuis au Congo le champ de ses opérations.

Son capital, fixé en 1901, à 1.500.000 francs est main-

tenant de 6 millions ; son monopole d'émission, qui pouvait cesser au 31 décembre 1912, par un décret pris au cours de 1911, ne fut pas dénoncé, et se trouve de ce fait consolidé jusqu'au 31 décembre 1920.

#### La situation actuelle

La durée fixée, par la loi du 13 décembre 1901 au privilège des banques des vieilles colonies, a pris fin le 31 décembre 1911. Pendant les dix années écoulées, il y a eu une amélioration dans la gestion des banques. Cependant les critiques n'ont pas faibli à leur endroit, on vante les avantages que produirait une délocalisation de ces institutions, on voudrait les voir développer davantage leurs opérations commerciales et agricoles, on désirerait qu'elles servissent de canal aux capitaux métropolitains qui viendraient ainsi vivifier l'organisme économique colonial.

Par la force des choses, et malgré que des réserves s'imposent sur la possibilité d'une semblable comparaison, on a rapproché les succès remportés par le type de banque coloniale né en 1873, de la relative stagnation des affaires des instituts établis selon le mode de 1851.

Le Parlement n'avait encore rien décidé, quant à l'avenir, lorsque se posa à l'attention la question du renouvellement du privilège.

Dès la fin de l'année 1908 cependant, le ministère des colonies ouvrit une enquête sur le régime actuel et ses possibilités de transformation. La commission de surveillance fut chargée de formuler une opinion ; en 1911 elle émit, à la majorité, l'avis que le privilège ne

fût prorogé que pour trois années; à l'expiration desquelles les banques actuelles fusionneraient.

Au cours de 1911 une commission extraparlamentaire fut nommée pour examiner s'il n'y aurait pas lieu de modifier les conditions dans lesquelles les banques fonctionnent aujourd'hui. En attendant que le parlement puisse être saisi du résultat de ses travaux, une loi a prorogé le privilège jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1912. Le gouvernement estime que ce laps de temps est suffisant pour lui permettre de proposer à la Chambre une solution ferme.

Si à Paris, entre tous les avis fournis, on est embarrassé de choisir, aux colonies, au contraire, l'unanimité est générale en faveur de la prorogation du privilège et du maintien de l'autonomie des établissements actuels. Les assemblées d'actionnaires, les corps politiques les organes économiques se sont prononcés en ce sens. La Chambre de commerce de la Guadeloupe, toutefois, n'a pas répondu à la demande du ministre de donner son avis.

Les actionnaires de la Banque de la Martinique ont demandé le monopole d'émission pour une nouvelle période de trente années, ceux de la Banque de la Guadeloupe pour vingt-cinq ans, ceux de la Banque de la Guyane et de la Banque de la Réunion pour vingt ans.

Telle est sommairement esquissée l'histoire des Banques Coloniales.

Cette histoire va-t-elle entrer dans une phase nouvelle, l'avenir seul nous le dira.

Ce rappel du passé était à nos yeux nécessaire au début d'une étude sur les banques coloniales, car leur origine explique la mission qui leur a été confiée, l'instrument qu'on leur a donné pour l'accomplir, et aussi les déboires qui ont malheureusement trop souvent nui à leur développement.

---

## CHAPITRE II

### Opérations des Banques Coloniales

- 1<sup>o</sup> *Les Banques coloniales en tant que banques d'émission : limitations et conditions de l'émission fiduciaire. — La question monétaire aux colonies.*
- 2<sup>o</sup> *Les Banques coloniales en tant que banques de dépôts, d'es-compte, d'avances et de prêts : conditions auxquelles les opérations sont effectuées.*
- 3<sup>o</sup> *Les Banques coloniales en tant qu'institutions chargées d'opérer les règlements entre les colonies et l'étranger : le change.*
- 4<sup>o</sup> *Les Banques coloniales en tant que banques agricoles : le prêt sur cession de récoltes pendantes.*

Nous allons entreprendre dans ce chapitre, et dans les deux qui lui font suite, l'étude du régime légal actuel des Banques Coloniales.

Leurs opérations retiendront d'abord notre attention, puis nous examinerons leur organisation administrative, et donnerons ensuite un aperçu de la situation de chacune d'elles.

Disons préalablement quelques mots de la nature des actes, qui les régissent.

L'acte qui fonda les banques et détermina leurs statuts fut l'œuvre de l'assemblée nationale, on en avait décidé ainsi en considération de l'importance des dérogations au droit commun qu'on allait consentir en leur faveur. On pensait en outre, que seul un texte législatif pouvait consacrer

crer la concession par l'État du privilège de l'émission des billets, droit régalien.

Cependant le régime de la loi n'allait point être généralisé. En effet, aux termes de l'article 18 du sénatus consulte du 3 mai 1854, « les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion seront régies par décrets de l'Empereur, jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus consulte »... C'est ainsi que les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale sont placées sous le régime des décrets, ce qui a singulièrement facilité le renouvellement de leur privilège d'émission, lorsqu'il est venu à expiration, et leur a évité la lenteur et l'indécision parlementaires.

En ce qui concerne les vieilles colonies, le sénatus consulte du 3 mai 1854 autorisait bien le gouvernement à statuer par décret, rendu dans la forme des règlements d'administration publique, sur les institutions de crédit des Antilles et de la Réunion, mais il maintenait expressément la loi du 11 juillet 1851 et exigeait un sénatus consulte pour la modification des contrats et des obligations conventionnelles. Les vieilles banques sont placées depuis 1870, sous le régime de la loi, en vertu de ces dispositions. On était donc fondé à contester la légalité des prorogations du privilège opérées par décrets de 1894 à 1900. La loi de renouvellement de 1901 a, par une approbation expresse, légalisé les prorogations antérieures. En 1911, c'est par voie législative que le privilège a reçu une prolongation de durée d'une année, le respect des formes légal a triomphé.

\*  
\* \*

On a très justement fait remarquer que les vieilles

banques coloniales ont été conçues selon un système que les créations plus récentes ont en partie respecté malgré le changement des conditions économiques générales et locales. Ce système était tout théorique, puisqu'on créait un organisme complètement nouveau.

C'était une conception étroite, on allait imposer, à la liberté de mouvement des banques, des limites strictement déterminées.

Les Banques Coloniales ne peuvent, en aucun cas, et sous aucun prétexte, faire d'autres opérations que celles qui leur sont permises par leurs statuts et qui sont limitativement énumérées. Elles n'ont point toujours rigoureusement obéi à cette injonction, à tel point qu'on a pu se demander s'il ne convenait pas de punir leur désobéissance.

Ce cadre étroit a été un peu élargi en 1874, et en 1901, il n'en reste pas moins vrai qu'il manque de l'élasticité et de la souplesse indispensables en ces matières.

Leurs opérations sont variées. On a dit d'une façon pittoresque qu'elles étaient des « banques à tout faire ».

Cela pouvait se comprendre en 1851, mais à l'époque actuelle, où la division du travail est l'un des principes fondamentaux de l'industrie moderne, on s'explique moins cette diversité d'occupations; financièrement parlant, elle n'est pas recommandable.

Nous envisagerons donc les Banques sous leurs divers aspects, en tant que banques d'émission; en tant que banques de dépôts, d'escompte, d'avances et de prêts; en tant qu'institutions chargées d'opérer les règlements entre les colonies et l'étranger, et enfin en tant que banques agricoles.

On a donné comme raison à la réglementation étroite,

qui enserme l'action des Banques Coloniales, la protection des porteurs de leurs billets, celle de leurs actionnaires, la sauvegarde enfin des intérêts du Trésor intimement liés au bon fonctionnement de ces institutions.

Certes, les mesures de protection sont bonnes, parfois même nécessaires, mais en ce qui concerne les Banques Coloniales, nous eussions préféré leur voir posséder une liberté d'action qui n'est d'ailleurs pas incompatible avec un contrôle étroit, efficacement pratiqué.

#### I. — Les Banques coloniales envisagées en tant que Banques d'émission

Nous ferons remarquer dès maintenant quels avantages considérables les colonies trouvent dans l'émission de billets de banque.

Le billet de banque est d'abord un instrument de circulation, c'est l'un des moyens les plus pratiques et les plus simples d'épargner la monnaie dans les transactions courantes.

Il est recherché aux colonies où la circulation métallique a toujours été faible et difficile à conserver.

Le billet de banque est surtout un puissant instrument de crédit. La banque qui l'émet se procure ainsi une somme considérable avec laquelle elle fera, en faveur du commerce, l'escompte de son papier à des conditions avantageuses ; cela diminuera le prix du crédit, aux colonies en particulier, où il a tendance à être cher ; la production recevra de ce fait un puissant encouragement.

Les banques coloniales ont reçu le privilège exclusif d'émettre des billets dans les colonies où elles opèrent.

Les vieilles banques émettent des billets de 500, 100, 25 et 5 francs. Ce n'est que depuis 1874 qu'elles sont autorisées à mettre en circulation des coupures de 5 francs.

La Banque de l'Indo-Chine émet des billets libellés en monnaies des contrées variées où ils sont appelés à circuler; ils ont une valeur sensiblement égale à celle des coupures des montants suivants : 1.000, 500, 100, 20, 5 francs.

Les billets des banques coloniales jouissent du cours légal; il va sans dire que les billets de la Banque de l'Indo-Chine et de la Banque de l'Afrique occidentale, qui circulent dans les pays étrangers ne peuvent se réclamer de ce caractère, ceux qui circulent en Indo-Chine et en Afrique occidentale n'ont en droit, cours légal, que dans la circonscription émettrice, en fait ils circulent dans toute l'étendue de la colonie.

La législateur a imposé à la faculté d'émission des banques, plusieurs limitations.

La première de ces limitations est ainsi conçue : le montant des billets en circulation ne peut excéder le triple de l'encaisse métallique.

Cette règle n'a pas varié depuis 1851.

Primitivement la deuxième limitation consistait en ceci : le montant des billets en circulation, des comptes courants et des autres dettes de chaque banque ne peut excéder le triple du capital social réalisé.

En 1874 et en 1901 on a successivement élargi la faculté d'émission.

La loi de renouvellement de 1874 a décidé que le montant cumulé des billets, comptes courants et autres dettes, peut excéder le triple du capital social si, la contre valeur des comptes courants et autres dettes est représentée par

du numéraire venant en augmentation de l'encaisse métallique.

La loi de 1901 a fixé comme limite maximum le triple du capital et des fonds de réserves, tout en maintenant la possibilité de la dépasser par la constitution d'une encaisse représentant la contre valeur des comptes courants et autres dettes.

Aux termes des statuts des Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale, le montant des billets émis par chaque succursale ne peut excéder le triple de son encaisse dans laquelle est comprise celle des agences rattachées.

Le capital des établissements des vieilles colonies étant représenté par des rentes françaises, un décret du 15 avril 1863 a décidé que ces rentes seraient évaluées à 75 francs par 3 francs de rente ; dans le calcul des limitations que nous venons d'envisager, ultérieurement le même taux d'évaluation fut adopté pour les rentes des réserves. Par un décret du 26 avril 1902 ce taux a été élevé à 90 francs.

L'encaisse métallique des banques, destinée à servir de contre partie à leur émission fiduciaire, ne doit être composée que de pièces françaises et ayant cours légal ; les bons de caisse peuvent aussi y figurer, de même que le numéraire en cours de transport dont l'expédition aura été effectivement notifiée à la banque intéressée.

La banque est libre de composer comme elle l'entend l'encaisse volontaire qui servira de contre valeur aux comptes courants et autres dettes.

Faisons remarquer, en terminant cet examen des limitations et conditions du privilège d'émission des Banques Coloniales que, en compensation d'un monopole dont elles tirent des bénéfices réels, aucune charge spéciale ne leur a été imposée à part le timbre qui frappe leurs billets.

Nous n'aurions pas présenté complètement la question de l'émission fiduciaire coloniale si nous omettions de dire quelques mots de la question monétaire aux colonies, qui influe tant sur leur régime économique et, par répercussion, affecte à un degré si important la situation de leurs organismes bancaires.

Examinons d'abord comment se pose le problème monétaire dans nos vieilles colonies.

La situation de ces pays, au point de vue monétaire, est caractérisée par la raréfaction des espèces monnayées. On comprendra l'intérêt que les banques ont à ce que les pays qu'elles desservent soient bien pourvus de numéraire, puisqu'elles doivent conserver une importante encaisse métallique en contre partie de leurs billets.

Sous ce rapport les Banques des vieilles colonies n'ont point été favorisées, elles ont eu les plus grandes difficultés pour constituer leur encaisse et la maintenir au niveau légal.

Pour remédier à la rareté persistante de la monnaie dans nos anciennes possessions, on a d'abord essayé de l'empêcher de fuir au dehors, puis de lui substituer d'autres moyens de paiement.

Mais le législateur a parfois aggravé cette pauvreté monétaire, ainsi un décret du 23 avril 1855 a aboli dans les Antilles toute circulation de monnaie étrangère. Cependant la cause principale de la raréfaction du numéraire provient de ce que rien ne favorisait l'entrée des espèces métalliques dans le territoire de ces pays, au contraire tout en activait la fuite. A l'origine, les colonies avaient reçu peu de monnaie et depuis cette époque, la balance défavorable des comptes, les crises entraînant la hausse du change et l'exportation du

numéraire, la pratique déplorable de l'absentéisme, n'ont pas contribué à augmenter ce montant primitif.

Pour retenir le numéraire, on a prohibé l'exportation de l'or, de l'argent et du bronze.

Il était beaucoup plus sage de rechercher dans le développement de l'emploi de la monnaie fiduciaire, un palliatif à l'insuffisance de la monnaie métallique. La circulation monétaire s'est singulièrement améliorée à partir du jour où des instituts d'émissions ont été créés dans les vieilles colonies, et y ont répandu l'usage du billet.

Mais on a inventé une autre monnaie fiduciaire destinée à faciliter les paiements à l'intérieur. Cette monnaie est constituée par les bons de caisse qui permettent d'économiser la monnaie métallique.

Ces bons ont été créés par décrets. C'est le décret du 18 août 1884 qui a autorisé l'émission des bons de caisse aux Antilles.

N'ayant aucune valeur intrinsèque, les bons sont inexportables.

Ils sont remboursables à tout moment, grâce à l'existence d'une contre valeur représentée par des espèces déposées dans la Caisse du Trésorier payeur de la Colonie.

Un perfectionnement notable dans leur emploi est résulté de la substitution du nickel au papier, pour la fabrication des bons. Les bons sont représentés par des pièces de 1 franc et de 0 fr. 50.

L'institution des bons de caisse est extrêmement avantageuse pour les banques, qui font entrer ces bons dans le calcul de leur encaisse, et s'en servent au besoin pour effectuer le remboursement de leurs billets.

La Banque de la Guadeloupe se charge à ses frais de la fabrication des jetons de nickel, substitués aux bons de caisse en papier; elle a la faculté de représenter par des rentes françaises 3 %, la contre valeur des bons de caisse mis par elle en circulation. L'argent a disparu de la circulation à la Guadeloupe.

Le régime des bons de caisse existe aux Antilles, à la Réunion, à Mayotte, à Tahiti, où l'on s'en trouve satisfait. Ce n'est qu'un expédient...

Nous aurons l'occasion de revenir sur les bons de caisse et d'envisager leurs inconvénients.

Nous avons groupé dans le tableau suivant quelques renseignements concernant les bons de caisse de nickel émis dans les colonies de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe. Ces renseignements ont été extraits des Rapports de l'Administration des monnaies et médailles. Ils indiquent la date de création des bons, les montants émis et le titre des pièces.

|                    | 4 franc | 0 fr. 50 | Nickel | Cuivre |
|--------------------|---------|----------|--------|--------|
| Réunion 1896 . . . | 500.000 | 500.000  | 25     | 75     |
| Martinique 1897. . | 300.000 | 300.000  | 15     | 85     |
| Guadeloupe 1903 .  | 700.000 | 300.000  | 25     | 75     |

Examinons maintenant la question monétaire à Madagascar.

Dans la grande île de l'Océan Indien, l'industrie française est principalement représentée par les sept agences que le Comptoir National d'Escompte possède dans les villes suivantes : Tananarive, Tamatave, Diégo-Suarez, Majunga, Mananjary, Tuléar et Nossi Bé. Le 6 décembre 1911, le gouverneur général de Madagascar, sur l'interven-

tion du ministre des finances, avait interdit aux caisses publiques de recevoir et de mettre en circulation les billets de la Banque de France. Le commerce de Madagascar, en considération de la rareté du numéraire en circulation, avait été vivement ému par cette décision ; à la suite de démarches récentes, le Trésorier payeur de l'île a reçu des instructions pour que les caisses continuent à recevoir ces billets. Cette mesure durera jusqu'au moment où la création d'une monnaie fiduciaire propre interviendra et rendra inutiles les facilités qui résultent actuellement pour le commerce local de la mise en circulation des billets de la Banque de France.

Il ne faut pas oublier que ce billet, circulant à Madagascar, n'est qu'une traite tirée sur la France qui, pour être encaissée, supporte les frais de port et d'assurances, de plus des pertes d'intérêts, soit du fait de la durée du voyage, soit du fait de son immobilisation dans les caisses de la succursale coloniale à laquelle il est présenté : Il est donc perçu un change sur les billets de banque français à Madagascar. Leur circulation y est du reste assez restreinte puisqu'on a constaté, qu'une agence du Comptoir d'Escompte avait gardé pendant sept mois les mêmes billets de banque en portefeuille.

La création à Madagascar d'une circulation fiduciaire propre développerait beaucoup l'emploi du billet de banque.

C'est ce qui s'est produit dans nos possessions de l'Afrique de l'ouest, où le billet de la Banque de l'Afrique occidentale est de plus en plus recherché. Cet établissement s'est heurté, dans ces régions, à une grande pénurie de numéraire à laquelle elle a remédié à grands frais.

Du 30 juin 1901 au 30 juin 1911, la Banque, selon les

déclarations contenues dans le rapport sur l'exercice clos au 30 juin 1911, a envoyé en Afrique 107 millions de francs de numéraire, et pendant toute cette période de temps, la circulation est restée très inférieure aux fonds importés. La Banque espère toutefois, lorsque le pays en sera saturé, pouvoir restreindre ses importations de numéraire.

A Porto Novo, la Banque se plaint d'être toujours gênée par la rareté de la monnaie divisionnaire, on espère y remédier par les expéditions de pièces de bronze.

La Banque de l'Afrique occidentale accomplit sous nos yeux une œuvre bienfaisante en faveur de l'amélioration du régime monétaire, de celles de nos colonies africaines placées dans son rayon d'action.

Nous donnons à titre d'indication la répartition entre les diverses succursales de la banque des billets en circulation au 30 juin 1910 :

|                                         | En milliers<br>de francs |
|-----------------------------------------|--------------------------|
| Saint-Louis, Dakar et Rufisque. . . . . | 5.604                    |
| Conakry . . . . .                       | 4.355                    |
| Porto Novo . . . . .                    | 4.442                    |
| Grand Bassam . . . . .                  | 4.862                    |
| Total. . . . .                          | 9.963                    |

Nous ne saurions nous appesantir sur le problème monétaire en Indo-Chine.

On sait qu'il a pour origine la dépréciation continue subie par le métal argent depuis quelque quarante ans.

La circulation monétaire actuelle est formée de piastres et de sapèques. Les piastres françaises sont les seules pièces qui aient le cours légal. Des arrêtés du gouverneur de l'Indo-Chine fixent pour les opérations du Trésor, le

taux de conversion de la piastre en monnaie française. Au 9 janvier 1912 la piastre valait 2 fr. 35.

Les variations des cours de l'argent entraînent des variations du prix de la piastre et des cours du change qui affectent les règlements entre l'étranger et la colonie.

La constatation faite par M. R. G. Lévy, dans son nouvel ouvrage *Banques d'émission et Trésors publics*, « que la valeur de la piastre est devenue moins sensible que jadis aux fluctuations du métal argent », diminue l'importance des conséquences que comportent ces variations ; néanmoins la colonie subit des pertes notables dans les opérations d'importation des pays à étalon d'or en cas du baisse du taux de la piastre, pertes qui ne sont pas compensées par des bénéfices équivalents dans les exportations faites sur ces mêmes pays, la plus grande partie des exportations indo-chinoises s'opérant en Asie pour des raisons économiques et géographiques.

L'administration indo-chinoise a pris aux moments opportuns, et dans les circonstances favorables, les mesures qui ont semblé le mieux appropriées à atténuer les inconvénients du régime monétaire de la colonie.

Mais la solution du problème monétaire ne dépend pas d'une autorité spéciale, elle relève de la situation économique de l'Indo-Chine et de ses relations commerciales avec les pays qui achètent ses produits ou lui fournissent ses approvisionnements.

La question de la stabilisation de la piastre vient d'être remise à l'ordre du jour en Indo-Chine par une circulaire adressée par le gouverneur général aux Chambres de commerce de la colonie, en exécution d'un vœu émis par le conseil supérieur en 1910, et par laquelle il leur demande leur avis sur cet important problème. Une

commission interministérielle, présidée par M. Arnauné, s'était prononcée contre la stabilisation la jugeant impossible tant que la balance des comptes serait défavorable à l'Indo-Chine. A cette époque en effet, cette balance présentait un solde nettement débiteur.

Or, depuis 1909, les exportations l'emportent sur les importations, en 1910, le solde créditeur de la colonie a été de près de 52 millions de francs. On se demande si dans ces conditions la réforme ne pourrait pas être opérée.

Elle semble cependant prématurée tant que les exportations n'atteindront pas des chiffres tels qu'elles laissent toujours un solde créditeur assez élevé, pour que, même dans les années mauvaises, la colonie puisse arriver à faire face à toutes ses remises à l'étranger sans déplacer de numéraire.

L'excédent des exportations ne semble pas définitivement acquis; l'emprunt projeté aura pour conséquence une importation considérable de matériel qui influera sur la balance commerciale dans un sens défavorable à celle-ci.

Enfin les échanges commerciaux ne représentent qu'un des éléments de la balance générale des comptes de l'Indo-Chine. Cette balance est encore nettement débitrice par suite des dépenses budgétaires acquittées en France par l'État, pour le compte de la colonie, des annuités d'emprunts et des sommes drainées vers la Chine ou vers l'Inde par les nationaux de ces pays résidant en Chine.

Après avoir assez longuement envisagé les problèmes soulevés par la circulation métallique en Indo-Chine,

nous serons brefs en ce qui regarde la circulation fiduciaire.

L'usage du billet se développe en Indo-Chine. Sa circulation est particulièrement active en Cochinchine ainsi que le montre la comparaison suivante qui donne une décomposition du montant des billets de la Banque de l'Indo-Chine en circulation au 31 décembre 1909 :

|                                           | en milliers<br>de francs. |
|-------------------------------------------|---------------------------|
| Saïgon, Pnom Penh et Battambang . . . . . | 41.199                    |
| Haïphong, Hanoï et Tourane . . . . .      | 14.438                    |
| Pondichéry . . . . .                      | 852                       |
| Nouméa . . . . .                          | 2.102                     |
| Papeete . . . . .                         | 1.150                     |
| Djibouti . . . . .                        | 533                       |
| Total . . . . .                           | 60.274                    |

## II. — Les Banques coloniales envisagées en tant que banques de dépôts, d'escompte, d'avances et de prêts

On a dit des banquiers qu'ils étaient des marchands de crédit. Leur rôle consiste à recevoir des capitaux de ceux qui ne peuvent ou ne savent pas les employer, et à les prêter à d'autres contre garanties.

Les Banques dont nous nous occupons tirent leurs ressources de deux opérations, l'émission des billets, la réception des dépôts.

On ne s'étonnera point que le législateur ait réglementé d'une façon stricte les opérations commerciales des Banques Coloniales. Ce sont des banques d'émission dont les billets ont pour gage tout l'actif de la Banque.

La loi a pris de multiples précautions pour que cet actif comprenne autant que possible des éléments sains.

Les opérations d'émission ont fait l'objet d'importants développements au paragraphe précédent, nous n'y revenons pas, et parlons de suite des dépôts.

### Dépôts

Les dépôts se pratiquent sous la forme de comptes courants, les retraits de fonds ont lieu par chèques, ils peuvent aussi avoir lieu par récépissés payables à vue, mais ce dernier moyen est employé à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane pour des sommes extrêmement minimes.

Ces opérations de dépôts ne sont pas productives d'intérêts. Il en est donc pour les vieilles banques coloniales comme pour la Banque de France et la Banque de l'Algérie qui ne servent aucun intérêt à leurs déposants.

On estime que l'accumulation des dépôts est dangereuse pour une banque d'émission qui doit faire face à un autre remboursement à vue important, celui de ses billets.

On a cependant autorisé la Banque de l'Indo-Chine à payer un intérêt à ses déposants.

Cette faculté, jusqu'au décret du 16 mai 1900, était doublement limitée : d'une part le total des dépôts à intérêts ne pouvait dépasser le montant du capital versé, d'autre part l'intérêt alloué ne devait pas s'élever à plus de la moitié du taux de l'escompte, et en tout cas jamais dépasser 5 %.

Depuis 1900 ces limitations ont disparu.

La Banque de l'Afrique occidentale a aussi obtenu la faculté de payer un intérêt à ses dépôts sans qu'aucune entrave ne soit apportée à leur réception.

Nous achevons notre examen des dispositions légales relatives aux dépôts, en faisant remarquer qu'aucune opposition n'est admise sur les fonds déposés en compte courant aux Banques Coloniales.

Mentionnons que les banques qui peuvent recevoir en garde des titres, lingots, monnaies, matières d'or et d'argent, se chargent aussi de l'encaissement et des recouvrements pour le compte de leurs clients.

Les établissements de crédit font de leurs capitaux un double emploi.

Ils s'en servent d'abord pour escompter aux commerçants leur papier.

Ils les utilisent en outre à avancer et à prêter à leur clientèle dans des conditions que nous devons à présent indiquer.

*Escompte.* — Les Banques Coloniales sont autorisées à escompter les billets à ordre ou effets de place.

Peuvent être admises à l'escompte les personnes notablement solvables et domiciliées dans la colonie, dont la demande est appuyée par un membre du conseil d'administration ou par deux personnes ayant déjà des Comptes à la Banque. La qualité d'actionnaire ne donne droit à aucune préférence.

Les effets présentés à l'escompte doivent porter deux signatures au moins.

L'une des signatures peut être suppléé, soit par un dépôt de rentes, actions de la Banque ou valeurs admises par la Banque de France à titre de garantie, soit par la remise d'un warrant, récépissé ou acte de dépôt de marchandises, soit par la cession d'une récolte pendante,

soit par un dépôt de lingots, monnaies, matières d'or et d'argent.

Pour les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale, l'une des signatures peut aussi être suppléée par un transfert régulier de toutes créances sur les gouvernements coloniaux, à condition qu'elles soient liquidées ou acceptées, et sur les municipalités légalement autorisées par le gouvernement colonial ou l'Administration du protectorat.

Saisie de la question de savoir si les Banques peuvent exiger une seconde signature, lorsqu'il leur est présenté un effet à une seule signature, appuyé par une cession de récolte pendante, la Commission de surveillance après avoir rappelé que ces établissements ne sont pas obligés de consentir toutes les avances qui leur sont demandées, bien que présentées dans les conditions statutaires, a déclaré que les banques sont libres d'exiger une seconde signature à titre de garantie supplémentaire. La Commission ajoutait que la personne qui la donne peut ne pas être soumise à la condition de domicile exigée par les statuts des signataires des effets ordinaires, si le conseil d'administration estime qu'il peut l'en dispenser.

L'échéance des effets présentés aux vieilles banques coloniales, en vue de l'escompte, ne doit pas dépasser quatre vingts jours de vue ou cent vingt jours si elle est déterminée. La Banque de l'Afrique occidentale peut accepter des effets d'une durée plus longue ; six mois au maximum.

La Banque de l'Indo-Chine ne peut escompter des effets de plus de cent vingt jours.

Rappelons que la Banque de France ne reçoit pas d'effets de plus de quatre-vingt-dix jours. Les effets doivent

être timbrés. La loi dit d'une façon expresse que la Banque doit refuser d'escompter les effets dits « de circulation » créés collusoirement entre les signataires sans cause ni valeur réelle.

Le législateur ne s'est pas seulement contenté d'imposer aux banques une grande prudence en matière d'escompte, il leur a assuré une garantie essentielle de paiement en décidant que les souscripteurs, accepteurs, endosseurs ou donneurs d'aval des effets souscrits en faveur des Banques Coloniales, ou négociés à ces établissements sont justiciables des tribunaux de commerce à raison de ces engagements, et des nantissements ou autres sûretés y relatifs.

*Avances et prêts.* — Les Banques Coloniales sont autorisées par leurs statuts à consentir des avances garanties par des warrants ou des récépissés de marchandises, par des transferts de rentes, d'actions de la Banque de la colonie, ou par des dépôts de lingots, de monnaies, de valeurs admises par la Banque de France à titre de garanties pour avances sur matières d'or et d'argent, enfin par des cessions de récoltes pendantes. La commission de surveillance a rappelé que les avances sur effets avec garanties hypothécaires ne figurant pas dans l'énumération limitative précédente, sont interdites aux Banques Coloniales. Remarquons que la Banque de l'Indo-Chine et la Banque de l'Afrique occidentale peuvent, outre les opérations que nous venons d'énoncer, prêter sur des hypothèques maritimes portant sur des navires français ou francisés, et avances sur dépôts de cuivre.

Nous réservons pour le moment l'examen des avances garanties par des cessions de récoltes, nous en parlerons

longuement lorsque nous envisagerons les Banques Coloniales en tant que banques agricoles.

Les opérations d'avances que nous avons mentionnées sont réalisées, par l'escompte des obligations négociables ou non qui constatent l'engagement établi au profit de la Banque.

Leur durée ne peut excéder cent vingt jours.

La durée maxima des prêts consentis par la Banque de l'Afrique occidentale et par la Banque de l'Indo-Chine est de six mois.

En ce qui concerne les prêts sur récoltes, cette durée est ramenée à quatre mois.

Lorsque l'obligation est non négociable, auquel cas le billet n'est pas libellé à ordre, le débiteur a le droit d'anticiper sa libération, et il lui est fait remise des intérêts à raison du temps à courir jusqu'à l'échéance.

Nous sommes en présence de prêts sur nantissements, comportant dessaisissement de gages de nature variée au profit de la Banque.

Le législateur a pris d'importantes décisions dans le but de sauvegarder les intérêts des banques.

L'emprunteur sur obligations et le cédant d'effets avec garanties, doivent s'engager à couvrir la banque du montant de la baisse dans la valeur du gage, si cette baisse atteint 20 % au cours de l'opération.

A défaut de remboursement à l'échéance des sommes prêtées, les Banques sont autorisées, huitaine après une simple mise en demeure, à faire vendre aux enchères, malgré toute opposition, soit les marchandises, soit les matières d'or et d'argent données en nantissement, soit les récoltes cédées ou leur produit, soit les titres mobiliers donnés en garantie, sans préjudice des autres poursuites

qui peuvent être exercées contre les débiteurs jusqu'à entier remboursement des sommes prêtées, en capital intérêts et frais ; les poursuites contre les signataires des effets peuvent donc être continuées concurremment avec celles qui ont pour objet la réalisation des garanties spéciales constituées au profit de la Banque.

La loi n'a pas voulu que les Banques eussent la liberté de se livrer à certaines avances pour des sommes exagérées : elle a décidé que les dépôts volontaires de tous les titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent, peuvent donner lieu à une avance dans des limites déterminées, mais le montant total de ces avances ne pourra jamais dépasser le sixième du capital social.

Pour terminer cet examen général des opérations d'avances, nous indiquons le privilège que la loi leur a concédé en matière d'enregistrement : tous actes ayant pour objet de constituer des nantissements par voie d'engagement, de cession de récoltes, de transports ou autrement au profit des Banques Coloniales, et d'établir leurs droits comme créanciers, sont enregistrés au droit fixe.

Nous allons faire quelques remarques au sujet de chacune des opérations d'avances autorisées aux établissements de crédit coloniaux.

Décrivons d'abord l'intéressant mécanisme des prêts sur marchandises. Ces avances sont consenties sur marchandises d'exportation ou d'importation, et effectuées sous les deux formes de prêts sur marchandises déposées, ou de prêts sur marchandises embarquées ou chargées, ces deux derniers termes ayant la même signification.

Dans le cas d'une avance sur marchandise déposée, la marchandise est représentée par un warrant lorsque

le dépôt est effectué dans un magasin public, par un récépissé lorsque ce dépôt est effectué dans des entrepôts de douane ou tous autres magasins désignés à cet effet par le gouverneur de la colonie en conseil privé. La remise à la Banque des clefs d'un magasin particulier est, aux termes des statuts, suffisante pour effectuer la tradition légale du gage y déposé, lorsque cette remise est régulièrement constatée au moment de la négociation par une délibération du conseil d'administration. Cette disposition a été très heureusement insérée dans les statuts à cause de la rareté des magasins publics et des entrepôts aux colonies.

Le récépissé et le warrant sont des titres à ordre qui seront endossés au profit de la banque par l'emprunteur.

Dans le cas d'une marchandise embarquée ou chargée, la marchandise est représentée par un connaissement, autre titre à ordre, dont l'endossement transférera au porteur la possession de la marchandise, et lui permettra de jouir de son privilège sur le gage.

Cette constitution de gage aura lieu au profit de la Banque dans le but d'assurer le paiement des traites qui lui ont été remises en contre-partie d'avances.

Les traites sont dites « traites documentaires » parce que le connaissement est joint à la traite et circule avec elle. Le gage est alors constitué par des marchandises d'exportation déjà vendues.

Les avances sur marchandises embarquées ou chargées seront effectuées au profit des exportateurs métropolitains qui veulent escompter leur papier sur les colonies.

Aux colonies elles seront le résultat de la transformation des prêts sur cessions de récoltes pendantes en prêts sur marchandises.

Au fur et à mesure des envois de sucre, les débiteurs remettent à la Banque des traites tirées sur leurs consignataires de France et appuyées du connaissance; ces traites sont envoyées à Paris à l'Agent Central, qui les remet au Comptoir National d'Escompte, lequel en recouvre le montant, qu'il porte au Crédit de la Banque intéressée.

En général le rapport de la valeur des objets ou titres fournis comme garantie additionnelle, avec le montant des billets, traites ou obligations escomptées, est déterminé par les règlements intérieurs des Banques Coloniales, cependant, en considération de la baisse possible de la valeur du gage, le législateur a fixé une proportion que ces établissements ne peuvent dépasser. Pour les institutions des vieilles colonies, lorsqu'il s'agit de marchandises déposées ou chargées, cette proportion ne peut excéder les trois quarts des prix courants dressés par les courtiers, déduction faite de tous droits et engagements.

A contraire les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale peuvent avancer la valeur totale des marchandises affectées à des nantissements.

En ce qui concerne les avances sur titres, la somme prêtée ne peut dépasser les quatre cinquièmes de la valeur indiquée par la dernière cote officielle connue dans la colonie, s'il s'agit d'inscriptions de rentes, et les trois cinquièmes s'il s'agit d'autres valeurs; s'il s'agit enfin des actions de la Banque Coloniale, les trois cinquièmes de la valeur moyenne des transferts effectués pendant les six derniers mois dans la colonie; mais dans ce dernier cas la totalité des actions données en garantie par l'ensemble des emprunteurs ne peut excéder le

sixième du capital social ; quant aux avances consenties sur des lingots ou monnaies d'argent, elles ne peuvent avoir lieu que pour les quatre cinquièmes de leur valeur, celles effectuées sur des lingots ou monnaies d'or peuvent l'être pour leur valeur intégrale, déterminée par le poids et le titre.

Les Banques Coloniales sont autorisées à faire un certain nombre d'opérations, autres que celles jusqu'ici étudiées, dont nous allons maintenant brièvement parler.

Elles peuvent souscrire à tous emprunts ouverts par l'État ou par la colonie, jusqu'à concurrence toutefois des fonds versés aux réserves ordinaires et extraordinaires. Lors de l'élaboration de la loi du 13 décembre 1901, les difficultés auxquelles avait donné lieu le remboursement des emprunts des communes coloniales, souscrits par les banques locales, ont fait que la loi a enlevé ces opérations aux banques, on a pris des dispositions transitoires pour éviter qu'un brusque règlement des avances consenties aux communes, sous l'empire de la loi de 1874, ne vint créer de graves difficultés aux municipalités ; les emprunts en cours ont été maintenus.

La Banque de l'Indo-Chine et la Banque de l'Afrique occidentale peuvent participer aux emprunts d'Etat émis dans les pays où elles possèdent des établissements, sans cependant que le montant total de ces participations puisse, sauf autorisation spéciale du ministre des colonies, et après avis conforme du ministre des affaires étrangères lorsqu'il s'agit d'emprunts émis par un gouvernement étranger, dépasser la moitié des réserves pour la Banque de l'Afrique occidentale, et le quart du capital social pour la Banque de l'Indo-Chine.

Les deux banques peuvent également participer à la

création ou à la constitution d'entreprises financières, industrielles ou commerciales ayant leur objet dans les pays où elles possèdent des établissements, sans toutefois que ces participations puissent excéder le tiers des réserves pour la Banque de l'Indo-Chine, et le quart pour la Banque de l'Afrique occidentale. Enfin les Banques Coloniales sont autorisées à faire le commerce des métaux précieux, monnayés ou non monnayés; les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale sont autorisées à faire des opérations sur le cuivre.

Ces deux derniers établissements ont reçu la faculté de délivrer contre garanties des lettres de crédit.

**III. — Les Banques Coloniales envisagées en tant qu'institutions chargées d'opérer les règlements entre les colonies et l'étranger.**

Les règlements entre la colonie et l'étranger, en particulier la métropole, donnent lieu à d'importantes opérations. Il s'agit là de transports de capitaux que la technique financière moderne a singulièrement simplifiés et facilités. Cette opération peut se passer de deux façons différentes. Le créancier tirera sur son débiteur étranger une lettre de change qu'il négociera ensuite, ou bien, si ce second moyen est plus avantageux, il invitera son débiteur étranger à lui faire remise de papier tiré sur la place du créancier, dont le débiteur devra faire l'acquisition préalable.

Les banquiers sont les intermédiaires de ces échanges de papier. Ils achètent le papier tiré sur l'étranger et se créent ainsi des disponibilités chez leurs correspondants. Par le moyen de traites ou de chèques, ils disposent de

ces disponibilités en faveur de ceux de leurs clients qui ont leur paiements à effectuer à l'étranger.

Les lettres de changes sont des marchandises ayant leur marché et leur prix : ce prix est le change. Il représente la dépense qui doit être consentie pour se procurer du papier sur l'étranger.

Les deux opérations que les Banques Coloniales vont pratiquer en matière de change sont l'achat des traites sur l'étranger et la vente des mandats sur Paris.

Le législateur a réglementé ces opérations. Aux termes de leurs statuts organiques, les Banques Coloniales sont autorisées à escompter ou à acheter des traites, ou des mandats directs ou à ordre, sur la métropole ou sur l'étranger, portant la signature de deux personnes au moins, notoirement solvables. L'une des signatures peut être suppléée par un connaissance avec affectation spéciale de la marchandise, par une déclaration d'acceptation anticipée, envoyée par le tiré à la Banque. L'échéance des effets ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix jours de vue, ou avoir plus de cent vingt jours si l'échéance est déterminée, ces effets vont servir de couverture aux tirages des Banques Coloniales.

Alors apparaît pour elles la nécessité d'avoir dans la métropole un correspondant.

La Banque de France fut appelée au début à jouer ce rôle ; elle recouvrait leurs effets, effectuait le paiement des traites et mandats tirés par les banques. Un compte courant, dont le solde créditeur était transporté par virement au compte des banques à la Caisse des Dépôts et Consignations, avait été ouverte aux Banques coloniales par la Banque de France.

Vers 1860 ce régime fut modifié. A la suite d'une entente

entre le Comptoir d'Escompte et les Banques de la Martinique et de la Guadeloupe, le Comptoir ouvrit un crédit à chacune de ces banques, contre dépôt en garantie des rentes qui constituent leur capital et leurs réserves.

La Banque de la Guyane ne tarda pas à profiter de ces facilités. En 1874 une décision ministérielle consacra définitivement, au profit du Comptoir d'Escompte, la qualité de correspondant des Banques Coloniales dans la métropole. L'entente définitive avec la Banque de la Réunion ne se fit qu'en 1879, elle s'était compliquée d'une négociation de suppression de l'agence du Comptoir à la Réunion.

Aux termes de leurs statuts organiques, les banques ne peuvent fournir des traites ou mandats que lorsque la provision en a été préalablement faite ; le crédit ouvert par l'établissement qui leur sert de correspondant sera admis à valoir comme provision, mais il ne pourra dépasser le montant des titres déposés en garantie.

L'importance du crédit consenti aux banques, par le Comptoir National d'Escompte, est fixé d'une manière contractuelle, d'après la valeur des titres que les Banques Coloniales ont déposés chez lui.

Les autres éléments qui concoureront à la formation de la provision des tirages sont les traites sur la métropole ou encore les expéditions de matières métalliques.

#### IV. — Les Banques Coloniales envisagées en tant que banques agricoles

Nous avons jusqu'ici étudié le département commercial des Banques Coloniales, il n'absorbe pas toute leur activité.

Ces établissements sont aussi les auxiliaires de l'agricul-

ture, c'est ce nouvel aspect de leur action que nous voulons à présent examiner.

D'après les intentions du législateur de 1851, la fonction agricole des institutions coloniales de crédit devait être leur fonction essentielle. Elle était la principale raison de leur fondation.

Les planteurs sucriers firent les frais de l'établissement de banques aux colonies, il était naturel qu'elles fussent particulièrement destinées à leur venir en aide. Ce secours s'imposait.

A la suite de l'abolition de l'esclavage, l'agriculture traversa une crise aiguë qui menaçait de tarir la source par excellence de la richesse coloniale.

N'ayant jamais pratiqué l'épargne pendant les années fructueuses, les planteurs avaient toujours manqué de capitaux. Ils les empruntaient à des taux usuraires et dans des conditions difficiles.

Leur procurer un crédit abondant, et relativement bon marché, était leur rendre un service signalé.

Voyons comment on résolut la question.

On ne pouvait demander à des banques, qu'on chargeait d'effectuer des opérations multiples, de consentir à l'agriculture coloniale des avances à long terme de la nature des prêts hypothécaires, ces opérations auraient comporté des immobilisations trop considérables de capitaux. On avait seulement en vue de faciliter l'exploitation des domaines et non leur constitution. Les améliorations à longue échéance, les transformations d'outillage seraient effectuées grâce au concours d'un établissement spécial de crédit foncier.

La Banque coloniale prêterait au planteur pour lui permettre de mener à bien les opérations de sa récolte.

Elles serviraient à acheter des engrais, à payer les salaires, à effectuer les dépenses nécessitées par la coupe des cannes. En contre partie de ces avances, le planteur ne pouvait fournir qu'un gage éventuel : le produit de la récolte.

Il s'agissait là d'un prêt sur une chose future, et ne comportant pas de dessaisissement matériel. Violer à ce point les principes établis par le Code civil parut longtemps chose impossible au législateur de 1851, cependant les nécessités eurent raison de ses scrupules juridiques.

On transigea sur les mots par l'emploi de l'expression « prêt sur cession de récoltes pendantes » ; en réalité il n'y a aucune cession des récoltes envisagées, mais simplement prêt sur nantissement, avec dessaisissement fictif au profit de la Banque.

Une idée nouvelle germait alors ; elle a reçu depuis cette époque plusieurs applications.

Nous citerons à ce propos les lois du 10 décembre 1874 et du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime, qui permettent à l'armateur d'obtenir des avances sur ses navires en cours de voyage, et d'affecter les navires en garantie des prêts ; la loi du 1<sup>er</sup> mars 1898, qui octroie au commerçant la possibilité de donner en nantissement son fonds de commerce, tout en continuant à l'exploiter, enfin les lois du 10 juillet 1898 et 30 avril 1906 sur les warrants agricoles, qui autorisent les cultivateurs français à emprunter sur les produits de leur exploitation une fois séparés du sol, tout en les conservant chez eux, ou en confiant le dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles.

L'année 1851 marque donc une étape dans la législation française en matière de gage.

Nous allons brièvement étudier les conditions auxquelles les prêts sur récoltes peuvent être consentis, et la procédure de cette opération.

On comprend que le législateur ait réglementé d'une façon stricte les avances à l'agriculture ; on devait protéger les banques contre leurs propres entraînements, assurer au prêteur les garanties qu'une opération aussi aléatoire exige, sauvegarder enfin les droits des tiers par une large publicité.

La durée du prêt ne peut excéder quatre mois, cependant les obligations non négociables, appuyées d'une cession de récoltes et donnant lieu à un compte courant, peuvent être, à l'échéance, prorogées jusqu'à l'achèvement de la récolte cédée. La Banque ne peut avancer plus du tiers de la valeur de la récolte.

Voici les principales garanties établies en faveur de l'établissement prêteur.

L'emprunteur doit s'engager à couvrir la banque du montant de la baisse, dans la valeur du gage, si cette baisse atteint 20 0/0 au cours de l'opération.

La Banque peut stipuler que les denrées provenant de la récolte seront, au fur et à mesure de la réalisation, versées dans les magasins de dépôt et ce, de manière à convertir au besoin le prêt sur cession en prêt sur nantissement.

Si le débiteur néglige d'entretenir sa récolte, ou s'il néglige de faire en temps utile sa récolte, ou l'une des opérations qui la constituent, la Banque peut, après une mise en demeure et sur simple ordonnance du juge de paix, être autorisée à effectuer ladite récolte. Elle

avance les frais nécessaires, lesquels lui sont remboursés en addition au principal de la créance, et par privilège sur la récolte ou son produit.

Tout propriétaire, usufruitier, gérant, administrateur, ou autre représentant du propriétaire, tout fermier, métayer, qui a détourné, dissipé en tout ou partie au préjudice de la Banque, la récolte pendante, cédée à cet établissement, est passible des peines édictées par l'article 408 du Code pénal.

En cas de non paiement à l'échéance, la Banque peut, huit jours après protêt, ou après une simple mise en demeure, procéder à la vente sur pied de la récolte ou se faire envoyer en possession pour fabrication.

Nous allons examiner la procédure des prêts, et montrer les mesures prises par le législateur pour sauvegarder les droits des tiers.

Tout propriétaire, fermier, métayer, locataire de terrains ou entrepreneur de plantations qui veut emprunter de la Banque, sur cession de sa récolte pendante, fait connaître cette intention par une déclaration inscrite un mois à l'avance sur un registre spécialement tenu à cet effet par le receveur de l'enregistrement. Les fermiers, métayers, locataires de terrains ou entrepreneurs qui veulent emprunter doivent être munis de l'adhésion du propriétaire foncier, qui sera inscrite sur le registre tenu par ce même receveur.

Tout créancier ayant hypothèque sur l'immeuble, ou privilège sur la récolte, ou porteur d'un titre authentique contre le propriétaire, peut s'opposer au prêt demandé par les intéressés, pourvu que la créance de l'opposant soit exigible pour une portion quelconque, ou seulement en intérêt, au moment même de l'opposition, ou à un terme

ne dépassant pas trois mois : les créanciers du détenteur à titre précaire, ne pourront former opposition que si leur créance est exigible en vertu d'un acte authentique. Dans tous les cas, l'opposition est reçue par le receveur de l'enregistrement qui est tenu de la mentionner en marge de la déclaration.

L'opposition énonce la nature et la date du titre ainsi que la somme. Elle contient, à peine de nullité, élection de domicile dans l'arrondissement du bureau.

A l'expiration du mois qui suit la déclaration de l'emprunteur, le prêt peut être réalisé par la Banque, moyennant l'acte de cession qu'elle a fait transcrire, l'établissement est considéré comme saisi de la récolte.

La Banque ouvre des comptes courants au planteur et échelonne ses versements.

Au fur et à mesure que la fabrication du sucre s'opère, et que les expéditions se font sur la métropole, les débiteurs remettent à la Banque des traites, tirées sur leurs consignataires de France.

La Banque en crédite les comptes des producteurs, qui disposeront de l'excédent du montant des ventes sur celui des avances consenties.

Les remboursements sont donc échelonnés comme les versements.

Aux termes des statuts organiques, aucune opposition ne peut être pratiquée sur les crédits ouverts par les Banques, en vertu d'un prêt sur cession de récolte pendante.

Nous n'aurions pas épuisé le sujet du crédit à l'agriculture coloniale, si nous ne disions brièvement quelques mots de la façon dont il est organisé dans nos possessions asiatiques.

En Indo-Chine, le Comité du syndicat des planteurs du

Tonkin, il y a 10 ans, s'était prononcé en faveur d'un système de crédit coopératif subventionné par le protectorat. A la suite du renouvellement du privilège de la Banque de l'Indo-Chine, sanctionné par le décret du 16 mai 1900, la Banque prenait l'engagement de se montrer très large dans l'appréciation des garanties susceptibles de tenir lieu de nantissements, que les cultivateurs pourraient offrir à l'appui de leurs demandes de prêts sur cessions de récoltes pendantes. Mais encore pour le cas où des syndicats agricoles, ou des établissements de crédit agricole viendraient à se fonder en Indo-Chine, elle s'était déclarée prête à participer à ces créations quand le gouvernement le désirerait, dans certaines limites et sous certaines réserves mentionnées dans l'exposé des motifs qui précédait le décret de renouvellement et dans ses statuts :

Le total de ces participations ne pourra dépasser le tiers de sa réserve statutaire, et le tiers de la somme que représente l'accroissement annuel de cette même réserve.

La Banque consent donc des prêts sur récoltes, soit aux individus, soit aux collectivités agricoles ayant qualité de personne civile, dans les conditions de la loi de 1874. Ces prêts sont effectués avec la garantie de l'Administration locale au taux de 8 %.

La Banque rétrocède 2 % à l'Administration à titre de compensation pour les risques qu'elle court.

Ils ne sont pas très développés. Sauf en 1905 et en 1906 où les avances de ce genre ont atteint respectivement 1.739.000 francs et 1.255.000 francs, elles se sont toujours tenues au dessous de un million par an ; pour la période 1900-1909 pour laquelle nous avons sous nos yeux des statistiques extraites du récapitulatif annuel de la Commis-

sion de surveillance en 1908 et 1909, elles sont même descendues à un peu plus de 300.000 francs.

Au début de l'année 1911, le résident supérieur au Tonkin a estimé qu'il fallait se montrer plus rigoureux dans l'octroi des prêts sur récoltes. Il y avait à cette époque une certaine quantité de prêts en retards. Ces prêts avaient été directement consentis aux villages par les chefs de province, en vertu des articles 4 et 5 de l'arrêté du 25 septembre 1898.

Les dispositions de ces articles avaient pour but de rendre moins longues les formalités d'emprunt, en donnant aux résidents la faculté d'agréer immédiatement les demandes inférieures à 150 piastres. Il a été décidé en 1911, qu'à l'avenir, le résident supérieur ordonnateur du budget local, qui garantit ces prêts, se réserverait le soin de statuer dans tous les cas.

Toutes les demandes d'emprunt seront donc soumises désormais à son approbation préalable.

La Banque n'a pas eu jusqu'ici l'occasion de prêter son concours à la création de sociétés de crédit agricole.

C'est aux colons qu'il appartient, en se constituant en syndicat, et en plaçant ce syndicat sous le régime de la garantie solidaire et réciproque pour les emprunts que ses membres pourraient avoir à contracter, de créer l'organe essentiel du crédit agricole, et de fournir ainsi à la Banque la possibilité matérielle et légale d'intervenir utilement en faveur de l'agriculture locale par sa participation pécuniaire à la constitution du fonds social du syndicat.

En terminant l'examen de la fonction agricole des Banques Coloniales, telle que la loi du 11 juillet 1854 et les statuts y annexés l'ont définie, nous ferons remarquer que c'est seulement cinquante ans plus tard qu'on trouve

en France la première loi concernant le crédit agricole, loi du 5 novembre 1894. Mais ce crédit était organisé sur des bases bien différentes. Nous aurons occasion d'y revenir.

Comme conclusion à ce chapitre nous montrerons le savant enchaînement des opérations des Banques Coloniales, grâce au rôle joué par le compte courant, et par la traite documentaire.

La distribution du crédit aux colonies, entre les divers intéressés, s'opère pour ainsi dire avec la même précision que celle du sang dans notre organisme humain. Les banques sont le canal par l'intermédiaire duquel s'effectue le transport des capitaux vivifiants. La cellule de cet organisme est le planteur qui emprunte pour aménager son exploitation, et se libère ensuite, par la remise à la banque des traites qu'il a tirées sur l'acheteur métropolitain de ses produits. Ces traites constituent, pour l'établissement de crédit colonial, des remises dont la réalisation à l'étranger lui fournit la provision des tirages sur la métropole, qu'elle effectue au profit des importateurs coloniaux.

Ainsi se crée un lien étroit entre la production et le règlement des échanges commerciaux, et l'on comprend quelles conséquences désastreuses se produisent dans les opérations de règlement, lorsque la production dont elles dépendent vient à fléchir.

---

## CHAPITRE III

### Organisation des Banques Coloniales

*Organisation des banques des vieilles colonies : capital, administration, assemblée générale, correspondant dans la métropole, agence centrale, organes de contrôle : la commission de surveillance, réserves, dividende, liquidation.*

*Différences de l'organisation des banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale avec celle des banques des vieilles colonies.*

Nous rappelons que les banques qui forment l'objet de cette étude sont de deux types différents. Les vieilles banques furent fondées par la volonté de la loi, leurs actionnaires obtinrent cette qualité d'office sans avoir été consultés préalablement en quoi que ce soit sur l'organe dont leurs fonds allaient former le capital. On voit par là quelles dérogations le droit commun subissait en matière de constitution de société. Les statuts des banques furent annexés à la loi qui décidait leur création, elles les reçurent tout préparés.

Au contraire, les banques de l'autre type sont nées de l'initiative privée. Un groupe de capitalistes décida leur création, les statuts furent établis par eux, mais de telle manière qu'ils se rapprochassent le plus possible de ceux des banques du type ancien, dans le but de s'assurer de l'État l'octroi du privilège d'émission.

Les grands principes régissant, dans les domaines variés

où elle s'exerce, l'activité des banques du type nouveau, sont les mêmes que ceux posés lors de l'établissement des vieilles banques. Nous nous en sommes rendu compte en étudiant au chapitre précédent les opérations de ces établissements.

En ce qui concerne l'organisation administrative des diverses banques, nous trouverons entre les deux types des différences notables. Depuis 1851, des modifications sont survenues aux statuts des vieilles banques sous le rapport de leur organisation. Elles n'ont cependant pas fait disparaître ces différences. C'est pourquoi nous étudierons d'abord l'organisation des banques des vieilles colonies, puis donnerons un aperçu des particularités de celles des Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale.

\*  
\* \*

Nous passerons en revue les différents rouages des banques.

Les Banques Coloniales, nées en 1851, sont des Sociétés anonymes qui ont leur siège social dans la colonie où elles opèrent.

Depuis la terrible catastrophe du 8 mai 1902, dont le souvenir est encore présent dans toutes les mémoires, la Banque de la Martinique a transporté son siège à Fort-de-France, les autres banques ont toujours conservé le même siège : la Banque de la Guadeloupe à la Pointe à Pitre ; la Banque de la Réunion à Saint-Denis ; la Banque de la Guyane à Cayenne.

Les opérations des banques sont essentiellement locales, les différentes lois qui ont accordé ou prorogé le privilège, n'ont prévu la création de succursales ou d'agences que dans la colonie où se trouve le siège principal, et ont

subordonné ces créations à une autorisation spéciale.

Depuis 1901, pour créer ou supprimer des succursales ou agences, un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, doit intervenir à la suite d'une délibération des actionnaires prise en Assemblée générale. Notons une exception pour la Banque de la Guyane qui pourra être obligée, par une décision ministérielle, d'établir des succursales ou agences dans les points de la colonie qu'on lui désignera.

Les Banques n'ont fondé aucune succursale.

Le capital des Banques de la Martinique et de la Guadeloupe, primitivement fixé à trois millions de francs, est resté le même jusqu'à aujourd'hui ; celui des banques de la Réunion et de la Guadeloupe a subi des modifications que nous indiquons.

Par le décret du 15 décembre 1884, la Banque de la Réunion fut autorisée à augmenter son capital originaire, elle le porta de 3 à 4 millions de francs, mais les pertes qu'elle subit l'obligèrent à l'abaisser au montant primitif, ce qui eut lieu par le décret du 5 juillet 1899. Le fonds social de la Banque de la Guyane, fixé par le décret du 1<sup>er</sup> février 1854 à 300.000 francs, a été porté, par le décret du 5 juillet 1863 à 600.000 francs. La loi renouvelant le privilège en 1874 l'avait réduit à 450.000 francs, mais cette diminution ne fut pas réalisée, et un décret du 4 novembre 1875 a donné au capital son montant antérieur.

Aux termes de leurs statuts, le capital de chacune des banques ne pourra être augmenté ou réduit que dans le cas où une modification aura été reconnue nécessaire par délibération de l'assemblée générale des actionnaires,

ladite délibération approuvée par le gouverneur en conseil privé, et sanctionnée par un décret portant règlement d'administration publique. S'il s'agit d'une diminution du capital, elle sera opérée par le remboursement d'une portion du capital sur chaque action, sans que ce remboursement puisse excéder 125 francs par action.

Aux termes des statuts, les conseils d'administration ont toute qualité pour aliéner ou engager, sous le contrôle ministériel, les valeurs constitutives du capital des banques.

Le capital est divisé en actions de 500 francs chacune.

Par exception la valeur nominale des actions de la Banque de la Réunion est de 375 francs.

Les actions des Banques Coloniales peuvent être inscrites en France, on les appelle alors communément actions d'Europe.

Voici quel était au 30 juin 1910, pour les diverses banques, le nombre des actions inscrites en Europe et celui des actions inscrites aux colonies.

|                               | Actions inscrites<br>en Europe. | Actions inscrites<br>aux Colonies. |
|-------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|
| Banque de la Guadeloupe . . . | 3.624                           | 2.376                              |
| — Martinique . . .            | 3.781                           | 2.170                              |
| — Guyane . . . .              | 484                             | 716                                |
| — Réunion . . . .             | 2.728                           | 5.272                              |

La transmission des actions s'opère dans la métropole à l'Agence centrale; dans la colonie au siège de la Banque.

Les actionnaires sont réunis en une association qui a son siège à Paris.

L'administration de la banque est confiée à un directeur, et à un conseil d'administration qui comprend outre

le directeur, quatre administrateurs. Le conseil est assisté de deux censeurs, dont l'un est désigné par le ministre des colonies, l'autre élu par l'assemblée des actionnaires ; ils assistent au conseil sans y avoir voix délibérative.

Le trésorier payeur, délégué par le ministre des finances, assiste aux réunions du conseil d'administration et a tous les droits d'un censeur, comme commissaire du Gouvernement. En cas d'empêchement du trésorier payeur ou du trésorier particulier, le trésorier payeur désigne l'agent chargé de le représenter.

Les statuts ont explicitement prévu que les administrateurs, les censeurs et le commissaire du gouvernement reçoivent des jetons de présence d'une valeur égale, dont le montant est déterminé par l'assemblée générale.

Envisageons quelles sont les attributions du conseil d'administration.

Le conseil fait tous les règlements du service intérieur de la banque. Il fixe le taux de l'escompte et de l'intérêt, les changes, commissions et droits de garde, le mode à suivre pour l'estimation des lingots, monnaies et matières d'or et d'argent, des marchandises et des récoltes.

Il autorise dans la limite des statuts toutes les opérations de la banque et en détermine les conditions.

Il fait choix des effets ou engagements qui peuvent être admis à l'escompte sans avoir besoin de motiver le refus ; il statue sur les signatures dont les billets de la banque doivent être revêtus, sur le retrait et l'annulation de ces billets.

Il autorise tout compromis, toute transaction, toute mainlevée d'hypothèques, toute participation à des concordats amiables et judiciaires.

Il veille à ce que la banque ne fasse pas d'autres opé-

rations que celles déterminées par ses statuts, et dans les formes prescrites par les règlements intérieurs de la banque.

Il arrête l'ordre du jour des assemblées générales et détermine les questions qui y sont mises en délibération.

Il fixe l'organisation des bureaux, les appointements, salaires, rémunérations des agents ou employés et les dépenses générales d'administration, lesquelles doivent être déterminées chaque année et d'avance et pourvoit, s'il y a lieu, à la création d'une caisse de retraite pour le personnel.

Il pourvoit à l'entretien des immeubles de la banque, aux frais de bureau, d'ameublement et autres accessoires de la direction.

Les actions judiciaires sont exercées en son nom, poursuites et diligences du directeur.

Il est tenu registre des délibérations du conseil d'administration.

Le procès-verbal approuvé par le conseil est signé par le directeur ou l'un des administrateurs présents.

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par semaine au siège de la banque.

Il se réunit extraordinairement, toutes les fois que le directeur le juge nécessaire ou que la demande en est faite par les censeurs ou par l'un d'eux.

Aucune délibération n'est valable sans le concours du directeur, de deux administrateurs et la présence du commissaire du gouvernement ou son délégué, et de l'un au moins des censeurs, ceux-ci ayant voix consultative.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage la voix du président est prépondérante.

Le compte des opérations de la banque, qui doit être présenté à l'assemblée générale le jour de la réunion périodique, est arrêté par le conseil d'administration et présenté en son nom par le directeur.

Examinons le mode de nomination des administrateurs, du directeur et les pouvoirs de ce dernier.

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée a le droit de choisir parmi les actionnaires résidant en Europe l'un des quatre administrateurs, mais la Commission de surveillance a signalé les conséquences fâcheuses de ce vote.

En entrant en fonctions chacun des administrateurs est tenu de justifier qu'il est propriétaire de dix actions. Ces actions doivent être libérées et demeurent inaliénables pendant la durée des fonctions de l'administrateur.

Les administrateurs sont élus pour quatre ans et renouvelés par quart chaque année. Ils sont rééligibles.

Tout administrateur, débiteur de la banque, qui ne ferait pas honneur à sa signature serait démissionnaire d'office.

Le directeur est nommé par décret du chef de l'État sur une liste de présentation de trois noms émanée de la Commission de surveillance des Banques Coloniales, et sur le rapport tant du ministre des colonies que du ministre des finances. Le décret de nomination est contre-signé par le ministre des colonies. Le directeur ne peut être révoqué que par un décret du Président de la République sur le rapport du ministre des colonies. Il peut être suspendu par le gouverneur en conseil.

Le directeur doit posséder vingt actions inaliénables pendant la durée de ses fonctions, et a droit à une part des

bénéfices lorsque certains prélèvements et certaines attributions de dividendes aux actionnaires ont été effectués.

Le directeur préside le conseil d'administration. Il fait exécuter les délibérations.

Nulle délibération ne peut être exécutée que si elle est revêtue de sa signature.

Il nomme et révoque les employés de la banque, dirige les bureaux, signe la correspondance, les acquits et les endossements d'effets, les traites ou mandats à ordre.

Le directeur ne peut faire aucun commerce ni s'intéresser dans aucune entreprise commerciale.

Aucun effet ou engagement revêtu de sa signature ne peut être admis à l'escompte.

Le directeur ne peut pas accorder ou refuser des ouvertures de crédit sous sa seule responsabilité, en dehors de l'intervention du conseil d'administration.

En l'absence du titulaire du poste de directeur, titulaire ou intérimaire, la gestion d'une Banque Coloniale doit être confiée à un employé supérieur de la banque, ou à un fonctionnaire, à défaut à un commerçant, non engagé envers la banque, ou en cas de nécessité absolue, et dans ce cas seulement, à un négociant client de l'établissement, mais étant bien entendu que pendant toute la durée de ses fonctions, ce dernier ne devra présenter à l'escompte aucun effet ou engagement revêtu de sa signature.

Les employés sont nommés par le directeur. Le personnel a droit à une part des bénéfices quand, en fin de semestre, les actionnaires reçoivent un dividende supérieur à 2 1/2 % du capital nominal des actions. Mais lorsque le dividende, qui pourrait être réparti aux actionnaires, est réduit en vue de permettre le report sur le semestre suivant d'une somme destinée à assurer la stabi-

lisation du chiffre des dividendes, la part du personnel doit être réduite proportionnellement à celle des actionnaires.

La Commission de surveillance a exprimé le vœu que, lorsque les statuts seront l'objet d'un nouvel examen, le texte en soit rédigé avec plus de précision de manière à éclairer le personnel sur les droits dont il est fondé à se prévaloir.

Il existe enfin auprès des banques des experts chargés de l'appréciation des récoltes sur lesquelles sont contractés des emprunts.

Exposons la composition et le rôle de l'assemblée générale qui représente l'universalité des actionnaires de la banque.

Une réforme, sur l'importance de laquelle on ne saurait trop insister, a été opérée lors du renouvellement du privilège en 1901 en ce qui concerne sa composition.

Les statuts de 1851 décidaient que les assemblées seraient composées des 150 actionnaires possédant depuis six mois révolus le plus grand nombre d'actions, chaque membre n'aurait qu'une voix quel que soit le nombre des titres qu'il détiendrait. Dans ces conditions, les assemblées étaient formées par une minorité puissante de planteurs en même temps gros obligés de la banque.

En 1901, on modifia cette composition dans un sens plus démocratique ; et M. Sassias dans son « Aperçu sur la situation des Banques Coloniales » attribue à cette mesure l'amélioration constatée dans la gestion des banques depuis dix années.

Désormais l'assemblée générale se compose de tous les actionnaires possédant au moins dix actions depuis six mois.

Tous propriétaires de moins de dix actions pourront se réunir pour former le nombre de dix et se faire représenter par l'un d'eux.

Toutefois, nul actionnaire non français ne peut faire partie de l'assemblée générale s'il n'a son domicile depuis cinq ans au moins dans la colonie, dans une autre colonie française ou en France.

Les membres de l'assemblée générale peuvent s'y faire représenter par un fondé de pouvoir qui doit être lui-même actionnaire depuis au moins six mois. La forme des pouvoirs est déterminée par le conseil d'administration.

Les porteurs d'actions d'Europe qui veulent se faire représenter aux assemblées générales doivent, cinquante jours au moins avant la date de la réunion ordinaire ou extraordinaire, se faire délivrer par l'agence centrale des Banques Coloniales un certificat de propriété de leurs titres. Ils ne peuvent les transférer avant la clôture de l'assemblée générale.

Le mandataire d'un actionnaire peut n'être pas actionnaire, s'il est porteur de la procuration générale de l'intéressé.

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois dix actions, sans qu'aucun puisse avoir plus de dix voix.

Aucun fondé de pouvoir ne peut avoir, en cette qualité, plus de dix voix, indépendamment de celles qu'il a en son nom personnel.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année dans le courant du mois de juillet.

Elle est convoquée et présidée par le directeur.

Les trois plus forts actionnaires présents forment le bureau provisoire et désignent un secrétaire.

L'assemblée procède immédiatement à la formation de son bureau définitif.

Le secrétaire du bureau, tant provisoire que définitif, est choisi parmi les trois actionnaires composant le bureau.

Il est rendu compte à l'assemblée générale de toutes les opérations de la banque.

Les comptes d'administration pour l'année écoulée sont soumis à son approbation ; les questions inscrites à l'ordre du jour par le conseil d'administration soit spontanément, soit sur la demande d'un actionnaire, sont ensuite mises en délibération ; les décisions sont prises à la majorité des voix.

L'assemblée procède ensuite à l'élection des administrateurs et d'un censeur.

Les nominations ont lieu par bulletin secret, à la majorité absolue des suffrages des membres présents.

Après deux tours de scrutin, s'il ne s'est pas formé de majorité absolue, l'assemblée procède au scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont réuni le plus de voix au second tour.

Lorsqu'il y a égalité de voix au scrutin de ballottage le plus âgé est élu.

L'assemblée générale doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Si l'assemblée générale ne réunit pas ce nombre, une nouvelle assemblée est convoquée dans le délai d'un mois, et elle délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents, mais seulement sur les objets qui ont été mis à l'ordre du jour de la première réunion.

Les assemblées qui ont à délibérer sur des modifications

aux statuts, ou sur des propositions de dissolution ou de liquidation de la banque, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement, qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement toutes les fois que le conseil d'administration, sur la proposition d'un de ses membres, en reconnaîtra la nécessité.

L'assemblée générale doit être convoquée extraordinairement, en particulier lorsque les actionnaires réunissant le quart au moins des actions en ont adressé la demande écrite au directeur ou au gouverneur de la colonie ; et dans le cas où les pertes résultant des opérations de la banque ont réduit le capital de moitié.

Les convocations ordinaires et extraordinaires sont faites par convocations individuelles adressées aux membres de l'assemblée générale aux domiciles par eux indiqués sur les registres de la banque, et par un avis inséré quinze jours au moins avant l'époque de la réunion dans l'un des journaux de la colonie désigné à cet effet par le gouverneur.

Les lettres d'avis doivent contenir l'indication sommaire de l'objet de la convocation.

Tout actionnaire qui veut soumettre une proposition à l'assemblée générale doit en donner avis cinq jours à l'avance au conseil d'administration, lequel tiendra un résumé de la situation à la disposition des actionnaires au moins huit jours avant la réunion.

Aucune autre question que celles inscrites à l'ordre du jour arrêté d'avance par le conseil d'administration ne peut être mise en délibération.

Nous allons parler de quelques organes extra-coloniaux : le correspondant dans la métropole et l'agence centrale des banques.

Nous avons déjà eu l'occasion de mentionner le correspondant, en étudiant les opérations auxquelles se livrent les banques en matière de règlements entre les colonies et l'étranger.

L'établissement de crédit, qui remplit ce rôle, tient un compte distinct et séparé pour chacune des banques, il effectue pour leur compte tous les encaissements et paiements.

Depuis 1860, le Comptoir d'Escompte, remplacé ensuite par le Comptoir National d'Escompte de Paris, sert de correspondant aux Banques Coloniales.

Le contrat qui lie les banques au Comptoir a été, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1904, renouvelé pour huit années, et modifié à cet époque dans des conditions favorables aux banques.

Quand les banques sont débitrices au Comptoir, les intérêts sont au taux des avances à la Banque de France, quand elles sont créditrices, le taux est à 1/4 %, au-dessus de celui de l'escompte ; les encaissements et virements sont sans frais, la commission de paiement, ne comportant jamais de minimum, est de 1/4 pour 1.000, les paiements sont effectués dans toutes les agences et succursales du Comptoir d'Escompte, en France et à l'étranger.

Exposons le rôle de l'agence centrale.

L'agence centrale fut instituée par le décret du 17 novembre 1852. Il apparut en effet indispensable de créer à Paris un organisme destiné à centraliser les opérations effectuées par les banques en Europe. Cette institution

devait aussi rendre plus facile le contrôle de la Commission de surveillance.

L'agent central est nommé par décision ministérielle sur une liste triple de candidats, formée par la Commission de surveillance. Il est révocable par le ministre. Il doit justifier de la propriété de quatre actions de chacune des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Les dépenses de l'agence centrale sont supportées par les différentes banques, proportionnellement au chiffre de leur capital.

Aux termes des statuts, l'agent central représente les banques dans les opérations qu'elles ont à faire avec la métropole, il exerce toutes leurs actions judiciaires et extrajudiciaires. Il agit comme délégué des banques près le ministre des colonies, et près la Commission de surveillance.

L'agent central ne peut faire directement aucun recouvrement ou paiement pour le compte des banques, et ne conserve entre ses mains, à titre de provision ou autrement, aucune somme appartenant à ces établissements.

Son rôle concerne les recouvrements et paiements de papier de commerce sur les pays étrangers aux colonies, le paiement des dividendes et les transferts d'actions. On va voir que ce rôle est, en général, celui d'un intermédiaire. Les lettres de change, traites ou mandats, du portefeuille des banques recouvrable en France, sont passés à l'ordre de l'établissement de crédit qui leur sert de correspondant, et adressés par la banque intéressée à l'agence centrale qui pourvoit immédiatement aux formalités d'acceptation, et remet aussitôt les valeurs acceptées à l'établissement qui en opérera le recouvrement.

Les traites ou mandats de paiement sur France, émis

par les banques, sont présentées par le porteur au visa de l'agent central, et payés par l'établissement de crédit.

Pour toucher leurs dividendes, les actionnaires doivent se présenter à l'agence centrale où l'on vérifiera leurs titres qui seront estampillés, l'agent central leur remettra un mandat sur l'établissement de crédit qui sert de correspondant. C'est à l'agence centrale qu'on délivre les titres d'actions transférables à Paris seulement. L'agent central reçoit toutes déclarations de mutations pour ces titres et en effectue le transfert : il reçoit de même les oppositions au transfert des actions d'Europe.

Il existe à l'agence centrale un fonctionnaire de contrôle appelé « Commissaire du gouvernement près l'agence centrale des Banques Coloniales. »

Avec le temps, le législateur a apporté quelques adoucissements au joug administratif qui pèse sur les banques. Il a un peu élargi l'étroite réglementation qui contient leur action, mais en contre-partie il a essayé de rendre plus sévère et plus effectif le contrôle de leur gestion.

Ce sont les organes de contrôle des banques que nous allons passer en revue rapidement. Sur place la surveillance est exercée par les censeurs et le commissaire du gouvernement.

Les fonctions du censeur élu par l'assemblée des actionnaires durent deux ans. Il est rééligible.

Il doit posséder le même nombre d'actions inaliénables que les administrateurs.

Un censeur suppléant est nommé par l'assemblée des actionnaires.

En cas d'empêchement du censeur électif le censeur

suppléant remplit toutes les fonctions attribuées à celui-ci par les articles précédents.

Il est tenu aux mêmes obligations et jouit des mêmes prérogatives.

Il est nommé pour deux ans et rééligible.

Le censeur désigné par le ministre des colonies correspond avec le gouverneur et le ministre. Il rend chaque mois, et plus souvent s'il y a lieu, compte au ministre de la surveillance qu'il exerce.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement, il peut être pourvu d'urgence à son remplacement provisoire par le gouverneur de la colonie. Depuis 1891, les fonctions remplies par le censeur étaient exercées par des officiers du commissariat. Le ministre des colonies a décidé, en avril 1905, de confier cet exercice aux secrétaires généraux.

Les censeurs veillent spécialement à l'exécution des statuts et des règlements de la Banque ; ils exercent leur surveillance sur toutes les parties de l'établissement ; ils se font représenter l'état des caisses, les registres et le portefeuille de la banque ; ils proposent toutes les mesures qu'ils croient utiles, et, si leurs propositions ne sont pas adoptées, ils peuvent en requérir la transcription sur le registre des délibérations. Ils rendent compte à l'assemblée générale, dans chacune de ses réunions annuelles, de la surveillance qu'ils ont exercée.

Leur rapport est imprimé et distribué avec le compte présenté par le conseil d'administration.

L'action du gouvernement s'exerce par ce fait que le trésorier de la colonie est commissaire du gouvernement auprès de la banque d'émission qui y fonctionne, et que l'un des censeurs est nommé par le ministre des colonies.

Le législateur ne s'est pas contenté du contrôle local dont nous venons de parler.

Il a créé auprès du ministre des colonies un organe qui plane au-dessus de toutes les banques : la commission de surveillance.

Cette commission est actuellement composée de neuf membres : un conseiller d'État, élu par le Conseil d'État en assemblée générale, deux membres désignés par le ministre des colonies, deux autres membres désignés par le même ministre, mais résidant à Paris, possédant la qualité d'actionnaire et propriétaire d'au moins dix actions, deux membres désignés par le ministre des finances et deux membres élus par le Conseil général de la Banque de France, soit neuf membres en tout. La Commission choisit son président dans son sein.

Un maître des requêtes au Conseil d'État, désigné par le garde des sceaux, est adjoint à la Commission avec voix consultative.

La Commission reçoit communication de tous les documents parvenus aux ministres sur la gestion des banques, elle est consultée sur les actes du gouvernement qui les concernent, elle provoque telles mesures de vérification et de contrôle qui lui paraissent convenables et rend chaque année, au Président de la République, un compte rendu des résultats de sa surveillance et de la situation des établissements ; ce compte est publié au *Journal officiel*.

Dans ce rapport la Commission formule des observations ou interprétations de textes.

Mais multipliant les précautions, le législateur a prévu encore d'autres moyens de contrôle.

Les Banques Coloniales sont vérifiées à leurs frais, tous les deux ans ou plus fréquemment, s'il y a lieu, par des

inspecteurs des colonies spécialement délégués à cet effet, qui s'assurent de la sincérité des écritures. Les rapports de vérification sont transmis au ministre des colonies.

Les inspecteurs coloniaux reçoivent, lors de leur désignation, des instructions du ministre des finances auquel leurs rapports sont également adressés.

Dans l'intervalle de ces vérifications le ministre des colonies et le gouverneur, soit d'office, soit sur la demande de la commission de surveillance, peuvent, lorsqu'ils le jugent convenable, faire procéder par les agents qu'ils désignent, à toute vérification des registres, des caisses et des opérations de la banque.

Le ministre des finances pourra également, après entente préalable avec le ministre des colonies, se faire rendre compte, à toute époque, de la situation de la banque par un inspecteur des finances chargé d'une mission spéciale à cet effet. Les rapports de cet inspecteur seront adressés au ministre des finances et au ministre des colonies.

Nous terminons notre étude de l'organisation des banques des vieilles colonies en disant quelques mots sur le partage de leurs bénéfices et sur leur liquidation.

Les comptes des banques coloniales sont semestriels. Le bénéfice net, qui ressort au bilan à la fin de chaque semestre, est partagé de la façon qui va être expliquée. On opère deux prélèvements, le premier en vue de former un fonds de réserve équivalant à  $1\frac{1}{2}$  % du capital social; mais, lorsque cette réserve a atteint la moitié du capital social, ce prélèvement devient facultatif, le second prélèvement est effectué en vue de distribuer aux actionnaires 5 % à titre d'intérêt; ce qui reste alors est divisé en deux parts d'égal montant; la première moitié

constitue en faveur des actionnaires un supplément de dividende, le reste est partagé ainsi : 8/10 au fonds de réserve, 1/10 au directeur, 1/10 aux employés de banque.

Il se peut que les bénéfices fussent réduits au point de ne pouvoir permettre la distribution du premier dividende de 5 %, dans ce cas les statuts autorisent les banques à prélever ce qui manquera pour le compléter, sur la réserve extraordinaire, ensuite sur la réserve ordinaire, sans toutefois la réduire au quart du capital social.

Les banques sont donc statutairement obligées d'avoir une réserve dont nous venons de dire le montant minimum ; ce minimum atteint, elles peuvent continuer à opérer le prélèvement dans le but de créer une réserve extraordinaire qui servira à compléter au besoin le dividende de 5 %, ou pourra être employée à l'amortissement des immeubles et du mobilier, ou à la dotation d'une caisse de retraites pour les employés.

Aucune distribution de dividende ne peut être opérée sans autorisation du gouverneur en conseil privé. Dans le cas où il résulterait des rapports du censeur légal, ou des inspecteurs délégués que, dans le courant du semestre précédent les prescriptions légales n'ont pas été rigoureusement observées, le gouverneur devra faire surseoir à toute répartition. Le ministre des colonies décide si cette suspension doit être transformée en suppression définitive. Il ordonne dans ce cas que les sommes qui devraient être distribuées soient versées au fonds de réserve. Le législateur a ainsi édicté des sanctions contre la violation par les banques des statuts qui leur sont imposés.

En ce qui concerne la liquidation des banques, la loi n'a pas été prodigue de détails relativement à la question de savoir comment et par qui elle sera pratiquée. En cas de

dissolution, disent les statuts, le ministre des colonies déterminera d'accord avec le ministre des finances le mode à suivre pour la liquidation de la banque, et désignera les agents qui en seront chargés.

La liquidation se complique d'une grave question, celle de la circulation et du remboursement des billets émis par la banque, ici encore même incertitude : Les deux ministres seront appelés à fixer les conditions de circulation et de remboursement des dits billets.

Par contre les cas de liquidation sont strictement déterminés. Voici ce que les statuts de 1901 disent à ce sujet.

Dans le cas où il résulte, soit d'une vérification réglementaire, soit d'une vérification ordonnée par le ministre des colonies ou par le gouverneur, que, par suite de pertes, le capital est réduit des deux tiers, l'assemblée générale des actionnaires est convoquée extraordinairement par le directeur à la requête du censeur légal, et est appelée à se prononcer sur la liquidation. La décision sera prise à la majorité des voix.

Si les actionnaires qui ont participé à cette assemblée ne représentent pas la moitié au moins du capital, le renvoi de l'assemblée à quinze jours sera prononcé, la décision de cette dernière assemblée sera valable quelle que soit la portion du capital représenté.

Si l'assemblée refuse de voter la liquidation, elle pourra être prononcée d'office par le gouverneur en conseil privé, auquel seront adjoints, avec voix délibérative, le Président de la Chambre de Commerce de la ville où est le siège social, et le président du Tribunal de Commerce, ou à défaut du Tribunal de Commerce, le président du Tribunal civil de la dite ville.

Si le capital n'est réduit que d'un tiers, l'assemblée des

actionnaires, convoquée extraordinairement, peut demander la liquidation à la majorité des voix, à condition de représenter les deux tiers du capital. Le gouverneur statuera par arrêté sur les délibérations des actionnaires.

..

Nous devons indiquer dans la deuxième partie de ce chapitre les différences principales qui distinguent l'organisation des Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale, de celle des vieilles banques.

L'une des plus importantes est dans le lieu du siège social, qui pour les banques du second type est à Paris. Ces établissements ne connaissent donc, ni l'agent central, ni le correspondant dans la métropole, il n'existe aucun intermédiaire entre eux et le ministre des colonies.

Le capital actuel est de 48 millions pour la Banque de l'Indo-Chine, et de 6 millions pour la Banque de l'Afrique occidentale.

Les actions qui le constituent sont nominatives, elles ne sont libérées que du quart de leur montant nominal. En ce qui concerne la Banque de l'Indo-Chine, le versement du second quart sera exigible deux mois après un simple avis du Conseil d'administration, il peut être exigé par le ministre des colonies, le conseil conserve toute liberté pour l'appel des deux autres quarts.

L'augmentation du capital a lieu, pour les deux banques, à la suite d'une assemblée générale dont la décision est sanctionnée par arrêté ministériel.

La composition de l'assemblée générale des actionnaires de la Banque de l'Indo-Chine est régie par la règle qui s'appliquait aux vieilles banques avant 1901 :

elle est formée par la réunion des cent actionnaires, qui sont depuis six mois révolus propriétaires du plus grand nombre d'actions ; dix actions donnent droit à une voix, et personne ne peut réunir plus de dix voix.

Au contraire, l'assemblée générale des actionnaires de la Banque de l'Afrique occidentale est composée selon le mode de 1901 : elle comprend tous les actionnaires possédant au moins dix actions, les détenteurs de moins de dix actions pouvant se grouper et charger l'un d'entre eux de les représenter.

Les conseils d'administration des deux banques sont élus sans restriction aucune, par l'assemblée des actionnaires. Le conseil nomme les directeurs avec l'agrément du ministre des colonies ; Administrateurs et directeurs doivent être propriétaires d'un certain nombre d'actions de la banque à laquelle ils appartiennent.

Il est établi auprès de chaque succursale un conseil d'escompte dont la composition, les attributions et les émoluments sont déterminés par le conseil d'administration.

La commission de surveillance exerce son haut contrôle sur les deux établissements, dont les opérations sont appréciées par elle dans le rapport annuel.

Il existe auprès du siège social un commissaire du gouvernement, et auprès de chaque succursale un censeur administratif.

Succursales et agences des deux banques sont créées ou supprimées par décret rendu sur la proposition du ministre des colonies et du ministre des finances, la commission de surveillance entendue.

Mais les banques pourront être tenues de créer des succursales ou agences nouvelles dans les pays auxquels

s'étendent leurs opérations ; lorsqu'il s'agit de pays étranger l'avis conforme du ministère des affaires étrangères sera exigé.

Voici comment s'opère la répartition des bénéfices nets.

On doit d'abord prélever  $1/2$  0/0 du capital versé en faveur d'un fonds de réserve dont le montant est illimité.

Les actionnaires reçoivent ensuite un dividende égal à 6 0/0 du capital versé pour la Banque de l'Indo-Chine, à 5 0/0 pour la Banque de l'Afrique occidentale. Ce qui reste est partagé ainsi : 10 0/0 à un fonds de prévoyance, 10 0/0 au conseil, 80 0/0 aux actionnaires. Sur cette dernière attribution de 80 0/0, l'assemblée générale pourra, sur la proposition du conseil, décider la création de réserves spéciales ou temporaires. Enfin toute distribution de dividende doit recevoir l'approbation préalable du ministre des colonies.

Rappelons à ce propos que la Banque de l'Algérie, qui jusqu'ici ne pouvait procéder à aucune répartition de dividende sans l'approbation du ministre des finances, est devenue libre, depuis la nouvelle loi de 1911, de payer à ses actionnaires les bénéfices que son conseil jugera à propos de leur distribuer, sauf dans le cas où les réserves de la société tomberaient au-dessous de leur montant actuel de vingt-cinq millions de francs.

Il semble qu'on pourrait sans inconvénient accorder la même liberté aux Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale, car rien dans leur passé ne permet de supposer qu'elles en abuseraient.

---

## CHAPITRE IV

### Les diverses Banques Coloniales

*Aperçu général sur la situation économique des vieilles colonies : la main-d'œuvre, la monoculture, la question des sucres, la question douanière, l'ouverture du canal de Panama.*

*Banque de la Martinique. — Banque de la Guadeloupe. — Banque de la Réunion. — Banque de la Guyane.*

*Banque de l'Indo-Chine. — Banque de l'Afrique occidentale.*

Avant de procéder à l'étude de la situation de chacune des Banques en particulier, on nous permettra de donner un aperçu économique d'ensemble sur les pays qu'elles desservent, cela nous permettra de connaître le milieu où s'exerce leur activité. Notre champ d'investigation sera limité aux vieilles colonies, puisque ce sont leurs banques qui forment l'objet principal de ce travail.

Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer que l'agriculture est leur principale richesse, et nous avons dit combien les planteurs ont souffert de la baisse du prix des sucres après 1882.

L'agriculture coloniale a plusieurs points faibles. La main-d'œuvre lui fait défaut. On a fait venir jadis des travailleurs des Indes, mais l'Angleterre a interdit cette émigration. On a essayé depuis d'acclimater la main-d'œuvre jaune, ces tentatives sont restées infructueuses. Or, dans ces pays de climat tropical on ne put songer à recourir

aux services des blancs; la question de la main-d'œuvre n'est donc pas facile à solutionner. Son importance n'échappe cependant pas à ceux qui ont le souci de la prospérité de nos anciennes possessions.

La crise de 1882 trouva les colonies désarmées par ce fait que la culture du sucre était la culture unique. Au milieu du *xix*<sup>e</sup> siècle le rhum, le café occupaient une place importante dans leurs productions, depuis cette époque la canne a tout supplanté et annihilé. La monoculture est une des plaies de l'agriculture coloniale, on l'a répété de toutes les façons. Mais toujours en vain. Une amélioration dans le sens d'un développement des autres cultures ne peut se produire qu'à très longue échéance.

Pour créer de nouvelles caféières et cacaoyères, il faut un travail de plusieurs années qui peut parfois infliger de cruelles déceptions aux planteurs.

On recommande l'extension de la culture de la vanille, malgré que le prix de ce produit ait baissé, et qu'une production trop considérable risque de produire un effondrement des cours.

Les colonies pourraient trouver aussi dans la culture de la banane une source de profits.

L'œuvre de création de cultures secondaires n'est pas impossible. M. Artaud cite l'exemple donné par l'île de Cylan, où l'on s'est successivement décidé à produire le coprah, puis le thé, enfin le caoutchouc; il rappelle les efforts déjà faits à la Réunion où les agriculteurs ont cherché, à juste raison, dans la vanille, le manioc, l'essence de géranium, la paille de chou chou un supplément de gain.

La culture de la canne restera néanmoins pendant longtemps la principale source de richesse des vieilles

colonies. Il convient que nous disions quelques mots de l'organisation du marché de ce produit dont le bon écoulement a, pour les colonies, une si grande importance.

Malheureusement pour les producteurs, les prix du sucre, denrée dont le débouché est considérable, sont extrêmement variables, qu'ils soient en particulier influencés par la surproduction ou la spéculation.

Pour comprendre l'état présent de la question des sucres, nous devons faire un léger retour en arrière. En 1902 fut signée à Bruxelles une convention qui a constitué l'union internationale des sucres. L'inspiratrice de cet accord fut la Grande-Bretagne qui avait agi sous la pression des planteurs de ses colonies sucrières, des producteurs des Indes en particulier, qui se plaignaient d'être écartés du marché métropolitain, par les sucres de betteraves primés.

A cette époque en effet, les États producteurs cherchaient à l'envi à établir des primes de toutes natures pour assurer, à leurs excédents de production, une préférence sur le marché mondial, dans certains pays il existait en outre des cartels qui, par l'élévation des prix sur le marché intérieur, assuraient l'écoulement au dehors d'importantes quantités de sucre à des prix inférieurs au prix de revient.

La Convention internationale de 1902 fut conclue pour égaliser les conditions de la concurrence entre les sucres de toutes provenances, et pour développer la consommation du sucre par la suppression des primes et la réduction des taxes intérieures.

Le résultat fécond de la Convention de Bruxelles a été d'apaiser les conflits économiques jusque là si fréquents dans l'industrie sucrière, conflits qui résultaient de l'oppo-

sition des intérêts des producteurs, des raffineurs et des consommateurs.

La Convention du 5 mars 1902 a été renouvelée en mars dernier pour un terme de cinq ans, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1913, dans des conditions dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer ici.

Quelle fut la conséquence du nouveau régime pour nos vieilles colonies ?

La mise en vigueur de la Convention de Bruxelles atteignit l'industrie sucrière coloniale et amena, par répercussion, une diminution dans le mouvement général des affaires des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion pendant l'exercice 1903-04.

Les sucres des colonies françaises jouissaient, avant 1902, des mêmes avantages que les sucres de la métropole, mais à condition d'être débarqués dans un port français. Ils jouissaient de plus d'une détaxe de distance de 2 fr. 25 pour les Antilles et de 2 fr. 50 pour la Réunion.

La Convention de 1902 supprima ces faveurs au détriment des exportateurs coloniaux.

Toutefois les détaxes de distance ne sont pas abrogées : Elles sont calculées sur les frais de transport réels des sucres, sans pouvoir être supérieures au taux fixe de la loi de 1897.

Les sucres coloniaux étant exclusivement dirigés sur la France, le taux des prix pratiqués sur le marché métropolitain donnent la mesure des profits réalisés par les producteurs coloniaux.

Il est donc indispensable que nous indiquions brièvement l'état du marché sucrier français.

Les conséquences de la Convention de Bruxelles, sur l'industrie des sucres en France, ressortent très nettement

de la comparaison des statistiques sucrières des neuf dernières années avec celles des années antérieures.

Depuis l'abolition du régime des primes, en 1902, les producteurs ne retirent plus de leur industrie que la rémunération de leur capital et de leur travail.

La superficie des terres emblavées en betteraves à sucre a légèrement diminué en France. Le poids des betteraves mises en œuvre et celui du sucre fabriqué ont baissé. La campagne de 1905-06 doit être mise à part, lorsqu'on compare les résultats des neuf dernières années ; elle correspond à une récolte exceptionnellement favorable et à des prix de vente extrêmement bas.

Si la production moyenne a diminué depuis 1902, la consommation du sucre en France s'est, par contre, sensiblement développée.

Les prix se sont rétablis, surtout à partir de 1908, ils se sont maintenus ensuite à des taux satisfaisants pendant des années qui correspondent à des campagnes normales.

Les conditions du marché métropolitain autorisent à penser que les colonies pourront à l'avenir vendre leurs sucres à des prix plutôt rémunérateurs.

Les producteurs coloniaux travaillant à meilleur marché que leurs confrères métropolitains, ils profiteront davantage que ces derniers de prix de vente favorables.

Il serait cependant exagéré d'être trop optimiste en ce qui concerne l'avenir.

Les deux dernières récoltes de betteraves ayant été nettement déficitaires, le prix du sucre brut a monté sur le marché français à des taux depuis longtemps inconnus. On le constatera par la comparaison des prix que nous donnons ci-après. Ils représentent la moyenne annuelle du prix du sucre blanc n° 3 sur le marché de Paris, impôts non compris.

|                |       |                |       |
|----------------|-------|----------------|-------|
| 1903 . . . . . | 25.46 | 1908 . . . . . | 30.20 |
| 1904 . . . . . | 29.47 | 1909 . . . . . | 31.80 |
| 1905 . . . . . | 32.43 | 1910 . . . . . | 39.98 |
| 1906 . . . . . | 25.78 | 1911 . . . . . | 41.28 |
| 1907 . . . . . | 26.68 |                |       |

La hausse du prix du sucre brut a produit une hausse correspondante du prix du sucre raffiné.

Le prix du sucre raffiné qui avait considérablement diminué après 1902, par suite de l'abaissement de 64 à 27 francs au total des impôts de consommation qui le frappaient, atteint presque aujourd'hui les prix antérieurs à 1902.

En septembre 1911 le raffiné cotait sur le marché de Paris : 95,50, chiffre auquel on doit ajouter la taxe de raffinage de 2 francs. Malgré ces hauts cours, la situation faite au consommateur français, par la Convention de Bruxelles, est préférable à celle qu'il subissait avant la mise en vigueur de cet important acte international. En effet, si le régime antérieur à 1902 durait encore, le prix actuel du sucre raffiné serait plus élevé de 37 francs ; différence entre les impôts perçus jadis et aujourd'hui.

Mais si nous ne considérons que la situation des planteurs coloniaux, celle-ci apparaît favorisée par les hauts cours actuels qui sont, selon l'expression de M. Rodier, gouverneur de la Réunion, une aubaine pour nos colonies sucrières.

Il ne faut pas oublier toutefois que ce mouvement de hausse est causé dans une large mesure par les mauvaises récoltes de betteraves en France, ce qui n'est point une cause durable.

Il se peut aussi que la production betteravière française

augmente ; on signale actuellement une tendance à l'accroissement des superficies emblavées.

Enfin, les accidents locaux : sécheresse, cyclones, sont toujours à redouter aux colonies.

Malgré ces réserves, si, ainsi que nous l'espérons pour ces pays jadis si éprouvés, une période plus facile doit s'ouvrir pour eux, leur intérêt leur commandera d'en profiter pour lutter contre la monoculture, afin d'assurer définitivement l'avenir.

Pour en finir avec cette question des sucres, nous donnons quelques statistiques extraites du *Journal Officiel*, destinées à montrer l'importance relative de l'importation sucrière coloniale, sur le marché français.

Voici pour les trois dernières années le mouvement de l'importation en France des sucres coloniaux et étrangers. L'importation est ici exprimée en poids et en sucre raffiné (on admet que 10 de sucre brut égalent 9 de sucre raffiné).

|                     |                | COLONIES<br>(Canne) | ÉTRANGER<br>(Canne et betterave) |
|---------------------|----------------|---------------------|----------------------------------|
| En<br>1.000 tonnes, | 1909 . . . . . | 94                  | 4                                |
|                     | 1910 . . . . . | 115                 | 17                               |
|                     | 1911 . . . . . | 107                 | 42                               |

Cette statistique montre que l'importation sucrière française provient, pour une large part, des trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

Dans un dernier tableau nous avons groupé les chiffres de la production indigène française, de l'importation, de la consommation et de l'exportation. Ces chiffres représentent des poids de sucre raffiné, ils sont établis par campagne (il

s'agit de la campagne betteravière qui va de septembre à août).

|                 |               | Production<br>indigène | Importation | Consommation | Exportation |
|-----------------|---------------|------------------------|-------------|--------------|-------------|
| En 4.00 tonnes. | 1903-04 . . . | 727                    | 93          | 711          | 240         |
|                 | 1904-05 . . . | 563                    | 87          | 551          | 243         |
|                 | 1905-06 . . . | 984                    | 91          | 599          | 377         |
|                 | 1906-07 . . . | 683                    | 119         | 585          | 328         |
|                 | 1907-08 . . . | 656                    | 106         | 599          | 295         |
|                 | 1908-09 . . . | 723                    | 106         | 615          | 235         |
|                 | 1909-10 . . . | 734                    | 126         | 617          | 260         |
|                 | 1910-11 . . . | 650                    | 140         | 698          | 158         |
|                 | 1911-12 . . . | 463                    | —           | —            | —           |

Nous ne saurions passer sous silence, dans cette rapide revue économique, une question qui intéresse au plus haut point l'avenir de nos colonies : celle de leur régime douanier.

Le régime actuel s'inspire encore de l'ancienne théorie du pacte colonial : il a pour effet de réserver le plus possible aux marchandises françaises, le marché colonial, en contre-partie ou fait jouir les produits coloniaux d'un traitement privilégié à leur entrée dans le territoire métropolitain. Mais on en est arrivé à ce résultat bizarre, que les barrières dont on a entouré les colonies sont tellement élevées que ces pays ne peuvent entretenir des relations commerciales avec leurs voisins avec lesquels cependant elles auraient grand intérêt à développer leur commerce.

On divise les colonies au point de vue douanier, en deux groupes : les colonies et possessions soumises au tarif de la métropole, et les colonies qui ne le sont pas ;

chez ces dernières les droits applicables à l'importation résultent de tarifs spéciaux indépendants du régime douanier métropolitain. Le premier groupe comprend en particulier les vieilles colonies.

On applique aux produits étrangers importés dans ces possessions les mêmes droits que s'ils étaient importés en France.

A l'entrée en France, selon le tableau E du tarif de 1892, les denrées coloniales, autres que le sucre et ses dérivés, bénéficient d'une détaxe sur le droit d'entrée, égale à la moitié des droits inscrits au tarif métropolitain. Les produits, autres que les denrées coloniales énumérés au tableau E entrent en franchise.

Or il apparaît que le système des tarifs spéciaux, créant des diversités de régime pour chaque pays et pour chaque produit, est préférable au système de l'assimilation douanière.

Déjà un projet de loi a été déposé au Parlement qui supprime l'assimilation en ce qui concerne la colonie de Saint-Pierre-et-Miquelon, des projets ultérieurs viseraient le Gabon et la Nouvelle-Calédonie.

Enfin une commission extra-parlementaire a été chargée, par le gouvernement, d'étudier la réforme du régime douanier des colonies assimilées.

Espérons qu'on aboutira dans cet ordre d'idées à des résultats rapides et positifs, la question est, pour les colonies intéressées, d'un intérêt primordial.

En terminant ce court aperçu économique, relatif à nos vieilles possessions, nous devons parler d'un événement qui peut avoir sur leur destinée une influence favorable, l'ouverture du canal de Panama.

C'était pour 1913 qu'on avait annoncé l'achèvement de

cette gigantesque entreprise, mais des déclarations récentes permettent d'espérer qu'on pourra devancer un peu cette date.

Les Antilles françaises sont placées sur la grande route commerciale nouvelle qui réunira l'Europe à l'Extrême-Orient par l'Amérique centrale.

Antilles françaises d'un côté du canal, îles françaises océaniques de l'autre, doivent offrir aux bateaux les ports de relâche où les navires viennent refaire leurs approvisionnements de charbon, d'eau et de vivres.

Or, tout est à créer à ce sujet et, il faut se hâter car l'échéance arrive.

Déjà les concurrents s'arment pour la lutte, on a projeté de construire, dans l'île danoise de Saint-Thomas, un grand port de ravitaillement. En face de ces efforts étrangers nous ne saurions sans péril rester inactifs.

Le ministre des colonies a envoyé une mission technique sur les lieux afin d'étudier lequel des deux points : Fort de France à la Martinique, et Pointe à Pitre à la Guadeloupe devra être choisi pour l'édification d'un grand port de relâche. La mission a actuellement visité La Pointe à Pitre, Basse-Terre et Fort de France, elle revient par l'Amérique.

Nous allons maintenant examiner chaque banque en particulier.

Voici comment nous procéderons dans cette étude : nous donnerons quelques renseignements sommaires sur l'état économique de la colonie où la banque exerce son activité ; nous rappellerons brièvement le passé de la banque,

enfin nous l'étudierons en elle-même en donnant un aperçu de sa situation actuelle.

### **Banque de la Martinique**

La Martinique a été appelée la « Perle des Antilles ». C'est une île luxuriante habitée par une population dense qui groupe en moyenne 184 habitants au kilomètre carré. On a pu dire que c'était celle de nos vieilles colonies où l'agriculture progressait le plus depuis quelques années. Des industries agricoles nouvelles sont en voie de formation. L'industrie sucrière y fait de notables progrès ; les fabricants locaux se sont décidés à perfectionner leur outillage pour lutter contre la concurrence, ils ont cherché à améliorer leurs méthodes de cultures, à augmenter leur production, à diminuer leurs frais généraux. Ils auraient déjà réussi à obtenir des prix plus rémunérateurs. La principale denrée exportée est le sucre d'usine ; viennent ensuite les tafias et rhums, puis le cacao en fèves mais seulement pour une somme minime.

Le marché de la colonie s'améliore de jour en jour, la hausse du prix des produits exportés facilite le relèvement économique du pays. La valeur des exportations a été en 1910 de 27 millions et demi contre 22 l'année précédente, et 16 millions en moyenne pendant les dix dernières années ; ces résultats sont l'indice de progrès réels dont on souhaiterait la continuation.

La Martinique réclame la faculté de pouvoir traiter avec les pays avoisinants avec lesquels elle a intérêt à commercer, afin de créer à ses sucres, rhums, cacaos, des

debouches nouveaux, alors que ces produits sont actuellement dirigés en totalité sur la métropole.

..

La Banque de la Martinique commença à fonctionner en janvier 1853.

Son capital était fixé à 3 millions de francs, son siège social établi à Saint-Pierre. Elle s'est toujours montrée favorable au développement des prêts sur récoltes, sans cependant agir parfois avec la prudence suffisante, ce qu'elle dut plusieurs fois payer fort cher. Aux environs de 1860, elle abaissa le taux des prêts pour encourager les planteurs, mais elle dut rapidement porter ce taux à un montant plus élevé pour se garder contre les mauvais débiteurs. Après 1870 les prêts sur récoltes prennent un grand essor, en 1880 la banque consent un nouvel abaissement de leur taux qui produit une augmentation du montant des avances.

Mais en 1884 la baisse des cours survenait et menaçait de mettre la banque en mauvaise posture.

Sa prudence dans les amortissements pratiques lui permit de traverser la crise sans embarras grave. Des désastres locaux vinrent affliger les agriculteurs en 1890-91 et la banque, pour leur venir en aide, diminua l'intérêt des prêts.

Cependant les effets douteux s'accumulaient dans le portefeuille de la banque, et la commission de surveillance dut intervenir et obliger l'établissement à en faire passer un important montant aux valeurs en souffrance.

En 1897, la faillite d'une grosse maison de commission de la Martinique plongea la banque dans de grandes difficultés.

Elle avait en partie réparé ces malheurs quand se produisit la terrible catastrophe du 8 mai 1902 qui amena l'anéantissement de la ville de Saint-Pierre où était établi le siège de la banque.

L'agence précédemment créée à Fort-de-France fut érigée en siège social.

Les pertes subies par la banque par suite de la destruction des immeubles, de la disparition d'une partie de la caisse courante et du portefeuille ont été estimées à 2.065.000 francs, desquels on a déduit les dépôts qui n'ont pas été réclamés au 30 juin 1903 soit 325.000 francs. Cette perte de 1.740.000 francs a été couverte par les réserves au 30 avril 1902, et par les bénéfices réalisés pendant les quatre premiers mois du second semestre de l'exercice 1901-1902.

La réserve statutaire a été peu à peu reconstituée par des prélèvements sur les bénéfices des exercices ; au 30 juin 1905 elle atteignit son chiffre maximum de 1.500.000 francs, et une réserve extraordinaire était alors constituée. Voici comment le montant de 1.500.000 francs fut obtenu. La banque fut autorisée à transférer à la réserve statutaire la somme de 620.000 francs qui représentait jusqu'alors le montant des billets brûlés dans la caisse du service courant, lors de la catastrophe de 1902. Cette passation d'écritures, et un prélèvement opéré sur le compte de liquidation « Divers comptes à régulariser » ouvert au lendemain de la destruction de la ville de Saint-Pierre, permirent de porter la réserve statutaire à son montant maximum.

La Banque de la Martinique a procédé au remplacement des anciens billets par des formules d'un type nouveau.

Pour activer le retrait des anciennes coupures et per-

mettre de déterminer exactement la valeur de celles qui furent détruites, soit par suite des éruptions de la montagne Pelée, soit pour diverses autres causes, un décret du 16 septembre 1904 donna un délai d'un an aux porteurs pour échanger ces billets contre les coupures nouvelles émises depuis 1903.

La régularisation de la circulation fiduciaire, n'avait pas encore été effectuée, et l'on pouvait se demander ce qu'allaient devenir les billets brûlés ou anéantis. Il y avait un précédent. Lorsque le privilège de la Banque de France fut prorogé, par la loi du 17 novembre 1897, on décida que l'État bénéficierait du montant des billets de tous les types antérieurs à 1862, qui n'auraient pas été présentés au remboursement à l'expiration des délais de prescription. Ces billets ont été retranchés du montant de la circulation de la banque, et le Trésor a pris à sa charge leur remboursement éventuel.

Voici comment on procéda pour la Banque de la Martinique.

L'article 12, de la loi de finances du 31 décembre 1907, disposa que dans les trois mois de sa promulgation, la banque verserait au Trésor public la somme représentant le montant des billets de toutes les émissions antérieures à celles de 1903 qui n'auraient pas été échangés contre des coupons du nouveau type. En conséquence, le 31 mars 1908 la Banque de la Martinique a versé au Trésor une somme de 1.420.290 francs qui a été déduite du chiffre de sa circulation. Enfin pour ramener à sa limite réglementaire l'encaisse du Trésor en monnaie fiduciaire, tout en évitant les frais de transport d'espèces, la banque a fait virer une somme de 1.500.000 francs par débit de son compte au Comptoir, au crédit du Trésor en France.

Ces opérations de régularisation ont produit ce résultat, que le compte du Comptoir à la Banque se trouve créancier aux 30 juin 1908 et 30 juin 1909 pour des montants importants.

L'opération de remboursement de 1.420.290 francs, représentant les billets supposés disparus dans la catastrophe de Saint-Pierre, a été discutée au point de vue de l'équité. Certains sont d'avis qu'on aurait dû abandonner cette somme à la banque, puisque les billets n'avaient été émis que comme contrepartie d'opérations, dont les gages ont été anéantis en même temps que les débiteurs de la banque.

En tout cas la banque a versé la somme à première réquisition et cette ponctualité, en face d'une exigence fort onéreuse, est tout en faveur de l'établissement.

Nous terminons sur cette remarque favorable l'examen rétrospectif du passé de la Banque de la Martinique.

Depuis les terribles événements de 1902, grâce à la prudence et à l'habileté avec laquelle elle est dirigée, la banque a amélioré sa situation qui se trouve maintenant satisfaisante. Elle a profité du relèvement économique de la colonie, relèvement qui est en bonne voie de continuation.

\*  
\* \*

Voici, comment nous procéderons pour étudier sommairement la situation actuelle de la Banque de la Martinique. Nous considérerons d'abord quelles sont ses ressources. Elles peuvent être divisées en deux grandes catégories, ressources propres, et ressources provenant des tiers. Nous verrons ensuite le parti qu'elle en tire. Ce double examen nous conduira à envisager successivement les principaux chapitres du passif et de l'actif de son bilan.

Pour fixer les idées, nous donnons dès maintenant un résumé du bilan de la Banque de la Martinique au 30 juin 1911.

## ACTIF

|                                | en mille<br>francs. |
|--------------------------------|---------------------|
| Encaisse . . . . .             | 1.709               |
| Portefeuille . . . . .         | 4.416               |
| Titres . . . . .               | 6.713               |
| Effets en souffrance . . . . . | 918                 |
| Divers . . . . .               | 88                  |
|                                | <hr/>               |
|                                | 13.844              |

## PASSIF

|                                                                              | en mille<br>francs. |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| Billets au porteur. . . . .                                                  | 4.832               |
| Comptes courants . . . . .                                                   | 1.564               |
| Récépissés à vue . . . . .                                                   | 108                 |
| Dividende à payer . . . . .                                                  | 15                  |
| Divers . . . . .                                                             | 137                 |
| Comptoir d'Escompte . . . . .                                                | 859                 |
| Capital . . . . .                                                            | 3.000               |
| Réserves statutaire et extraordinaire . . . . .                              | 1.530               |
| Titres du portefeuille, leur compte d'évaluation<br>complémentaire . . . . . | 443                 |
| Divers comptes à régulariser . . . . .                                       | 67                  |
| Valeurs en souffrance à recouvrer . . . . .                                  | 823                 |
| Bénéfices nets. . . . .                                                      | 201                 |
| Report à nouveau. . . . .                                                    | 265                 |
|                                                                              | <hr/>               |
|                                                                              | 13.844              |

Le capital de la Banque est de 3.000.000 de francs.

Ses réserves sont de deux sortes : réserve statutaire, dont le montant maximum de 1.500.000 est atteint depuis le 30 juin 1905, et réserve extraordinaire qui figure au bilan, depuis le 30 juin 1906, pour 30.000 francs. On peut assimiler aux réserves le report des semestres antérieurs, formé par une partie non distribuée des bénéfices nets, qui s'élevait au 30 juin 1911 à 264.607 francs. Les réserves atteignaient donc à cette date un total de 1.794.607 francs.

Les titres, représentant le capital et la réserve, sont déposés à Paris et servent de gage au crédit ouvert par le comptoir à la Banque.

Les ressources mises à la disposition de la banque par les tiers sont de trois sortes : billets au porteur en circulation, comptes courants, récépissés à vue.

La circulation des billets de banque s'élevait au 30 juin 1911 à 4.831.745 francs, elle a peu varié depuis dix ans, sauf entre les 30 juin 1907 et 30 juin 1908, à cette dernière date la circulation a été réduite de 1.420.290 francs représentant les billets supposés brûlés ou anéantis en 1902.

Le montant des billets mis en circulation ne peut excéder le triple de l'encaisse métallique, et d'autre part, le montant cumulé des billets, des comptes courants et des autres dettes ne peut excéder le triple du capital social et des réserves, à moins que la contre valeur des comptes courants et autres dettes ne soit représentée par du numéraire venant en augmentation de l'encaisse. On doit en outre tenir compte, pour fixer la limite des émissions, du décret du 19 avril 1902 aux termes duquel les inscriptions de rentes 3 %, formant le capital et les réserves des Banques Coloniales, sont évaluées à 90 francs par 3 francs de rente.

En tenant compte de ces dispositions calculons le chiffre

qu'aurait pu atteindre la circulation des billets de la Banque de la Martinique au 30 juin 1911.

Le capital s'élevait à 3.000.000, la réserve statutaire à 1.500.000, la réserve extraordinaire à 30.000, soit au total 4.530.000 francs; si l'on évalue à 90 francs les rentes les représentant, nous obtenons la somme de 4.077.000 francs dont le triple sera 12.231.000 francs.

Sans qu'on doive augmenter l'encaisse métallique, l'émission des billets pouvait déjà atteindre le triple du montant de cette encaisse au 30 juin 1911, soit 5.127.000 francs.

Les autres éléments du passif exigible, se montant à cette date à 2.683.000 francs, ainsi qu'il ressort au bilan résumé que nous avons placé en tête de ce paragraphe, l'augmentation possible du passif exigible sera obtenue en retranchant de 12.231.000, représentant la limite maximum du triple, la circulation maximum 5.127.000 et les autres éléments du passif exigible 2.683.000 soit 4.421.000 francs. Mais la mise en circulation de 100 francs de billets nécessite la constitution préalable de 33 francs d'encaisse qu'il faudra faire venir de France, ce qui augmentera d'autant la dette de la banque au Comptoir. C'est donc en réalité seulement 3.324.000 francs de billets que l'on pourra émettre en contre partie de cette augmentation de passif exigible.

Voici comment dans ces conditions pourrait se présenter le passif exigible de la Banque de la Martinique au 30 juin 1911.

|                                                     | En mille<br>francs |
|-----------------------------------------------------|--------------------|
| Billet au porteur . . . . .                         | 4.832              |
| Émission possible sans augmentation d'encaisse.     | 295                |
| Émission possible avec augmentation d'encaisse.     | 3.324              |
| Total maximum des émissions.                        | 8.451              |
| Comptes courants. . . . .                           | 1.564              |
| Récépissés à vue . . . . .                          | 108                |
| Dividendes à payer . . . . .                        | 15                 |
| Divers . . . . .                                    | 137                |
| Comptoir d'Escompte . . . . .                       | 859                |
| Numéraire demandé au Comptoir. . . . .              | 1.097              |
| Total égal au triple du capital et des réserves . . | 12.231             |

On a justement fait remarquer, en face de la disproportion qui existe entre le pouvoir d'émission de la banque et les besoins de la colonie, que son capital était trop élevé. Reprenant une proposition faite antérieurement par le Conseil d'administration de la Banque, l'administration locale a signalé, il y a quelques années, l'intérêt que présenterait la réduction du capital. Cependant la Commission de surveillance a estimé que la réduction proposée n'était ni nécessaire, ni même désirable.

L'administration proposait d'affecter les disponibilités qui en résulteraient à la constitution d'une réserve pour prêt à long terme, ce à quoi la Commission n'a pas voulu consentir.

On excusera ces longs développements relatifs à la circulation fiduciaire, ils montrent combien est compliqué le mécanisme des limitations légales.

Nous continuons à examiner les ressources de la banque en disant quelques mots des comptes courants.

Le public use assez largement de la faculté de déposer ses fonds à la Banque, bien qu'il ne soit servi aucun intérêt aux dépôts, ainsi que nous l'avons fait déjà remarquer ; les récépissés à vue sont peu employés, les dépôts se font surtout sous la forme de comptes courants.

Le mouvement journalier des versements et prélèvements s'est élevé en moyenne en 1909-10 à 100.000 francs.

Le poste « comptes courants » figure depuis dix ans au passif du bilan pour un montant stable.

Parlons maintenant des opérations de prêt et d'escompte de la Banque de la Martinique.

L'escompte des billets à ordre ou effets de place à deux ou plusieurs signatures tend à se développer à la Martinique, il représente la moitié des opérations d'escompte et d'avances réunies de la banque. Les engagements sont très divisés. Le taux pratiqué est de 6 %.

La comparaison suivante montrera la place importante qu'occupe la Banque de la Martinique parmi les diverses vieilles banques, en ce qui regarde les avances sur effets de place. Ces chiffres sont relatifs à l'exercice 1909-10 et représente le montant des avances consenties.

|                      | En milliers<br>de francs |
|----------------------|--------------------------|
| Réunion . . . . .    | 5.752                    |
| Martinique. . . . .  | 5.008                    |
| Guadeloupe . . . . . | 3.667                    |
| Guyane. . . . .      | 3.575                    |

La Banque fait d'importantes avances sur cessions de récoltes, elles ont atteint 3 millions en chiffres ronds pour la campagne 1910-11. L'estimation des récoltes a lieu en juin et juillet à une époque où les cannes ont

déjà six à huit mois ; la banque ouvre à chaque emprunteur un crédit en compte courant dont le montant ne peut dépasser le tiers de la valeur estimative de la récolte donnée en gage ; les avances sont réparties de juillet à janvier, et le remboursement a lieu au fur et à mesure des opérations de la récolte, laquelle s'opère de janvier à juin. Au 30 juin la plupart des prêts sont soldés ; la banque n'a plus à recouvrer que des sommes peu importantes dues par de petits distillateurs qui fabriquent toute l'année pour les besoins de la consommation locale.

La banque se renferme aujourd'hui strictement dans la limite du tiers de la valeur estimative, elle l'avait dépassée après 1902 pour venir au secours de l'agriculture locale. Le taux de ces prêts est de 5 %.

Les emprunteurs sur récoltes sont d'abord les usines centrales, 8 en 1909-10, 5 en 1910-11, qui reçoivent chacune d'importantes avances variant entre 200.000 et 600.000 francs ; ce sont en outre, les habitants livrant leurs cannes aux usines, puis les bouilleurs de cru, enfin quelques emprunteurs sur cacaos pour des sommes extrêmement minimes.

La banque fait des avances sur marchandises sous la forme d'ouvertures de crédit en compte courant à 6 %, pour les marchandises d'exportation, et 8 % pour les marchandises d'importation. Il n'existe pas de magasins publics à la Martinique, la constitution de gage a lieu par la remise des clefs des magasins particuliers où se trouvent les marchandises déposées en garantie.

Des opérations de conversions peuvent transformer en prêts sur les produits de la récolte, les prêts sur cession de récoltes pendantes. Il est fait par la banque, à 6 %, des avances en compte courant sur les sucres provenant des

récoltes données en gage et qui sont réalisées pour le compte de l'établissement par des commissionnaires de France; ces avances sont garanties par des connaissements à ordre ou régulièrement endossés. La banque s'assure ainsi la totalité du montant de la vente et augmente ses bénéfices en prolongeant la durée de ses avances.

L'emprunteur a l'avantage de recevoir l'avance des trois quarts de la valeur des marchandises embarquées, alors qu'il n'a pu obtenir que le tiers au maximum de la valeur de la récolte cédée.

Voici pour les quatre vieilles banques la comparaison des prêts sur marchandises effectués pendant l'exercice 1909-10.

|                      | En milliers<br>de francs |
|----------------------|--------------------------|
| Réunion . . . . .    | 8.446                    |
| Martinique . . . . . | 1.422                    |
| Guyane . . . . .     | 279                      |
| Guadeloupe . . . . . | 142                      |

On voit que les avances sur marchandises sont peu pratiquées par les deux derniers établissements, elles sont surtout développées à la Réunion.

La banque fait à 6 %, et par le moyen d'ouverture de crédit en compte courant, des avances sur titres, garanties pour la presque totalité, par des transferts d'actions de la banque.

Les avances sur matières d'or et d'argent ont le caractère d'opérations de mont-de-piété.

Si, après avoir envisagé le détail des opérations d'avances, nous les considérons dans leur ensemble, nous constatons qu'elles se sont développées, ce qui est encourageant.

Dans le portefeuille d'effets de la banque sont compris les emprunts des communes, dont le remboursement est garanti par une délégation faite à la banque, de la part revenant aux communes sur les droits d'octroi de mer.

Les effets en souffrance figurent à l'actif pour leur valeur nominale, ils ont au passif une contre-partie sous la rubrique « Effets en souffrance à recouvrer », de telle sorte que, au 30 juin 1911 par exemple, ils se trouvent compris à l'actif pour une somme inférieure de moitié à celle que la loi tolère, à savoir le cinquième de leur valeur nominale.

Parlons d'opérations très importantes à la Martinique : la négociation ou l'escompte des traites ou mandats sur la métropole ou sur l'étranger.

Les planteurs, pour se libérer des avances consenties par la banque, remettent à celle-ci les traites libres ou documentaires qu'ils tirent sur leurs correspondants de France en contre valeur des expéditions qu'ils leur font. Voici les conditions auxquelles se font ces négociations : valeurs à vue au pair, valeurs à trente jours de vue 0, 25 de déprime, valeurs à soixante jours de vue 0, 50 de déprime, valeurs à quatre-vingt-dix jours de vue 0, 75 de déprime. En 1910-11 il a été négocié pour 8.825.317 francs de papier.

La banque émet, en faveur de ceux de ses clients qui ont des paiements à effectuer dans la métropole, des chèques et des mandats ; en 1910-11 elle a émis pour 4.546.214 francs de mandats et pour 6.332.154 francs de chèques. Ces émissions se font aux conditions suivantes : chèques 1 % ; valeurs à trente jours 0, 75 % ; valeurs à soixante jours 0, 50 %, valeurs à quatre-vingt-dix jours 0 fr. 25 %.

Le solde du compte du Comptoir à la banque a été cré-  
diteur au 30 juin 1908, et au 30 juin 1909, pour les raisons  
que nous avons indiquées, à la suite des mesures prises  
pour la régularisation de la circulation fiduciaire à la Mar-  
tinique.

Le solde a été de nouveau créditeur au 30 juin 1911 à la  
suite du déficit de la récolte qui a diminué la valeur des  
remises sur la France, et aussi d'un important rembourse-  
ment de billets au Trésor.

A ces diverses dates ces soldes ont donc figuré au passif  
du bilan.

Les bénéfices bruts de la banque se décomposent  
en arrérages de rentes et titres divers, primes du change,  
escomptes, intérêts et bénéfices divers. Le produit des  
arrérages varie très peu, celui du change diminue singu-  
lièrement par suite de la modicité des taux pratiqués  
depuis six ou sept ans; celui des escomptes et intérêts  
augmente lentement, mais d'une façon encourageante.

Le directeur de la Banque écrivait dans son rapport  
pour l'exercice 1909-10 qu'il serait souhaitable d'arriver à  
une stabilisation du dividende. Des causes climatiques  
défavorables, et un fléchissement des cours du sucre ont  
porté préjudice aux planteurs au cours de l'exercice 1910-  
1911; la banque a subi un déficit évalué à une centaine de  
mille francs sur des avances consenties à une usine qui a  
été particulièrement atteinte, de telle sorte que le divi-  
dende pour 1910-11 a été diminué et fixé à 60 francs  
contre 65 l'exercice précédent. La situation de la Banque  
reste cependant bonne, l'établissement est dirigé avec  
habileté et prudence. L'année 1904-05 a marqué pour la  
Banque de la Martinique le début d'un ère de relèvement.



### Banque de la Guadeloupe

La colonie de la Guadeloupe est formée par la réunion de deux grandes îles Grande et Basse-Terre unies par une étroite bande de terrain.

Son sol est riche, mais insuffisamment exploité. On récolte à la Guadeloupe le sucre, le manioc, le cacao et le café. La canne à sucre donne des sirops et des mélasses, et après distillation du rhum et du tafia.

Des efforts réels ont été faits depuis dix années pour développer les cultures secondaires, et leur résultat apparaît comme encourageant si on compare la situation actuelle de l'agriculture guadeloupéenne, à celle de la période antérieure à 1890, où la culture du sucre était presque la seule richesse du pays. Les efforts ont porté principalement sur la culture du cacao et sur celle du café. En outre les industriels sucriers ont beaucoup perfectionné leur outillage.

Les exportations de la colonie sont en accroissement notable.

La densité moyenne de la population atteint 103 habitants au kilomètre carré, la fortune est très inégalement répartie et la plupart des habitants ne possèdent que peu ou pas de capital. Pendant près de vingt années, mais surtout entre les années 1896 à 1903, la colonie a subi une crise économique terrible qui a accumulé de nombreuses ruines, mais depuis 1903, on constate un mouvement de reprise rassurant pour l'avenir. Des habitudes d'économie sont entrées dans les mœurs de la population et, la richesse du pays si forte-

ment atteinte, se reconstitue lentement. Il serait à souhaiter que les dissensions politiques, qui déchirent les habitants de la Guadeloupe, se calmassent et qu'une paix bienfaisante vint offrir à la production l'atmosphère indispensable à son développement. La colonie possède le port qui peut être considéré comme le plus beau des Antilles : Pointe à Pitre : elle devrait l'aménager de façon à en faire un important port de relâche, lorsque le canal de Panama sera ouvert à la circulation des navires du monde entier.

\* \*

La Banque de la Guadeloupe commença ses opérations dans le courant de l'année 1853 ; la crise, qui suivit l'abolition de l'esclavage, avait particulièrement atteint la colonie, et les agriculteurs guadeloupéens pratiquèrent de suite, sur une importante échelle, les prêts sur cession de récoltes pendantes.

Le crédit ouvert en 1860, par le Comptoir à la Banque, lui permit de donner à ces avances une impulsion nouvelle qui apparut plus tard un peu exagérée, puisque de 1863 à 1869 la Banque dut revenir à une prudence extrême.

A partir de 1870 la Banque facilita de nouveau les prêts à l'agriculture et, jusqu'à 1880, leur donna un développement considérable. Survint la crise de 1884 qu'elle traversa sans trop de mal.

Mais en 1894-95 s'ouvrit pour la Banque une période de difficultés inouïes, causées en grande partie par sa propre faute : irrégularités, exagérations en matière d'avances sur récoltes, que la baisse des cours du sucres et des catastrophes locales transformèrent en désastres. De 1894-95 à 1902-03 le change atteignit des taux énormes. Le change à 90 jours monta de 2 % en 1893-94, à 7

en 1894-95, 10 en 1895-96, 30 en 1896-97. Il descendit en 1897-98 à 28 %, en 1898-99 à 19 % et n'atteignit 6 %, qu'en 1902-03. Le solde du Comptoir à la Banque, débiteur en 1893-94 pour 1.207.000 en chiffres ronds, devint créiteur en 1894-95 pour 6.448.000 francs. Il ne se trouva définitivement débiteur qu'en 1900-01.

A un certain moment la Banque de la Guadeloupe a donc été débitrice au Comptoir pour une somme considérable.

En 1900, 1901, 1902 les exportations en général, et les expéditions de sucre principalement, subissent une baisse notable. La Banque de la Guadeloupe est atteinte dans ses œuvres vives.

On admirera toutefois sa bonne volonté qui n'est pas sans grandeur.

La banque contré son intérêt propre, mais en considération de l'urgence qu'il y avait à secourir l'agriculture de l'île, consentait des avances aux planteurs sans pouvoir se faire rembourser. Il faut bien dire aussi, à la décharge de la banque, que le gouvernement a fait parfois pression sur elle afin qu'elle cédât aux demandes de crédit de quelques gros usiniers sous menace de la fermeture de leurs usines, ce qui aurait mis dans l'indigence quelque trente cinq mille travailleurs que la passion déchaînée aurait poussés aux pires désordres.

En 1906 on parle de liquider la Banque, mais l'exercice 1907-08 laisse quelque espoir; il est de courte durée. L'année 1908 apporte de cruelles déceptions : un cyclone détruit la plus grande partie de la récolte.

Et, comme si la banque n'avait pas eu sa part de tribulations, de nouvelles difficultés s'abattant sur elle allaient mettre en péril son existence même : nous voulons parler de l'affaire de Sainte-Marthe, qui a exercé une fâcheuse

répercussion sur les résultats des exercices 1909-10 et 1910-11.

Cette affaire, qui jette un jour singulier sur l'état d'esprit et les mœurs de ce petit pays, mérite d'être connue, car elle explique et justifie plusieurs des critiques adressées à l'organisation actuelle des Banques Coloniales.

La Banque avait sur le centre de Sainte-Marthe, à la suite d'avances non remboursées, des hypothèques de premier rang inscrites pour plus de 300.000 francs; le centre faisait partie de son patrimoine par décision de justice. Mais l'un des anciens propriétaires de Sainte-Marthe, débiteur de la Banque, se fait nommer, le 18 mars 1910 par la Cour de Basse-Terre, séquestre judiciaire du bien considéré comme litigieux. De la sorte ses débiteurs, par l'intermédiaire du séquestre, se trouvèrent en possession de Sainte-Marthe au moment où après sept mois d'administration la banque avait achevé de supporter toutes les dépenses nécessaires à la préparation et à la mise en route de la récolte, les débiteurs allaient en réaliser les bénéfices, laissant à la banque le soin de régler plus tard les factures qui n'avaient pas encore été présentées, et de payer le loyer d'une des habitations occupées par les débiteurs. La Banque a deféré à la Cour de cassation, les arrêts de la Cour d'appel locale. La dette des anciens propriétaires de Sainte-Marthe envers l'établissement dépasse 500.000 francs, celui-ci leur a fait en outre une remise gracieuse de 246.000 francs à des conditions qu'ils n'ont pas accomplies.

Les procès relatifs à l'affaire de Sainte-Marthe sont des procès uniques dans les annales des Banques Coloniales; ils ont mis en question l'existence de la Banque qui avait

été menacée d'astreintes atteignant jusqu'à 20.000 francs par jour.

Il est probable que la Banque pourra opérer des rentrées sur cette affaire, à la suite d'un arrangement amiable avec les propriétaires, ou d'un arrêt de cassation.

En tous cas nombre d'actionnaires, découragés par les arrêts de justice exorbitants rendus contre la Banque en faveur de mauvais débiteurs, n'ont pas voulu signer la pétition de renouvellement du privilège, certains se demandent même s'il ne vaut pas mieux liquider que de continuer dans de pareilles conditions.

Les actionnaires de la Banque de la Guadeloupe n'ont pas voté de résolution hostile à la création d'une banque coloniale unique, alors que deux des trois autres établissements similaires se sont nettement prononcés contre toute fusion.

\*  
\* \*

Nous donnons ci-après un résumé du bilan de la Banque de la Guadeloupe au 30 juin 1914.

### ACTIF

|                                | En milliers<br>de francs |
|--------------------------------|--------------------------|
| Numéraire . . . . .            | 2.557                    |
| Portefeuille . . . . .         | 1.064                    |
| Titres et valeurs. . . . .     | 8.399                    |
| Immeuble et mobilier . . . . . | 185                      |
| Comptoir d'Escompte . . . . .  | 3.537                    |
| Divers . . . . .               | 94                       |
| Total. . .                     | <u>15.833</u>            |

## PASSIF

|                                                                              | En milliers<br>de francs |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| Billets en circulation . . . . .                                             | 7.108                    |
| Dépôts à vue. . . . .                                                        | 3.117                    |
| Dividendes à payer. . . . .                                                  | 10                       |
| Capital . . . . .                                                            | 3.000                    |
| Bons de nickel . . . . .                                                     | 1.000                    |
| Réserve statutaire . . . . .                                                 | 1 027                    |
| Titres du portefeuille, leur compte d'évaluation<br>complémentaire . . . . . | 310                      |
| Divers. . . . .                                                              | 54                       |
| Profits et pertes. . . . .                                                   | 207                      |
| Tota. . . . .                                                                | <u>15.833</u>            |

Dans ce rapide aperçu de la situation de la Banque de la Guadeloupe nous procéderons comme pour la Banque de la Martinique par l'examen des ressources de l'établissement, et de l'usage qu'il en fait.

Le siège social de la Banque de la Guadeloupe est établi à la Pointe à Pitre, elle a créé une agence à la Basse-Terre.

Cette institution dispose d'un capital de 3.000.000 de francs, divisé en 6.000 actions de 500 francs ; au 30 juin 1911, elle détenait 257 de ses propres actions.

Les réserves et amortissements qui s'élevaient, au 30 juin 1906, à 197.143 francs figurent, au bilan du 30 juin 1911 pour 1.027.209 francs, ce qui prouve qu'elles sont en bonne voie de reconstitution ; la réserve statutaire n'a pas encore atteint son maximum légal.

Nous notons en passant l'importance du poste : titres et valeurs, qui s'élève à 8.399.438 francs comprenant des

rentes françaises pour 8.205.825 francs, et des titres divers pour 193.613 francs.

Les bons de caisse émis par la banque, à concurrence de 1 million, sont garantis par une contre-valeur formée par 33.345 francs de rente française.

Les dépôts que reçoit la banque sont effectués, pour la majeure partie des sommes déposées, sous la forme de comptes courants. Au 30 juin 1911 le montant des comptes courants était de 2.933.363 francs, dont 950.000 appartenant au Trésor.

La faculté, pour la banque, d'ouvrir un compte courant au Trésor fut le résultat d'une faveur. Ce compte fut créé en contre partie des billets de la banque immobilisés dans les caisses du Trésor.

La Banque de la Guadeloupe est seule, parmi les vieilles banques coloniales, à avoir un compte courant avec le Trésor. Son origine fut d'ailleurs exceptionnelle, et ce compte diminue peu à peu par suite de remboursements, c'est une création temporaire.

Depuis les trois derniers exercices, le montant des dépôts en comptes courants est stationnaire, un peu au-dessus de trois millions.

Le chiffre des billets en circulation était, au 30 juin 1911, de 7.107.965 francs. A cette date le Trésor en détenait pour 1.661.980 francs, alors qu'il n'en aurait pas dû posséder pour plus de 1.500.000 francs. Il en était ainsi, malgré un remboursement de 1.750.000 francs au cours de l'exercice, dont 1.200.000 versés au Trésor à Paris, par le Comptoir et 550.000 venant en diminution du compte courant du Trésor, qui se trouve ainsi ramené à 950.000 francs.

La banque fait l'escompte des effets de place au taux de

6  $\frac{0}{10}$ . Ce taux est du reste celui que la banque applique à tous les prêts autres que les prêts sur récoltes qui sont consentis à 5  $\frac{0}{10}$ .

Les avances sur marchandises sont très peu développées à la Guadeloupe.

Depuis que la banque maintient les prêts à l'agriculture, dans leurs limites rigoureusement statutaires, elle ne connaît plus de déboires dans ses opérations agricoles. On remarquera qu'elles occupent dans ses affaires une place importante. La comparaison suivante le montre. Elle indique quel a été, pour l'exercice 1909-10, le montant respectif des principaux prêts effectués.

|                                     | En milliers<br>de francs |
|-------------------------------------|--------------------------|
| Avances sur récoltes . . . . .      | 3.290                    |
| Avances sur effets de place . . . . | 3.667                    |
| Avances sur marchandises . . . .    | 142                      |

La Banque de la Guadeloupe est celle, des trois-banques coloniales pratiquant les prêts sur récoltes, qui met le plus de capitaux à la disposition de l'agriculture.

Voici le relevé des avances sur cessions de récoltes pendantes consenties en 1908-09 et en 1909-10.

|                      | 1908-09                | 1909-10 |
|----------------------|------------------------|---------|
|                      | —                      | —       |
|                      | En milliers de francs. |         |
| Guadeloupe . . . . . | 3.761                  | 3.290   |
| Martinique . . . . . | 3.106                  | 3.162   |
| Réunion . . . . .    | 1.071                  | 1.122   |

Le solde du portefeuille figure, depuis 1905-06, aux bilans au 30 juin pour des montants un peu moins élevés

qu'auparavant ; le portefeuille a été allégé d'un certain nombre de créances d'un recouvrement douteux.

Voyons maintenant les règlements qui s'opèrent, par l'intermédiaire de la Banque de la Guadeloupe, entre la colonie et l'étranger. Ils s'effectuent actuellement, à des conditions qui les facilitent beaucoup.

Le taux des mandats sur le Comptoir, qui était de 2 % à 90 jours et de 3 % à vue, a été supprimé à partir du 20 janvier 1910. La commission de virements de fonds est maintenant de 1 % à vue, et de 0 fr. 25 à 90 jours. Le papier à vue est acheté au pair, le papier à 90 jours, avec un escompte à forfait de 1 %.

On notera la décision importante, prise en 1910 par la Banque, de ramener le change au pair.

Nous signalons que depuis 1901-02 le solde débiteur du Comptoir à la Banque a toujours été élevé, il a presque atteint 5 millions au 30 juin 1903. Les actionnaires de la Banque de la Guadeloupe ne sont pas favorisés au point de vue de répartitions. Depuis le 30 juin 1895, jusqu'au 30 juin 1910, quinze exercices se sont écoulés, pendant cette période la banque n'a réparti que sept fois des dividendes, dont la moyenne s'élève à 24 francs.

On voit par là combien les actionnaires, habitués jadis à des dividendes énormes, qui atteignirent 122 fr. 50 en 1889-90, ont pâti des déboires de leur banque. Les deux derniers exercices ont subi le contrecoup de l'affaire de Sainte-Marthe. Les pertes importantes, imposées par les litiges soulevés contre la Banque, ont nécessité des amortissements, en outre les frais judiciaires extraordinaires ont augmenté les charges, de telle sorte qu'aucune répartition n'a pu être effectuée pour les deux semestres de 1910. On louera cependant l'établissement d'avoir surmonté cou-

rageusement ces difficultés, il a prudemment libéré l'avenir, quitte à imposer momentanément à ses actionnaires des sacrifices pénibles.

Dans le rapport sur l'exercice 1910-11, le directeur écrit que « délivrée de l'obligation de soutenir de mauvaises affaires, la Banque, avec un chiffre d'opérations plus restreint que jadis, peut espérer des bénéfices réguliers et normaux, dont l'abondance dépendra surtout de l'activité économique du pays qu'elle dessert. »

On peut espérer que, lorsque la question de Sainte-Marthe sera liquidée, la Banque de la Guadeloupe connaîtra des jours meilleurs, à moins que quelque caprice de la nature ne viennent jeter de nouveau le désarroi dans ses affaires.

#### Banque de la Réunion

L'île de la Réunion est entourée d'une plage fertile, c'est dans cette zone que sont situées les principales villes ; les terres de l'intérieur n'ont qu'une population clairsemée. Les principaux produits de la colonie sont le sucre, le café, la vanille, les huiles ou essences, les rhums et tafias, les fécules. Les exportations sont donc caractérisées par une certaine variété.

La production du sucre, diminue cependant. Quelques progrès apportés pendant ces dernières années, au matériel industriel, se sont traduits par un meilleur rendement. Par contre, on remarquera l'intéressant développement pris par les exportations de café, cette denrée est de nouveau, pour la colonie, une source de profits.

La Réunion a subi, depuis 1892, à la suite d'un événement fâcheux dont nous allons parler dans quelques

instants, une crise aiguë que l'avilissement des prix des produits de l'agriculture locale et des cyclones désastreux qui se sont produits en 1904 et 1905, ont prolongée et aggravée.

Mais à partir de l'année 1906, on enregistre un progrès sensible dans la production et dans les ventes au dehors pendant ces dernières années ; grâce aux prix rémunérateurs du sucre, de la vanille et du tapioca, la balance des créances et des dettes est devenue favorable à la colonie.

Les déclarations si rassurantes pour l'avenir, que M. le Gouverneur Général Rodier a faites à l'ouverture de la dernière session ordinaire du Conseil général, doivent être rappelées dans ce bref aperçu de la situation économique de la Réunion.

Une véritable transformation des mœurs semble se produire, dit-il, à partir de 1906. Des habitudes nouvelles d'ordre, de prévoyance et de sage économie se répandent ; pour la première fois peut-être, on voit les consommateurs ne pas escompter l'avenir et régler leurs dépenses sur les ressources du moment.

Souhaitons que ces habitudes s'enracinent dans la population, que les ferments de discorde entre gros et petits propriétaires disparaissent, et que l'état économique de l'île, actuellement satisfaisant, continue à l'être dans l'avenir.

\*  
\* \*

L'opération, qui dès le début prit à la Réunion un développement tout particulier, fut le prêt sur marchandises ; ce prêt est resté du reste l'opération caractéristique de la Banque de la Réunion. Il se consentait sur les denrées d'importation ou sur les produits de l'agriculture

locale. Un décret de 1870 autorisa la Banque à avancer la valeur totale des marchandises données en gage. Cette mesure fut généralisée en 1874 aux autres banques coloniales. Elle était dangereuse. Il eut été préférable de se prémunir contre leurs entraînements au lieu de les favoriser.

La crise sucrière atteignit profondément la Banque de la Réunion. Son dividende tombe de 80 francs en 1883-84; à 12 fr. 50 en 1884-85, et toute répartition est suspendue jusqu'en 1889-90.

En 1884, la Banque obtint une augmentation de son capital dans le but de lutter contre la crise par le développement de ses affaires, mais en 1889 elle dut solliciter la diminution de ce capital. La situation de la Banque se compliquait à son détriment par une action extérieure.

Le Trésor de la colonie, faisant une concurrence ruineuse à la Banque, délivrait des mandats sur le Trésor français et des mandats-poste sur la métropole, et imposait à la banque le remboursement des billets contenus dans ses caisses. Le montant de ces billets augmentait à mesure que les ventes de mandats se développaient, puisque le Trésor délivrait les mandats en échange d'un versement en billets.

En 1892 un événement désastreux pour la Banque de la Réunion se produisit. Le Crédit agricole et commercial, fondé à Saint-Pierre en 1876, s'effondrait. Il avait un découvert de 3 millions à la Banque.

La liquidation de plein droit de la Banque de la Réunion aurait dû être prononcée en 1893, conformément aux statuts, mais, la liquidation immédiate eut entraîné de tels désastres que la commission de surveillance a reculé devant cette extrémité.

Une crise terrible s'abat sur la colonie. Le change monte à 25 % à la fin de 1892. Il reste élevé jusqu'en 1896-97, époque à partir de laquelle il baisse considérablement.

La Banque avait perdu 2.000.000 dans l'affaire du Crédit agricole et commercial ; elle fut en partie remboursée par une subvention que le Conseil général de la Réunion vota en sa faveur. C'est ce qui explique l'existence du poste « Créance sur colonie » qui figure à l'actif du bilan de la Banque, dont le montant diminue annuellement de 100.000 francs par suite des versements effectués par la colonie. Au 30 juin 1911, la créance se montait encore à 200.000 francs.

De 1892-93 à 1897-98, la Banque de la Réunion a suspendu ses répartitions.

Après la période troublée, occupée par la liquidation laborieuse du Crédit agricole et commercial, on assiste à un relèvement progressif de l'établissement, interrompu par la crise 1904-1908 pendant laquelle le change s'est encore élevé à 20 %.

A partir de 1907-08, la situation est meilleure.

Le solde du compte du Comptoir à la Banque, créancier jusqu'en 1904-05, devient à cette époque débiteur, et son montant dépasse le million à partir de 1907-08.

La Banque de la Réunion a des ambitions dont il nous faut dire un mot.

Elle se réclame d'un droit de priorité pour l'organisation du crédit à Madagascar. En 1884, elle fut déjà sollicitée d'établir des succursales à Mayotte et à Nossibé, mais des craintes excessives ne lui permirent pas à cette époque d'accepter d'étendre son rayon d'action. Aujourd'hui elle le souhaite, et se prévaut des relations étroites et cons-

tantes qu'elle entretient avec sa grande voisine, comme de son expérience des choses de l'agriculture.

L'Assemblée des actionnaires de la Banque de la Réunion demande à l'État d'autoriser la transformation de la Banque en « Banque de l'Afrique orientale française », avec des statuts analogues à ceux de la Banque de l'Indo-Chine, et, l'extension consécutive de son privilège à Madagascar et dépendances, avec faculté d'ouvrir des agences à Maurice, aux Seychelles et sur la côte orientale de l'Afrique.

..

Dans son rapport sur l'exercice 1910-11 le directeur de la Banque de la Réunion, mesurant le chemin parcouru depuis cinq ans, constate que, alors qu'en 1906 un conflit aigu existait entre la Banque et les départements des colonies et des Finances au sujet de l'accumulation des billets dans les caisses du Trésor, alors qu'à cette époque la clientèle peu sûre de l'établissement avait tendance à diminuer de plus en plus, aujourd'hui le conflit a disparu, la Banque jouit de la meilleure réputation, hormis peut-être dans quelques rares milieux où certains débiteurs ne lui pardonnent pas de leur avoir refusé la remise gracieuse de leur vieilles dettes, ou la continuation d'avances qui ne seraient jamais remboursées.

Le directeur signale l'œuvre de relèvement qu'un examen sommaire des principaux chapitres du bilan de la Banque nous permettra de constater.

Voici quel était, au 30 juin 1914, le bilan résumé de la Banque de la Réunion :

## ACTIF

|                               | En milliers<br>de francs |
|-------------------------------|--------------------------|
| Encaise métallique . . . . .  | 3.483                    |
| Portefeuille . . . . .        | 3.710                    |
| Titres et valeurs . . . . .   | 5.920                    |
| Hôtel et mobilier . . . . .   | 115                      |
| Créance sur colonie . . . . . | 200                      |
| Créances garanties . . . . .  | 383                      |
| Comptoir d'Escompte . . . . . | 2.601                    |
| Divers . . . . .              | 43                       |
| Total . . . . .               | <u>16.155</u>            |

## PASSIF

|                                                                              | En milliers<br>de francs |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| Capital . . . . .                                                            | 3.000                    |
| Réserves . . . . .                                                           | 1.750                    |
| Titres du portefeuille, leur compte d'évaluation<br>complémentaire . . . . . | 370                      |
| Billets en circulation. . . . .                                              | 8.210                    |
| Comptes courants. . . . .                                                    | 2.161                    |
| Chèques sur colonie . . . . .                                                | 16                       |
| Dividendes à payer . . . . .                                                 | 19                       |
| Divers . . . . .                                                             | 242                      |
| Bénéfices réservés . . . . .                                                 | 221                      |
| Report à nouveau . . . . .                                                   | 166                      |
| Total. . . . .                                                               | <u>16.155</u>            |

La Banque de la Réunion a son siège social à Saint-Denis, en 1904 elle a ouvert une agence à Saint-Pierre, centre commercial de l'île.

Le capital social est formé par 8.000 actions d'une valeur nominale de 375 francs. Au 30 juin 1911, la Banque possédait 2.174 de ses propres actions.

Elle a trouvé ces titres dans l'actif du crédit agricole et commercial et les a conservés. Le Département des colonies lui a plusieurs fois recommandé de s'en défaire, mais probablement parce qu'elle n'a pu les céder aux conditions qu'elle souhaitait, la Banque n'en a pas opéré la vente.

La réserve statutaire qui atteint, jusqu'au 30 juin 1903, son maximum est, à partir de ce moment entamée, et, ne se retrouve au montant primitif, qu'au 30 juin 1909.

A côté de cette réserve, la Banque a créé, depuis le 30 juin 1907, un compte de prévoyance qui atteint 250.000 francs au 30 juin 1911.

Le portefeuille titres de la Banque de la Réunion est considérable; la Banque, en vue de mieux utiliser ses disponibilités, prétend-elle, a acquis en 1910 et 1911 près de 800.000 francs de valeurs de tout repos.

Le chapitre comptes courants ne subit que des variations minimales. Le montant des billets en circulation qui s'élevait à 10.145.900 francs, au 30 juin 1907, et à 10.134.440 francs, au 30 juin 1908, figurait au passif du bilan au 30 juin 1911 pour 8.209.595 francs.

Au cours de l'exercice 1910-11, la Banque a versé 2.403.000 francs au Trésor en remboursement de ses billets, le 12 juillet 1911 elle opérait un nouveau versement de 900.000 francs, de sorte qu'à cette date, l'encaisse du Trésor en billets de la banque n'était plus que de 1.576.140 francs, alors qu'au 31 décembre 1907 elle était encore de 6.105.000 francs.

La Banque a facilement supporté le poids d'une pareille

charge. Nous reviendrons sur la question des relations des Banques avec le Trésor ; on peut espérer, en ce qui concerne la Réunion, que ces relations ne seront plus à l'avenir aussi tendues qu'elles l'ont été, il y a encore peu de temps.

La Banque de la Réunion se livre à l'escompte des effets de place, au taux de 6 à 7  $\%$ . Les autres opérations d'avances les plus importantes sont principalement, les prêts sur marchandises d'exportation, les prêts sur denrées d'importation, enfin les avances sur récoltes. Ces dernières se font au taux de 5  $\%$ , les prêts sur marchandises à des taux variant de 5 à 7  $\%$ .

Les avances sur récoltes sont moins développées à la Réunion que dans les deux autres colonies sucrières.

Le dépôt des marchandises, mises en gage, est effectué dans de magnifiques magasins appartenant à l'établissement.

La comparaison suivante donnera une idée de l'importance relative des principales opérations d'avances pratiquées par la Banque de la Réunion. Elle est relative à l'exercice 1909-10.

|                                                     | En milliers<br>de francs |
|-----------------------------------------------------|--------------------------|
| Avances sur marchandises déposées . . . . .         | 8.446                    |
| Avances sur effets de place à deux signatures . . . | 5.752                    |
| Avances sur cessions de récoltes pendantes . . .    | 1.122                    |

Le solde du portefeuille, au 30 juin, a été en diminuant pendant les dix dernières années. En 1907 le conseil a pris la décision formelle de procéder à un apurement de l'actif. Depuis cette époque la banque y a travaillé avec persévérance, et le rapport pour l'exercice 1910-11

constate que le portefeuille ne comprend plus que des valeurs saines, à échéance statutaire.

La banque a créé à l'actif de son bilan un compte appelé « créances garanties par des sûretés spéciales » qui comprend le solde des affaires anciennes il a paru susceptible d'être maintenu à l'actif. Les sommes y portées vont du reste en diminuant.

Le solde du compte, du Comptoir à la Banque, est débiteur pour un montant élevé, qui serait plus considérable encore, si les virements récents, au profit du Comptoir par suite des versements effectués par lui au Trésor en contre valeur d'égale somme de billets, n'étaient venus augmenter le crédit de ce compte.

La prime des mandats à vue est de 1°., les mandats à 90 jours sont émis au pair. Les traites à vue sont achetées au pair par la banque, les traites à 90 jours à 1°., en moins.

Avec l'exercice 1907-1908, les bénéfices bruts de la banque de la Réunion ont sensiblement remonté, les dividendes ont augmenté, on peut espérer que pour les années à venir, les actionnaires seront plus favorisés. La banque ne doit cependant pas se départir de la prudence dont elle a fait preuve au cours des derniers exercices, laquelle a seule pu assurer le relèvement très rapide de ses affaires.

### **Banque de la Guyane**

Le directeur de la Banque de la Guyane disait, dans son rapport de juillet 1901, que la Guyane était alors à un tournant de son histoire. Il ajoutait : « Dans la révolution économique que produiront les nouvelles méthodes

d'extraction de l'or, et le fonctionnement de ce merveilleux outil de progrès : le chemin de fer de pénétration, la banque est appelée à jouer un rôle prépondérant. »

En 1911, après dix années, la situation ne s'est pas modifiée, et le directeur de la banque écrit, aujourd'hui non sans quelque désespoir : « que le virage, hélas, fut trop difficile ou le mirage par trop décevant, toujours est-il que jusqu'à présent la Guyane n'a pu franchir ce tournant de son histoire, les extractions mécaniques n'ont guère donné que des déboires et le chemin de fer est encore à créer. »

L'industrie de l'extraction de l'or n'a pas présenté le développement attendu et plus que jamais on doit répéter avec M. Leveillé, le regretté professeur à la Faculté de droit de Paris : « A-t-on jamais bâti sur le sable, fût-ce sur un sable d'or, un édifice qu'on a l'ambition d'élever durable. »

L'agriculture est pour ainsi dire annihilée, mais la chose la plus triste est que malgré tout ce que l'administration a pu faire comme encouragements : attribution de concessions, fournitures d'animaux, d'outillage, aucune des facilités données à la culture n'a été appréciée ni utilisée.

Cependant, on l'a maintes fois répété ; c'est une œuvre agricole qu'il convient d'édifier à la Guyane par le moyen du crédit.

Il serait temps pour cette malheureuse colonie que la crise subie cesse. Déjà, au cours de 1911, plusieurs commerçants ont dû déposer leur bilan, des ruines vont s'accumuler si l'on ne prend pas d'énergiques mesures de salut.

Le commerce de l'or natif, est actuellement la principale richesse du pays, malheureusement les recherches

aurifères sont pénibles et peu fructueuses depuis quelques années ; le rapport de la banque, pour 1911, constate que la situation générale s'en ressent ; le commerce est dans le marasme, les biens immobiliers sont dépréciés, irréalisables, et leurs revenus ont subi une diminution de moitié. Ce n'est point un état de choses favorables à la sécurité et au développement des affaires de la Banque de la Guyane. L'or a fait la richesse de la colonie et la fortune de sa Banque, il menace de causer leur ruine.

\* \*

La Banque de la Guyane n'a pas connu les déboires que les autres banques coloniales ont rencontrés par ce fait que, ne pratiquant pas le prêt sur récoltes, elle n'en a pas subi les aléas.

La principale opération de la Banque consiste à acheter l'or ou à le recevoir à titre de dépôt, ce qu'elle fait contre remise de ses propres billets, ou de papier sur l'Europe.

La banque fait l'escompte des effets de place pour une somme importante, elle fait aussi des avances sur marchandises d'importation et des avances sur titres.

Le taux est de 6 %, pour les effets de place et les obligations sur récépissés de marchandises, de 5 % pour les obligations sur titres et sur actions de la banque.

Le dernier rapport de la banque contient, au sujet du portefeuille, des déclarations qui sont la preuve d'une grande sagesse de la part de la direction.

On y fait remarquer que l'état de choses local affecte la situation des débiteurs de la banque. Des précautions particulières doivent être prises à leur égard.

Dans les effets à deux signatures entrent, pour une grosse part, des billets à ordre qui sont la résultante de

commandites fournies par la banque pour diverses entreprises assez peu prospères, ces billets sont l'objet de renouvellements successifs depuis leur origine. Le conseil a résolu de poursuivre la liquidation de ces anciennes affaires. « Une pareille situation, dit le dernier rapport, ne saurait convenir à une banque d'émission astreinte à une limite de cent vingt jours, pour la durée de ses opérations d'escompte, afin d'être en mesure de réaliser rapidement son actif. »

Cet apurement du portefeuille a naturellement affecté les bénéfices, et les exercices prochains se ressentiront de nouvelles liquidations. A ce propos le directeur se demande si certaines liquidations, prévues depuis longtemps, n'auraient pas dû être échelonnées sur les exercices antérieurs, de façon à ne pas peser trop lourdement sur la situation actuelle.

Examinons les opérations de change. On a recours au tirage de la Banque, soit pour le règlement des importations, soit pour le transport à l'extérieur des économies réalisées par les ouvriers étrangers. Les traites remises à la Banque sont tirées pour la presque totalité sur des expéditions d'or.

Le taux du change a été abaissé, à partir du 15 septembre 1908, au gold point correspondant aux frais de transport des pièces de 5 francs et de la monnaie divisionnaire, c'est-à-dire 1,50 % à vue.

Les remises de la Banque, au Comptoir, consistent en remises de traites et en envois d'or natif; le montant de ces envois d'or va en diminuant par suite de la baisse de la production. Le solde du Comptoir à la Banque est régulièrement débiteur, mais pour un montant relativement peu élevé.

Le poste « or natif » figure à l'actif pour des sommes qui baissent en importance d'année en année.

On peut constater aussi, une tendance à la diminution de l'encaisse métallique.

La valeur des billets en circulation n'est pas considérable ; au 30 juin 1911 elle était de 2.171.950 francs.

On voit également une diminution constante des comptes courants.

La Banque dispose d'un capital de 600.000 francs. Depuis le 30 juin 1911, le fonds de réserve statutaire est de 300.000 francs ; la réserve extraordinaire, qui figure au bilan du 30 juin 1911 pour 180.000 francs, a été formée en 1901 avec la plus-value provenant de la capitalisation, à 90 francs, des rentes de la Banque qui étaient fixées précédemment au bilan à un taux de 75 francs.

Les dividendes distribués par la Banque ont toujours été très élevés.

Depuis 1855, date de sa fondation, elle n'a jamais interrompu ses répartitions. Les actionnaires ont touché de la sorte, jusqu'au 30 juin 1911, une somme de 4.640.000 francs environ en dividendes, soit une moyenne annuelle de 84 francs, correspondant à un rapport de 16 %<sup>0</sup>. Ce sont là des résultats fructueux pour les détenteurs des titres de la Banque de la Guyane.

L'avenir sera-t-il aussi favorable, il est permis d'en douter ?

A l'heure actuelle les affaires de la Banque sont en légère diminution. Une persistance de la crise ne pourra que les atteindre davantage.

Signalons en terminant, que le conseil a subordonné, au renouvellement du privilège de la Banque, la réalisation des deux questions suivantes : émission de billets

de 5 francs, et création d'une caisse de prévoyance pour les employés.

Nous donnons ci-après un résumé du bilan de la Banque de la Guyane au 30 juin 1911.

### ACTIF

|                                 | En milliers<br>de francs |
|---------------------------------|--------------------------|
| Portefeuille . . . . .          | 1.298                    |
| Numéraire . . . . .             | 769                      |
| Titres . . . . .                | 1 410                    |
| Or natif . . . . .              | 14                       |
| Immeuble et matériel . . . . .  | 138                      |
| Comptoir d'Escompte . . . . .   | 428                      |
| Divers . . . . .                | 6                        |
| Valeurs en souffrance . . . . . | 7                        |
| Total. . . . .                  | <u>4.070</u>             |

### PASSIF

|                                                                              | En milliers<br>de francs |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| Billets . . . . .                                                            | 2.172                    |
| Comptes courants . . . . .                                                   | 550                      |
| Dividendes . . . . .                                                         | 8                        |
| Capital . . . . .                                                            | 600                      |
| Réserves . . . . .                                                           | 480                      |
| Titres du portefeuille, leur compte d'évaluation<br>complémentaire . . . . . | 94                       |
| Divers . . . . .                                                             | 112                      |
| Bénéfices nets . . . . .                                                     | 54                       |
| Total. . . . .                                                               | <u>4.070</u>             |

### Banque de l'Indo-Chine

Il n'entre pas dans nos intentions de faire de cette Banque une étude détaillée dépassant le cadre de notre travail. Nous voulons simplement marquer les grandes étapes de son développement et indiquer sa brillante situation actuelle.

La Banque de l'Indo-Chine fut instituée par décret en date du 21 janvier 1875. L'initiative de sa création est due à l'ancien Comptoir d'Escompte de Paris qui possédait une agence à Saïgon, dont la Banque de l'Indo-Chine devait prendre la suite, et à la Société générale de crédit industriel et commercial.

Ces établissements fournirent, avec le concours de la Banque de Paris et des Pays-Bas, le capital initial du nouvel institut. Primitivement fixé à 8 millions de francs, ce capital fut porté à 12 millions en 1888; à 24 millions en 1900; à 36 en 1906 enfin à 48 en 1910.

La banque devait originairement opérer dans les colonies de la Cochinchine et de l'Inde française; en 1888, on lui imposait la création d'une succursale en Nouvelle Calédonie, d'agences au Cambodge, en Annam, au Tonkin, dans les établissements français de l'Océanie, ainsi que dans les ports de la Chine, du Japon, de la mer des Indes et de l'Océan Pacifique. En 1900 des créations nouvelles en Chine lui furent demandées par le gouvernement.

Son privilège, fixé à vingt années en 1875, fut prorogé pour dix ans en 1895, puis pour quinze ans à partir de 1900. Il expire maintenant le 21 janvier 1920.

On aura une idée du développement progressif du rayon

d'action de la banque par l'énumération suivante de ses succursales et agences avec la date de leur création.

|                     |      |                     |      |
|---------------------|------|---------------------|------|
| Saïgon. . . . .     | 1875 | Shanghai . . . . .  | 1898 |
| Pondichéry . . . .  | 1876 | Canton . . . . .    | 1902 |
| Haïphong . . . . .  | 1885 | Kankeou . . . . .   | 1902 |
| Hanoï . . . . .     | 1887 | Battambang . . . .  | 1904 |
| Nouméa . . . . .    | 1891 | Singapour . . . . . | 1905 |
| Pnom Pehn . . . . . | 1891 | Papeete . . . . .   | 1905 |
| Tourane . . . . .   | 1891 | Tien Tsin . . . . . | 1907 |
| Hong Kong . . . .   | 1894 | Pékin . . . . .     | 1907 |
| Bangkok . . . . .   | 1897 | Djibouti . . . . .  | 1908 |

Ces succursales et agences sont actuellement au nombre de dix-huit. Un décret de 1910 a autorisé l'ouverture d'une agence à Yunan-fou.

Le mouvement général des opérations productives des succursales et agences va en progressant. Il s'est élevé pendant l'année 1910 à presque un milliard et demi. Le mouvement des comptes courants a atteint pendant cette même année la somme de 418 millions. Ces résultats sont en progression sensible sur ceux des années précédentes.

Les comptes de dépôts ont passé de 18 millions en 1907, à 43 millions au 31 décembre 1910.

Au 31 décembre 1909, les soldes créditeurs des dépôts en comptes courants se répartissaient ainsi, selon les diverses succursales et agences :

|                                           | En milliers<br>de francs |
|-------------------------------------------|--------------------------|
| Saïgon, Pnom Penh et Battambang . . . . . | 14.628                   |
| Haïphong Hanoï et Tourane . . . . .       | 9.039                    |
| Shanghai et Hankéou . . . . .             | 5.857                    |
| Autres succursales et agences . . . . .   | 11.036                   |

La banque entretient d'importants rapports avec le Trésor.

Elle s'est engagée d'une part, à mettre à la disposition du Trésor en Indo-Chine, contre couverture simultanée à Paris jusqu'à concurrence d'un maximum de 500.000 piastres par mois, les sommes nécessaires pour assurer au besoin le service de Trésorerie jusqu'à ce que le numéraire expédié par le département des finances ait eu le temps de parvenir à destination, d'autre part, la banque s'est engagée à ouvrir au trésorier payeur de Cochinchine, chargé de centraliser les opérations financières en Indo-Chine, un compte courant dans des conditions analogues à celle qui régissent le compte courant du Trésor auprès de la Banque de l'Algérie.

On verra toute l'importance de ce compte courant, par cet extrait du rapport de la banque pour l'exercice 1908.

« L'Indo-Chine doit à la France des sommes importantes reposant en majeure partie dans le compte courant du Trésor à la succursale de Saïgon.

« Cet état de choses impose à la Banque des sacrifices considérables en raison de l'importance des intérêts qu'elle doit verser à la colonie pour les sommes déposées dans les caisses de la Banque.

« Il est incontestable que les conditions économiques du pays se trouvent faussées par l'existence de cette créance de la métropole. La perspective de son rapatriement nécessaire influe sur les cours.

« Il est désirable que la situation de la colonie, vis-à-vis de la métropole, soit graduellement liquidée; la Banque s'est entendue à ce sujet avec le gouvernement général. »

Au 31 décembre 1910 le compte courant du Trésor, à la Banque de l'Indo-Chine, était en légère diminution sur les

années précédentes; il se montait à 34 millions et demi.

Le chiffre de la circulation fiduciaire s'est élevé, au 30 juin 1910, en pleine saison active à 72.715.000 francs pour redescendre à 63.774.000 francs au 31 décembre, il augmente lentement mais d'une façon continue d'année en année.

La circulation est limitée exclusivement aux colonies françaises où la banque est établie.

Les billets formant cette circulation se composent des coupures suivantes :

*Succursales de :*

|                      |                          |
|----------------------|--------------------------|
| Saïgon . . . . .     | 1, 5, 20 et 100 piastres |
| Haïphong . . . . .   | 1, 5, 20 et 100 piastres |
| Pondichéry . . . . . | 10 et 50 roupies (1)     |
| Nouméa . . . . .     | 20, 100 et 500 francs    |
| Papeete . . . . .    | 5, 20 et 100 francs      |
| Djibouti . . . . .   | 20 et 500 francs         |

Les bilans, au 31 décembre des années 1908, 1909 et 1910, font ressortir un existant métallique supérieur à la circulation fiduciaire.

L'accumulation du numéraire dans les caveaux de la banque témoigne de la préférence des indigènes pour ses billets, mais cette situation fait que l'établissement ne recueille pas les avantages que devrait légitimement lui procurer le privilège dont il jouit.

La Banque de l'Indo-Chine fait de très importantes opérations d'escompte et d'avances.

Pendant l'année 1909 les opérations d'escompte d'une part, et d'encaissement d'effets pour le compte de tiers

(1) Le pair de la roupie est de 1 fr. 68.

d'autre part, ont atteint un total de 196 millions, les succursales qui les effectuèrent pour les plus gros montants, furent, par ordre d'importance décroissante, celles de Saïgon, Singapore, Hong Kong, Shanghai et Hanoï.

La banque avait consenti, pendant le même exercice, des avances sur marchandises pour plus de 40 millions, des avances sur matières d'or et d'argent qui atteignaient presque 14 millions. Le total des avances diverses s'élevait à un chiffre voisin de 300 millions.

Les avances et escomptes étaient pratiqués, selon les succursales, à des taux variant de 6 à 12 %.

Au cours de la même année 1909, la Banque de l'Indo-Chine avait fait pour 238 millions de francs de remises sur l'Europe, et pour 138 millions de remises sur diverses places.

Ses émissions sur l'Europe se sont élevées, pendant le même temps, à 228 millions, et celles sur les autres places à 113 millions.

Les principaux faits qui influent sur les opérations de la Banque de l'Indo-Chine sont la question monétaire et le taux du change en Extrême-Orient d'une part, la récolte de riz en Indo-Chine d'autre part.

Notre grande colonie asiatique est malheureusement un pays de monoculture, et le riz est pour elle ce que la canne est pour les vieilles possessions.

Au Tonkin l'exportation du riz n'est possible que lorsque la récolte est très abondante, parce que le pays doit nourrir une population dense qui absorbe la production normale. La Cochinchine fournit toujours en général d'importants contingents à l'exportation.

Mais on a pu se rendre compte, au cours de ces dernières années, que la vente des riz n'était peut-être pas aussi

assurée qu'on le croyait. Lorsque les récoltes sont bonnes en Birmanie et au Siam, et que d'autre part les besoins de la Chine ne sont pas très importants en raison d'une production locale suffisante, les riz de Cochinchine luttent difficilement contre ceux des pays voisins, souvent d'une qualité supérieure. L'exportation vers la Chine devient même presque impossible dès que l'écart, entre le taux de la piastre en Indo-Chine et celui de Hong-Kong, dépasse 5 à 6 %.

La prospérité de notre domaine asiatique peut donc être affectée par le danger de la monoculture.

Il convient de redoubler d'efforts pour assurer à l'Indo-Chine une plus grande variété d'exportation. Jadis limitée au riz et à ses dérivés, l'exportation indo-chinoise comprend aujourd'hui en particulier le ciment, le caoutchouc, la soie grège, le coton égrené, les dépouilles d'animaux et produits de la pêche. La culture du maïs se répand et son exportation se développe. La mise en valeur des ressources minières du Haut-Tonkin et du Yun-nan amènera une augmentation des expéditions de minerais de zinc et d'étain.

Le développement des voies de communication facilitera le transport des produits jusqu'à la mer, et contribuera à activer l'exportation.

L'exécution de travaux d'hydraulique agricole permettra de régulariser les récoltes et de diminuer les risques subis par les agriculteurs. On est autorisé à penser que la balance commerciale, actuellement en faveur des exportations, continuera à rester favorable à la colonie.

La Banque de l'Indo-Chine a toujours pratiqué une politique extrêmement prudente ; on en trouve la preuve dans le montant considérable de ses réserves. Au 31 décembre

1910 l'ensemble des réserves atteignait 45 millions en chiffres ronds, représentant, à 3 millions près, quatre fois la somme dont le capital social est libéré.

Sur ce total, 33 millions et demi provenaient des primes versées par les actionnaires lors des augmentations successives du capital.

Les actions de la banque sont nominatives, et libérées du quart. Elles donnent un dividende de 50 francs.

Leur cours à la Bourse de Paris dépasse aujourd'hui 1.600 francs.

On sait que le prix d'achat de l'action s'obtient en diminuant du cours coté le montant de la partie du capital non encore libérée.

Pour apprécier d'une manière impartiale les résultats obtenus par la Banque de l'Indo-Chine, on doit tenir compte de différents facteurs qui ont singulièrement facilité ses succès. Elle est établie dans des régions riches, populeuses et commerçantes, où le crédit a été apprécié et utilisé.

Son rayon d'action s'étend à des pays variés, ce qui lui permet de diversifier ses opérations, et de modifier le genre de ses affaires si les circonstances l'exigent.

« C'est une banque multiple sous son apparente unité, a-t-on très justement écrit, dans laquelle les différentes succursales agissent avec une complète indépendance. » Il serait cependant injuste de n'attribuer qu'à des causes extrinsèques à son action, les magnifiques résultats de la Banque de l'Indo-Chine, l'habileté avec laquelle elle est dirigée est certainement la principale raison de sa prospérité. Mentionnons aussi les efforts constants faits par la Banque de l'Indo-Chine pour aider le gouvernement dans l'œuvre d'amélioration du régime monétaire de la colonie.

La banque pourvoit aux besoins du pays en espèces métalliques, elle procède à des achats d'argent fin, qu'elle fait monnayer en piastres, lesquelles servent à grossir les encaisses de ses succursales, ou à augmenter la quantité de monnaie en circulation. En ce faisant, elle rend au pays d'incontestables services.

### Banque de l'Afrique occidentale

La Banque de l'Afrique occidentale est née de la transformation de la Banque du Sénégal.

La Banque du Sénégal avait commencé ses opérations en 1856 avec un capital de 230.000 francs qui fut augmenté deux fois. En 1874, il fut porté à 300.000 francs, en 1888, à 600.000.

Au début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, cet outil bancaire était manifestement insuffisant pour l'exploitation du domaine immense et plein d'avenir qu'était l'Afrique occidentale française.

La Banque du Sénégal fut liquidée. Elle fit apport de son actif au nouvel établissement qui lui céda 900.000 francs de ses propres actions.

La Banque de l'Afrique occidentale, instituée par décret du 29 juillet 1901, commença à fonctionner le 1<sup>er</sup> juillet de la même année, avec un capital fixé à 1.500.000 francs. Aux termes de ses statuts organiques son privilège s'étend au Sénégal, à la Guinée française, à la Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Congo, aux pays de protectorat dépendant de ces colonies, et aux pays étrangers de la Côte occidentale d'Afrique.

La Banque possède des succursales à Saint-Louis,

Conakry, Porto Novo, Grand Bassam, une représentation à Libreville, des agences à Dakar, Rufisque, Assinie et Grand-Lahou.

Sur la demande du gouvernement, la banque a ouvert une agence à Monrovia, capitale de la République de Libéria, mais cette agence ne pouvant arriver à couvrir ses frais, la banque a dû la fermer. Le monopole de l'émission des billets lui était octroyé en 1901 pour vingt années. Cependant il pouvait cesser au 31 décembre 1912 par un décret pris au cours de 1911 ; il ne fut pas dénoncé, et se trouve par conséquent consolidé jusqu'au 31 décembre 1920.

L'Administration de la colonie, des Chambres de commerce de Paris, Bordeaux, Marseille, consultées par le ministère, avaient émis un avis favorable au maintien du privilège au profit de la banque. .

De bonne heure, la Banque de l'Afrique occidentale pensa ne pas pouvoir atteindre le rôle qui lui était dévolu sans avoir pour cela les moyens d'action nécessaires.

Une augmentation de son capital devait avoir pour but de lui assurer immédiatement de larges bases de crédit, tout en ne surchargeant pas les exercices suivants d'un capital versé, trop lourd à rémunérer.

Une assemblée extraordinaire, du 9 octobre 1902, décida la transformation du capital qui fut porté à 6 millions par l'échange d'une action ancienne libérée de 500 francs contre quatre nouvelles libérées de 125 francs.

On décida que les actionnaires, qui ne voudraient pas procéder à cet échange, conserveraient leurs titres, ceux qui opéraient devaient recevoir des titres nouveaux qui auraient droit à l'intérêt de 5 %, sur le capital versé.

Les opérations d'échange durèrent jusqu'en 1910, et ce n'est qu'au bilan du 31 décembre 1910 qu'on vit apparaître pour la première fois, le capital à son montant de six millions.

Nous développerons longuement dans notre dernier chapitre les projets d'extension de la Banque de l'Afrique occidentale qui sont intimement liés à la question de l'organisation du crédit à Madagascar, et à la question de la réorganisation du crédit dans nos vieilles colonies. Nous n'en parlerons donc pas ici.

A la côte occidentale d'Afrique, comme dans tous les pays où la culture joue un rôle économique prépondérant, les affaires commerciales et financières sont sujettes à de vives et fréquentes fluctuations, car elles dépendent exclusivement de l'abondance plus ou moins grandes, de la qualité plus ou moins bonne des produits récoltés, du taux plus ou moins élevé de leurs prix. La grande richesse du Sénégal consiste dans la culture des arachides, et celle des autres pays de l'Afrique occidentale dans la culture de l'arbre à caoutchouc.

Les arachides occupent une place prépondérante dans les exportations de l'Afrique occidentale. Le développement de leur production a produit un accroissement considérable des expéditions. Le commerce des colonies comprises dans le gouvernement général, a beaucoup progressé au cours de ces dernières années. Il a passé de 153 millions en 1905, à 228 en 1909 et 278 en 1910. En 1911 le montant total des échanges avec l'étranger est resté stationnaire, il est même en légère décroissance à 269 millions.

Les causes de cet arrêt sont d'une part, la mauvaise récolte des arachides, et d'autre part la baisse des prix du caoutchouc qui, après avoir atteint des taux énormes en

1909 et 1910 ont beaucoup diminué au printemps de 1911.

La situation de la Banque de l'Afrique occidentale est comme le reflet de l'état économique de la colonie.

L'exercice 1909-10 a marqué une étape dans le développement de la Banque de l'Afrique occidentale. Le mouvement général de ses affaires, pendant cette période, a représenté un total de plus de 76 millions de francs, en augmentation de 30 millions sur l'exercice précédent. Dans ce montant, les escomptes, prêts et avances entrent pour 3 millions et demi, et les opérations de change pour 73 millions.

En 1910-11, les escomptes, prêts et avances, comprenant aussi les effets remis à l'encaissement, font un bond important, montant à 5.800.000, en augmentation de 2.300.000 sur l'exercice précédent.

Par contre, les opérations de change restent stationnaires à 73 millions.

Dans le total des escomptes et avances, les escomptes et effets à l'encaissement entrent pour la plus grande part ; en 1909-10 les avances diverses : prêts sur marchandises, prêts sur matière d'or et d'argent ne représentent que le septième de l'ensemble des escomptes et avances.

Le taux pratiqué était uniformément de 6 %.

Sur 73 millions d'opérations de change, effectuées pendant l'exercice 1909-10, la succursale de Saint-Louis en absorbait à elle seule près de 40 millions.

L'augmentation du chiffre des affaires de la banque pendant la même période, résultait de l'accroissement des opérations de change et en particulier du développement des remises.

Il avait été effectué en 1909-10 pour 21 millions d'émis-

sions, 45 millions de remises et 7 millions de virements.

La banque émettait des mandats au pair ou à 1 %, suivant les besoins.

Le montant des billets en circulation, au 30 juin 1911, était de 14 millions de francs, et l'encaisse s'élevait à la même date à près de 11 millions.

Nous avons déjà mentionné en examinant la question monétaire aux colonies, les sacrifices consentis par la Banque de l'Afrique occidentale en vue de remédier à la rareté du numéraire dans les pays de l'Afrique de l'ouest.

Pendant les dix exercices qui remplissent la période 1901-11, elle a importé une somme de 107 millions de francs, dont 80 pendant les cinq dernières années.

La banque réalisera une sérieuse économie lorsqu'elle pourra restreindre ces importations.

Les expéditions effectuées pendant les dernières années, et par suite les quantités de numéraire mises en circulation, ont été tellement importantes, qu'une grande partie de ce numéraire est restée dans le pays.

Dans son dernier rapport, le Conseil fait remarquer ce qu'à d'exagéré l'avantage qu'on attribue à l'émission du billet pour une banque coloniale, tout au moins pendant les premières années.

L'exercice de son privilège a imposé à la Banque de l'Afrique occidentale de lourdes charges, elle recueillera plus tard les fruits de sa sage politique actuelle et passée.

Le mouvement des comptes courants s'est élevé à 94.636.000 francs, pendant l'exercice 1910-11.

Au 30 juin 1911, la banque disposait d'un ensemble de réserves représentant une somme de 1.294 000 francs.

Les actions de la Banque de l'Afrique occidentale sont actuellement cotées à Paris 885 francs ; elles sont libérées

du quart, et ont touché pour les deux derniers exercices un dividende de 10 francs contre 7,50 pour les six exercices antérieurs.

L'avenir de l'Afrique occidentale française semble devoir être brillant. Le moyen d'action par excellence de la conquête économique, est la multiplication et le perfectionnement des voies de communication. Un emprunt prochain doit permettre aux colonies africaines, groupées dans le gouvernement général, de développer leurs chemins de fer. « Tous les jours les besoins de l'Afrique occidentale française apparaissent plus variés et plus pressants », disait M. Ponty, Gouverneur Général dans son discours d'ouverture de la dernière session du Conseil du gouvernement.

On peut être assuré que la Banque de l'Afrique occidentale tirera du développement progressif des échanges d'abondants profits.

---

## CHAPITRE V

### **Critiques adressées au régime actuel des banques des vieilles colonies et à leur gestion**

*Le rôle du banquier colonial. — L'œuvre accomplie par les vieilles Banques Coloniales — Comment la conception de leur mission a été parfois déformée.*

*Examen des critiques adressées au régime légal actuel des banques et à leur gestion. — Critique de l'organisation administrative. — Critiques des opérations et de la façon dont elles ont été effectuées : opérations agricoles, commerciales ; opérations de change : relations des banques avec le Trésor, opérations d'émission. — La condition financière des banques. — La question de l'introduction dans les colonies de capitaux métropolitains et le rôle des banques à ce sujet.*

Nous passerons en revue dans ce chapitre les critiques nombreuses et variées qui ont été adressées aux statuts actuels des banques de nos vieilles colonies, et à la gestion de ses établissements.

Elles permettront d'apercevoir les points faibles de l'organisation chargée de la distribution du crédit dans ces pays, et par conséquent les endroits par où l'édifice aurait besoin d'être consolidé, amélioré, perfectionné.

Certes, on pourra trouver dans l'histoire passée des banques, quantité d'arguments contre elles, mais, si oubliant les erreurs et les abus de jadis, on considère l'amélioration notable qui a été apportée depuis dix années dans leurs méthodes de gestion, on pensera que les fautes

passées sont imputables, moins à l'organe qu'à la façon dont on s'en est servi.

Plusieurs des reproches que nous signalons au cours de ce chapitre n'ont plus qu'un intérêt rétrospectif. Il est cependant intéressant de les mentionner, ne serait-ce que pour montrer les progrès accomplis maintenant que les banques ne les méritent plus, et rendre justice aux efforts dont ils ont été l'heureux résultat.

Indiquons d'abord comment on peut concevoir le rôle du banquier colonial.

La mise en valeur d'une colonie comporte le défrichement du sol, la création d'usines et de comptoirs de commerce.

A cette œuvre concourent les trois agents de la production : la nature, le travail et le capital.

La nature s'offre aux colonies dans toute la luxuriance de sa végétation, la terre y produit en abondance pourvu qu'elle soit vigoureusement exploitée. Mais ce qui manquera le plus souvent à l'exploitant c'est le capital nécessaire à la mise en valeur du sol ; l'avance devra lui en être faite ; c'est alors qu'apparaît le rôle vivifiant du crédit dans l'œuvre colonisatrice : les banques avanceront au colon les fonds dont il aura besoin pour aménager sa concession.

Ce rôle est singulièrement délicat et difficile ; le banquier colonial devra en effet s'occuper, moins des garanties matérielles souvent très minimes offertes par l'emprunteur, que de sa valeur morale, de son énergie et de son intelligence.

Le banquier colonial a un rôle supérieur de conseiller vis-à-vis de ses emprunteurs, en particulier de ceux qui parmi eux pratiquent l'agriculture, ce sont les impru-

dences ou les négligences de ces derniers qui compromettront la situation du prêteur. On a dit très justement que le banquier colonial édifiait sa fortune sur celle de ses clients.

Pour satisfaire à cette mission, le banquier colonial devra être exactement renseigné sur toutes les causes favorables ou défavorables qui peuvent agir sur l'état de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. C'est lui qui déterminera un élément dont l'influence est grande sur les transactions commerciales : le taux du change. Ce taux est gouverné dans une grande mesure aux vieilles colonies par la balance commerciale, qui est comme le critérium de son mouvement. Il en est ainsi parce que ces pays n'ont point accumulé de richesses, ils n'ont pas économisé, ils ne possèdent pas de créances sur l'étranger pour combler un excédent considérable d'importations.

Le rôle du banquier colonial se complique du fait que le capital mobile est peu important dans nos vieilles colonies, on a tendance à recourir abondamment au crédit ; le banquier possède dans le taux de l'escompte un frein à l'extension exagérée du crédit.

On voit que la mission du banquier colonial nécessite de sa part de l'habileté, de la prudence, du doigté.

L'un des écueils les plus dangereux qui le guettent résulte d'une intimité de relations entre le prêteur et ses obligés ; elle peut aboutir à des concessions périlleuses qui se traduiront pour le banquier par des pertes inévitables.

Si, nous dégageant de l'influence défavorable qu'exercent sur notre jugement les crises passagères que les banques ont subies depuis soixante années, nous envisageons de haut et sur une longue période d'années leur œuvre, nous

constatons qu'elle fut utile, nous tenons à le proclamer au début d'un chapitre où seront signalées de nombreuses critiques à l'action passée de ces établissements. Tout organisme a ses faiblesses ; rares sont ceux qui sont à l'abri des critiques. L'œuvre des banques a eu du bon. Ainsi que le fait remarquer M. Hugot dans la note qu'il a écrite en 1895 au nom de la Chambre de commerce de Paris : « La dette hypothécaire de la Guadeloupe en 1848 était considérable, supérieure même à l'indemnité qui lui fut accordée en compensation de l'abolition de l'esclavage, et sans la banque créée alors, jamais la colonie n'eût pu maintenir son industrie. » Dans le même ordre d'idées, M. Isaac dit, dans son rapport de 1898, que la dette hypothécaire des trois colonies de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique, à la veille de l'émancipation, ne s'élevait pas à moins de 230 millions, suivant des évaluations modérées ; « sans banques, ajoute-t-il, jamais l'agriculture coloniale, accablée il y a cinquante ans sous le poids d'une dette formidable, égale à la moitié ou aux deux tiers de la valeur de la propriété, n'aurait pu refaire son outillage et maintenir la production. Cette dette a été, dans un intervalle relativement court, régulièrement et effectivement éteinte, pour une part importante malgré des transactions et de très fortes concessions. » En toute impartialité on doit déclarer que les banques ont procuré au commerce colonial d'importantes facilités ; si l'on considère ce qu'était le crédit dans ces pays, avant l'établissement des banques où il n'existait pour ainsi dire pas, que l'on rapproche cette situation avec celle que nous voyons sous nos yeux, on remarquera une transformation complète, on constatera par exemple une amélioration, une régularisation dans le taux de l'escompte dont l'in-

fluence fut bienheureuse sur les transactions commerciales. Malheureusement, la notion qui avait présidé à la formation des banques, et celle qui définissait leur rôle, furent parfois faussées, cela explique en partie les déboires que ces institutions ont subis dans le passé.

Les banques ont été établies principalement en faveur de l'agriculture coloniale à laquelle elles devaient distribuer le crédit. Pendant longtemps on en déduisit que créées pour les planteurs qui en détenaient à l'origine toutes les actions, elles devaient travailler exclusivement pour eux, et à leur seul profit. Cette singulière conception avait trouvé, jusqu'à 1901, un point d'appui dans les statuts des banques qui mettaient ces institutions dans la main de leurs gros clients, en même temps leurs plus forts actionnaires. La loi de renouvellement du privilège, de 1910, a modifié les dispositions relatives à la composition de l'assemblée générale dans un sens démocratique, opposé à celui qui avait prévalu jusqu'alors.

La conception du rôle de la banque vis-à-vis des populations coloniales a été, d'une autre façon encore, singulièrement faussée. On va en juger. « Dans les temps de crise, ou même simplement de gêne économique, dit M. Furiet, attaché à la commission de surveillance, dans sa note de 1910, la banque est représentée à tous comme seule dispensatrice de ressources, et par conséquent comme maîtresse absolue des destinées du pays, il semble alors que tout puisse être exigé d'elle, comme si elle était un établissement d'assistance obligatoire, au lieu d'être un simple organe de crédit. » M. Furiet cite un arrêt du 18 avril 1909, dans lequel la Cour d'appel de la Guadeloupe avance que la Banque ne peut impunément refuser le crédit aux emprunteurs qui lui offrent des garanties statu-

taires. Depuis quelque temps du reste, en France même, les opinions les plus extraordinaires se font jour sur la fonction des établissements de crédit.

C'est ainsi qu'on parle du crédit et des opérations de banque, comme si elles devaient être gratuites, ou peu s'en faut, pour ceux qui désirent y recourir, sans remarquer que la banque est un commerce qui fait payer les services qu'il rend.

Dans un autre ordre d'idées, on prétend que ce sont les banques qui font les affaires, alors qu'elles ne font qu'en faciliter l'éclosion et le développement; elle ne les créent pas, mais leur accordent leur concours pour naître et prospérer.

Dans son *Aperçu sur la situation des Banques Coloniales*, M. Sassias dit au sujet des banques, que « l'observateur attentif arrive en réalité à cette conclusion que ce sont les commerçants et les industriels qui créent, par leur action et leurs besoins plus ou moins impérieux, ces organes qui leur sont indispensables. »

Ces différentes remarques sont à la décharge des banques, leur mission difficile n'a pas toujours été facilitée ni par le milieu où elles travaillent, ni par les hommes qu'elles doivent aider. On n'y pense pas assez quand on accable ces institutions de critiques qui s'adressent parfois, ainsi que nous le verrons, à des faits dont elles ne sauraient être tenues pour responsables.

Ces critiques ont déjà valu aux banques, en 1901, une réduction de la durée de leur privilège; empêcheront-elles un nouveau renouvellement de ce privilège, et emporteront-elles avec elles l'existence des banques actuelles; l'avenir seul pourra donner une réponse à cette délicate question.

Voici comment nous comptons procéder à l'examen de ces critiques.

Différentes lacunes, dans l'organisation administrative de nos établissements coloniaux, retiendront d'abord notre attention. Nous passerons ensuite en revue les différentes opérations des banques, et pour chacune d'elles nous ferons les diverses remarques que suggère la façon dont les banques les ont pratiquées. Nous développerons certaines critiques d'ordre financier sur la situation des instruments bancaires dont sont dotées nos vieilles possessions, enfin, nous terminerons en indiquant la position des banques en face de la question de l'introduction dans nos colonies des capitaux métropolitains.

\*  
\* \*

L'organisation administrative, créée en 1851 a été l'objet des plus vives critiques. Elle a parfois nui à la bonne gestion des banques des vieilles colonies. Nous en donnons maints exemples.

On a critiqué la main-mise gouvernementale sur leur administration. Cette dépendance se traduit, par exemple, par ce fait que l'assemblée générale des actionnaires ne dispose que de pouvoirs limités ; les décisions importantes qu'elle peut prendre sont soumises à l'agrément ministériel, source de complications. Le directeur de l'établissement est nommé et révoqué par décret, il est dans la main du gouvernement.

Les principaux organes des banques recueillent une bonne part des critiques.

Les conseils d'administration ne sont pas composés d'une façon bien remarquable, on a regretté que des gens incapables s'y soient parfois glissés.

Les statuts contiennent, au sujet des administrateurs, une clause aux termes de laquelle tout administrateur, débiteur de la banque, qui ne ferait pas honneur à sa signature, serait démissionnaire d'office.

D'une façon générale, le recrutement des conseils a laissé trop souvent à désirer.

Il n'y aurait eu toutefois que demi mal si la direction des banques avait toujours été parfaitement assurée ; le directeur possède un droit de veto qu'il peut exercer au profit des intérêts de l'établissement dont il assume la bonne marche.

« Il est nécessaire, dit M. Seydoux dans son rapport de 1910, au nom de la commission de surveillance, que le directeur domine le conseil local, et que sans l'annihiler, il supplée à son insuffisance ; l'expérience montre que les diverses banques ont été à certaines périodes ce que les directeurs les ont faites. »

Le directeur de la Banque de la Réunion écrit, dans le rapport pour l'exercice 1910-11 à propos des causes qui avaient ébranlé la situation de la banque : « Une banque qui dans l'espace de douze ans a possédé douze directeurs successifs, titulaires ou intérimaires, ne peut pas prospérer quelle que soit la bonne volonté et la compétence de son conseil d'administration. Un haut fonctionnaire du ministère des colonies a dit, que l'instabilité dans la direction et les mutations constantes n'étaient pas faites pour maintenir la continuité de vues et de traditions, indispensables pour assurer la bonne marche d'un établissement de crédit. »

Il est certain que trop longtemps l'incapacité professionnelle des directeurs nommés par la politique, a nui à la prospérité des banques.

Depuis une dizaine d'années la situation est tout autre. Des hommes d'une compétence éprouvée ont occupé pendant longtemps la direction des banques et y ont poursuivi une œuvre de longue haleine. Pour notre part, nous serions enclin à rechercher dans cette modification la cause de l'amélioration réelle que la gestion des banques a éprouvée depuis le début du siècle.

On s'est plaint de ce que les assemblées générales n'étaient composées que d'un nombre trop minime d'actionnaires, et que parfois elles n'étaient que l'émanation du conseil dont elles devaient contrôler la gestion. Nous savons quelle réforme favorable à la fréquentation des assemblées a été opérée en 1901, lorsqu'on a décidé l'admission de tous les actionnaires possédant dix actions au moins.

On doit remarquer que bon nombre d'actionnaires résident hors de la colonie, et que tous les autres n'habitent pas au siège social de la banque, ce qui diminue le nombre de ceux qui peuvent assister aux assemblées. On a contesté l'utilité de l'agence centrale fondée pour centraliser les opérations des banques en Europe, et pour faciliter le contrôle confié à la commission de surveillance.

Certes, là où le contrôle s'impose le plus, ce n'est pas à Paris mais bien aux colonies. L'agence centrale n'a qu'un rôle d'enregistrement, elle ne détient aucune somme appartenant aux banques. Les banques ont, avec le Comptoir d'Escompte par l'intermédiaire de l'agent central, des rapports multiples qui pourraient sans désavantage être directs. Le Comptoir pourrait très facilement être chargé des quelques opérations spéciales réservées à l'agence centrale. Il va sans dire que la question du main-

tien ou de la suppression de l'agence centrale n'a pas une grosse importance.

..

Ce qui frappe quand on examine la condition des banques, c'est l'étroitesse de leurs statuts. Ils ont minutieusement enfermé l'activité de l'organe dans un cadre qui leur a été défendu de dépasser. Les opérations permises aux banques ont été entourées de limitations qui font que l'organisation manque de la souplesse indispensable aux opérations commerciales. Une réglementation touffue entrave l'action des banques ; elle avait été établie dans une intention louable, pour sauvegarder les droits des intéressés à la bonne gestion des banques : actionnaires, Trésor, porteurs de leurs billets. Néanmoins on regrettera qu'on ait poussé la sécurité jusqu'à un point tel que l'action des banques en était entravée. Une large liberté, étroitement contrôlée, eût été préférable. C'est du reste dans ce sens qu'ont été effectuées les modifications successives aux statuts.

Le haut contrôle gouvernemental n'a pas produit tous les résultats qu'on serait en droit d'en attendre. Le gouvernement a même toléré, dans le but de rendre service aux banques, que certaines dispositions de la loi restassent méconnues par elles au moins pendant quelque temps. Il a parfois poussé les banques à consentir des avances à des débiteurs douteux, mais qu'il était d'intérêt public de ménager.

Rien n'a tant porté préjudice aux banques que les sollicitations diverses dont elles ont été l'objet en faveur de mauvais débiteurs ou de mauvaises affaires, sollicitations auxquelles elles n'ont pas toujours su résister. Aucune

influence n'a été plus désastreuse pour la Banque de la Guadeloupe que celle de la politique. Dans son rapport pour l'exercice 1910-11, le directeur dit que l'une des raisons pour lesquelles les affaires sont meilleures, est que « la banque a été délivrée de l'obligation de soutenir de mauvaises affaires, qui ont si longtemps et si lourdement pesé sur elle. »

Les influences personnelles et les amitiés politiques ont exercé une influence néfaste dans la conduite des opérations des banques ; nous n'avons point l'intention d'étaler ici plusieurs des scandales qu'elles ont produits, qu'il nous suffise de rappeler l'affaire de Sainte-Marthe, dont nous avons parlé à propos de la Banque de la Guadeloupe. On ne doit pas généraliser trop hâtivement en cette matière, il est cependant certain que, si les influences locales se sont manifestées à un moindre degré dans les colonies autres que la Guadeloupe, elles y ont produit aussi les plus pénibles incidents.

Constatons que la campagne menée à Paris contre ces abus a déjà produit des résultats ; des efforts ont été faits pour liquider les vieilles affaires et assainir la situation des banques ; les prêts sont maintenant dans les limites statutaires, ils rentrent régulièrement et sans causer aux banques les déboires qu'elles subissaient jadis.

Nous allons entrer plus avant dans les divers domaines de l'activité des banques et voir comment elles s'y sont comportées.

Voyons d'abord les opérations agricoles des Banques coloniales.

Nous ferons remarquer que les risques courus par une banque, qui fait du crédit à l'agriculture, sont les mêmes que ceux qui menacent le producteur. Trouve-t-elle donc

compensation suffisante dans le paiement par l'agriculteur d'un intérêt même élevé sur les avances consenties, cette question est discutable.

Les agriculteurs qui veulent emprunter ne peuvent offrir comme garanties que des récoltes sur pied, gage essentiellement aléatoire, ou des immeubles qu'il sera tellement difficile de réaliser qu'on peut considérer la valeur de cette garantie comme insuffisante. On comprendra quelle prudence s'impose au prêteur, surtout lorsque ce prêteur a la qualité d'une banque d'émission. Le meilleur exemple qui puisse être donné à ce propos est celui de la Banque de l'Algérie. En 1880, lors du renouvellement de son privilège, le législateur demanda à la banque de seconder l'agriculture et la colonisation dans une large mesure. La banque s'y employa. Elle ne fit pas le prêt direct à l'agriculture, mais accepta à l'escompte le papier des agriculteurs. Or ce papier était l'objet de renouvellements successifs, les remboursements étaient reportés à des dates éloignées; la banque pratiquait d'une façon déguisée le prêt à long terme. Parfois l'emprunteur consentait sur ses biens une hypothèque au profit de la banque, il s'en suivait qu'au cas de non paiement l'établissement devait procéder à la vente des propriétés. Des ventes précipitées causèrent une diminution du prix des terres, qui aggrava la crise ou plusieurs mauvaises récoltes avaient déjà plongé l'agriculture algérienne.

Par suite de la rareté des acquéreurs, lors des ventes, la Banque devint propriétaire de domaines qu'elle dut exploiter. Cela la mettait dans une singulière situation.

Le gouvernement intervint en 1892 en enjoignant à la Banque de refuser à l'escompte le papier agricole. Depuis cette époque, la Banque de l'Algérie a liquidé l'important

domaine immobilier à la tête duquel elle se trouvait en 1899, l'apurement de ses créances a été réalisé; les réserves affectées en 1900 à cette opération ont été reconstituées, elles atteignent aujourd'hui un chiffre égal au capital.

Il n'en reste pas moins vrai qu'à un certain moment, les exagérations auxquelles s'était livrée la Banque, en matière de crédit agricole, avaient compromis gravement son fonctionnement.

L'action de la Banque en faveur de l'agriculture s'exerce maintenant dans un sens différent. Elle supporte, comme la Banque de France, les frais du développement du crédit agricole et paie, à l'Algérie et à la Tunisie, une redevance jusqu'ici forfaitaire, maintenant et depuis la loi récente qui a consolidé le privilège jusqu'en 1920, proportionnelle à la circulation productive.

La Banque a en outre consenti à l'État une nouvelle avance sans intérêt dont l'agriculture aura probablement le principal bénéfice.

Envisageons la façon dont le crédit est distribué à l'agriculture.

Le crédit peut revêtir deux formes, ce peut être un crédit à court terme ou de campagne, ou d'autre part un crédit à long terme destiné à la constitution des domaines, à l'amélioration de l'outillage, en un mot à des œuvres à longue portée; nous allons dire quelques mots sur la façon dont le crédit foncier est organisé dans nos vieilles colonies. La question a son intérêt. En effet, si la conception du rôle agricole des Banques Coloniales a été en fait pendant longtemps si singulièrement déviée, cela tient certainement à l'insuffisance des organes chargés de distribuer le crédit à long terme à l'agriculture coloniale.

En 1860 et 1863 des décrets autorisèrent la fondation du crédit foncier colonial, société qui avait pour objet de prêter sur hypothèques, à un taux maximum de 8 % et pour une durée de temps n'excédant pas 30 ans.

Le Crédit foncier a consenti aux Antilles et à la Réunion des prêts importants, ce qui a certainement été pour l'agriculture coloniale un bienfait, malheureusement il a subi le contre coup de la crise qui a frappé l'industrie sucrière. Il n'avait pas comme les Banques Coloniales des sources variées de bénéfices, peut-être aussi n'avait-il pas pris assez de précautions au regard de ses emprunteurs dont la qualité laissa parfois beaucoup à désirer.

Le Crédit foncier colonial, qui n'a jamais fait de brillantes affaires, a été mis en liquidation judiciaire en 1892, et a obtenu un concordat de ses créanciers.

Il continue à vivre, mais ne consent plus de prêts. Son rôle se borne à la gestion de l'important domaine dont il est devenu propriétaire à la suite de la liquidation d'avances non remboursées.

De sorte que, depuis vingt années, le crédit hypothécaire a disparu en fait de nos vieilles colonies qui ne connaissent plus que le crédit à court terme des Banques Coloniales.

Quels reproches a-t-on faits aux banques relativement à la distribution de ce crédit à court terme ? Nous les passons en revue les uns après les autres.

On fait grief aux banques de l'insuffisance des opérations de prêts sur récoltes par rapport au total général de leurs opérations : les opérations commerciales comportant moins de risques et plus de profits que les opérations agricoles, les banques auraient préféré déve-

lopper les premières bien qu'elles aient été spécialement créées pour favoriser les secondes.

Nous pensons qu'il n'est pas juste de comparer si rigoureusement entre elles, en valeur et en nombre, les diverses opérations de prêts des banques qui s'adressent à des bénéficiaires de catégories très différentes, dont on ne peut comparer les besoins.

En matière agricole, dans une large mesure, l'utilité du crédit sera mesurée, non à l'importance considérable ou pas des prêts consentis, mais au choix plus ou moins judicieux ou justifié des emprunteurs, et au profit qu'ils auront retiré des avances dont ils auront été l'objet.

L'action des banques est toujours limitée par ce fait qu'en présence de surfaces discutables, elles ont le devoir de refuser ou de limiter leurs crédits.

Si le montant des prêts sur récoltes n'atteint pas, à la Réunion, l'importance qu'il a dans les autres colonies sucrières, c'est qu'on y procède beaucoup au prêt sur consignation des récoltes transformées en produits. La Banque de la Réunion fait ainsi des avances en compte courant sur les sucres que des commissionnaires réaliseront en France pour le compte de l'établissement.

Nous avons dressé la statistique des avances sur cessions de récoltes pendantes consenties par les banques de nos trois îles sucrières pendant les dix dernières années.

|              | BANQUE<br>DE LA<br>MARTINIQUE | BANQUE<br>DE LA<br>GUADELOUPE | BANQUE<br>DE LA<br>RÉUNION |
|--------------|-------------------------------|-------------------------------|----------------------------|
|              | —<br>en milliers de francs    |                               |                            |
| 1900-01..... | 3.868                         | 5.768                         | 1.363                      |
| 1901-02..... | »                             | 5.066                         | 2.495                      |
| 1902-03..... | 2.605                         | 4.865                         | 2.755                      |
| 1903-04..... | 2.513                         | 4.234                         | 1.450                      |
| 1904-05..... | 2.659                         | 4.666                         | 1.386                      |
| 1905-06..... | 2.548                         | 5.152                         | 1.029                      |
| 1906-07..... | 2.529                         | 4.675                         | 911                        |
| 1907-08..... | 2.601                         | 4.283                         | 992                        |
| 1908-09..... | 3.106                         | 3.761                         | 1.071                      |
| 1909-10..... | 3.162                         | 3.290                         | 1.122                      |

Le gros reproche fait aux banques en matière de crédit à l'agriculture ne résulte pas encore tant de ce qu'elles se seraient montrées insuffisamment larges, mais de ce qu'elles n'auraient consenti les prêts qu'à une minorité de gros propriétaires.

Certes les gros propriétaires ont eu en effet une large part des faveurs des banques, mais pour savoir s'il en pouvait être autrement, on voudra bien considérer que, l'agriculture coloniale est très concentrée, qu'elle se fait en grand et exige de gros capitaux.

La propriété foncière et l'exploitation agricole se trouvent nécessairement centralisées en un petit nombre de mains.

Néanmoins il existe des petits propriétaires dont il est utile d'encourager les efforts et qui ont particulièrement besoin de capitaux ; nous verrons s'il n'y aurait point lieu de faire quelque chose pour eux selon le mode introduit en France en 1894.

On proclame aujourd'hui la nécessité du crédit pour tous, et l'on voudrait voir ce principe appliqué aussi aux colonies.

Il s'y produit parfois que les petits planteurs, qui n'offrent pas à la banque une surface appréciable, doivent chercher du crédit auprès des grands propriétaires qui leur achètent leurs cannes.

Cette pratique est défectueuse au point de vue politique et social, elle n'est pas favorable à la banque car, dans toutes sortes d'avances, plus les risques sont divisés moins le péril couru est grand.

Peut-on incriminer les banques d'avoir mis aux avances des conditions excessives ?

Depuis un peu plus de dix ans, le taux des prêts sur récoltes pratiqués par les Banques de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Martinique a été de 5 %.

En 1898, M. Léveillé écrit qu'on peut penser « que le taux aurait pu être avantageusement maintenu au-dessous de ce chiffre, il eut été ainsi mieux en proportion avec le revenu de la terre. » Nous ne considérons point, pour notre part, ce taux comme excessif surtout après ce que nous avons dit des risques courus par l'établissement prêteur. Une question fort importante par ses conséquences est celle de la durée des prêts.

Les statuts fixent cette durée à quatre mois. Est-ce assez ? Nous allons voir que non.

Considérons comment les choses se passent en fait.

La banque ne peut prêter que sur les cannes déjà développées et qui représentent un gage suffisant. Lorsque le prêt est consenti elles ont environ quatorze mois, et la coupe interviendra quatre mois plus tard.

Il y a toujours deux récoltes en train, et pendant les

quatre mois qui précèdent la coupe on prépare le terrain pour une autre récolte ; l'argent versé par la banque, en paiements échelonnés, servira à faire la récolte pendante et à aménager la récolte suivante. Les remboursements seront effectués au fur et à mesure que se poursuivra la fabrication des produits.

La pratique montre que la durée de quatre mois, fixée par les statuts aux avances, est manifestement trop courte, plus de quatre mois s'écoulent entre les dates échelonnées des prêts et les remboursements. Les statuts ont bien autorisé la prorogation des avances jusqu'à l'achèvement de la récolte cédée, souvent cela n'est pas encore suffisant. Le projet de loi de 1874 autorisait la prorogation jusqu'à la vente de la récolte, mais le Parlement s'opposa à l'adoption de cette disposition. Les nécessités ont imposé aux banques de consentir des renouvellements, ce qui est vite devenu une pratique courante ; elle était cependant singulièrement dangereuse. Le rôle de la banque s'en est trouvé transformé. Les dettes non remboursées à la fin de la campagne se payaient sur un prêt ultérieur. La banque prise dans un engrenage consentait de nouvelles avances pour ne pas compromettre la rentrée de celles non remboursées ; elle jouait le rôle de commanditaire des grands exploitants.

Dans ces opérations les statuts subissaient des atteintes extraordinaires.

On exagérait à dessein l'estimation de la valeur de la récolte, pour augmenter l'importance du prêt.

On transportait la créance sur la récolte de l'année suivante, et on consentait au besoin un nouveau prêt sur la récolte prochaine cependant déjà grévée.

Les cultivateurs étant en même temps usiniers, le taux

des prêts était basé, non sur la valeur de la récolte, mais sur celle du sucre produit par cette récolte et souvent d'après les cours les plus hauts. On était loin dans ces conditions de la limite du tiers de la valeur de la récolte, imposée par les statuts. Des avances destinées en principe à payer les achats d'engrais, à solder des salaires ou des dépenses préparatoires à la récolte, servaient à acheter des domaines qu'on payait par annuités.

Dans de telles conditions toutes les garanties que la loi aurait pu octroyer aux banques n'eussent pas suffi à les mettre à l'abri des périls au devant desquels elles couraient.

Nous constatons heureusement que ces pratiques ne sont plus aujourd'hui qu'un fâcheux souvenir, elles expliqueront toutefois les déboires que les banques ont subis jadis dans leurs opérations agricoles trop souvent par leur faute propre.

L'agriculture coloniale a-t-elle tiré profit du concours que les banques lui ont prêté ? Ce concours a été, par l'exagération des choses, transformé en secours trop permanent, qui a eu un mauvais résultat, en ce sens, que les planteurs se sont trop fiés sur lui, ils n'ont point fait d'économies, ni constitué les réserves qui s'imposent à une bonne exploitation en considération des années de moindre rapport. Mais peut-être faut-il plutôt attribuer, à l'absence de crédit foncier, de prêts à long terme, le marasme dans lequel est plongée encore aujourd'hui l'agriculture coloniale ; absence qui a empêché les usiniers de perfectionner leur outillage, et les planteurs d'améliorer ou de changer leurs cultures et leurs méthodes.

..

Considérons maintenant l'action des banques en matière d'escompte et d'avances ; nous entrons ainsi dans leur département commercial.

Leurs ressources sont principalement formées par l'émission de la monnaie fiduciaire, et par la réception des impôts.

Parlons des dépôts ; voici pour différentes dates, une comparaison de leur montant pour les diverses banques.

|                  | MARTINIQUE            | GUADELOUPE | RÉUNION | GUYANE |
|------------------|-----------------------|------------|---------|--------|
|                  | —                     | —          | —       | —      |
|                  | en milliers de francs |            |         |        |
| 30 juin 1902.... | »                     | 2.264      | 2.887   | 1.184  |
| 30 juin 1906.... | 1.138                 | 3.200      | 4.903   | 824    |
| 30 juin 1910.... | 2.015                 | 3.273      | 4.904   | 660    |
| 30 juin 1911.... | 4.564                 | 3.117      | 2.161   | 550    |

L'importance plus considérable, du montant des comptes courants créditeurs à la Banque de la Guadeloupe, provient de ce que le Trésor a un compte courant à la Banque. Ce compte figurait au passif du bilan, au 30 juin 1905, pour 2.000.000 ; à la suite de remboursements successifs, il aurait été ramené à 950.000 francs, au 30 juin 1911.

On conclura du relevé que nous venons de présenter, que les dépôts faits par le public, dans nos vieilles banques coloniales, sont relativement peu élevés. En outre ils n'ont pas tendance à augmenter. Recherchant les causes de cette situation, M. Sassias dit, qu'elle est le résultat de la rareté du capital mobile aux colonies, et de l'absence de l'esprit d'épargne dans ces pays. Il pense néanmoins que

les banques pourraient provoquer les dépôts, il cite à ce sujet l'exemple donné par la Banque de la Martinique qui, pour les attirer dans ses caisses, a installé des représentants dans un certain nombre de localités de l'île, et y délivre des mandats. M. Sassias rapproche la faiblesse des dépôts des banques de l'insuffisance de leurs réserves.

« Si elles avaient renforcé leur situation, accru les bénéfices mis de côté sous forme de fonds de réserve ou de prévoyance, écrit M. Sassias dans son *Aperçu sur la situation des Banques Coloniales*, elles pourraient sans inconvénients accroître leurs dépôts : le rapport entre leurs ressources propres et les ressources empruntées à leur clientèle ne serait pas modifié, l'équilibre entre les deux natures de ressources serait conservé. »

L'intérêt du développement des dépôts réside, dit-on, en ceci, que en temps ordinaire, elles se procureraient par ce moyen des ressources qu'elles utiliseraient à des opérations nouvelles ; en temps de crise, la diminution des dépôts retarderait l'augmentation de la circulation fiduciaire.

Nous ne méconnaissons point ces avantages, nous considérons cependant que l'accumulation excessive des dépôts est dangereuse pour une banque d'émission qui sera, à la première heure de crise, assiégée par la foule de ses créanciers à vue.

Cependant, nous sommes d'avis qu'il serait fâcheux de voir les dépôts continuer à diminuer dans ces banques, qu'il serait au contraire désirable de les voir se développer dans une certaine mesure.

Mais il faut bien dire aussi, que les statuts actuels des banques pourraient en quelque sorte entraver le développement des dépôts par les charges dont ils les ont grevés.

Le montant cumulé des billets en circulation, comptes courants et autres dettes de la banque, ne peut excéder le triple du capital social et des réserves, à moins que la contre valeur des comptes courants et autres dettes ne soit représentée par du numéraire, venant en augmentation de l'encaisse métallique.

Depuis le 30 juin 1905, la Commission de surveillance des Banques Coloniales donne en tableau, à la fin de son rapport annuel, les montants cumulés des dettes des banques et leurs limites légales. Or depuis cette époque, les montants cumulés sont restés sensiblement en dessous de la limite légale, sauf pour la Banque de la Guadeloupe aux 30 juin 1905, 30 juin 1906 et 30 juin 1908, où ils étaient supérieurs ; au 30 juin 1907, le montant cumulé des dettes de cette Banque n'était inférieur que d'une centaine de mille francs à sa limite légale maximum ; ces années correspondent, pour la banque en question, à une diminution considérable des réserves qui a entraîné un abaissement correspondant de la limite du triple.

Mais si les dépôts s'étaient beaucoup accrus dans les banques, le capital et les fonds de réserve n'augmentant pas, c'est par du numéraire qu'il aurait fallu représenter une partie de l'accroissement des dépôts et l'on s'explique que les banques reculent devant cette dépense ; d'autant plus que dans la limite maximum, la marge disponible, pour les comptes courants et autres dettes, diminuait du fait de l'augmentation de la circulation fiduciaire.

La nécessité, d'une contre valeur en numéraire des dépôts, s'imposera bien davantage, si comme on peut le faire sans dommage, le capital des banques est réduit.

On pourrait rechercher s'il n'y aurait pas moyen de représenter dans une certaine proportion, par une partie du

portefeuille prise pour une valeur moindre, la contre valeur des comptes courants et des autres dettes.

Ceci étant dit sur les ressources des banques, voyons l'emploi qu'elles en font.

On récrimine beaucoup à l'heure actuelle contre l'insuffisance de l'action des Banques Coloniales en faveur du commerce et de l'industrie.

Voyons les griefs qu'on leur reproche à ce sujet.

Nous donnons d'abord, afin de fixer les idées, une comparaison pour les diverses banques du mouvement des escomptes d'effets de place à deux signatures.

|              | BANQUE<br>DE LA<br>MARTINIQUE | BANQUE<br>DE LA<br>GUADELOUPE | BANQUE<br>DE LA<br>RÉUNION | BANQUE<br>DE LA<br>GUYANE |
|--------------|-------------------------------|-------------------------------|----------------------------|---------------------------|
|              | —                             | —                             | —                          | —                         |
|              | en milliers de francs         |                               |                            |                           |
| 1900-01..... | 2.096                         | 2.182                         | 13.499                     | 4.963                     |
| 1901-02..... | »                             | 1.342                         | 9.778                      | 4.332                     |
| 1902-03..... | 673                           | 1.253                         | 9.904                      | 3.704                     |
| 1903-04..... | 1.810                         | 1.772                         | 8 866                      | 3.548                     |
| 1904-05..... | 2 210                         | 1.769                         | 5.885                      | 3.847                     |
| 1905-06..... | 2.204                         | 1.654                         | 5.925                      | 3.819                     |
| 1906 07..... | 2.854                         | 1.509                         | 5.312                      | 3.301                     |
| 1907-08..... | 3.700                         | 1.888                         | 4.667                      | 3.868                     |
| 1908-09..... | 4.747                         | 3.010                         | 4.115                      | 3.277                     |
| 1909-10..... | 5.008                         | 3.667                         | 5.752                      | 3.575                     |

Ce tableau ne fait pas ressortir une progression bien notable dans le volume des opérations d'escompte local.

On prétend que les taux de l'escompte et des avances sont exagérés, qu'ils sont une entrave pour les emprunteurs.

Cela résulterait du fait qu'il n'y a pas libre concurrence,

les banques sont presque seules à distribuer le crédit, elles abuseraient de leur situation.

Considérons quels ont été les taux auxquels les banques ont pratiqué leurs opérations. En matière d'escompte, ceux de la Banque de la Réunion ont varié entre 6 et 9 %, ceux de la Banque de la Guadeloupe, de la Banque de la Martinique et de la Banque de la Guyane ont été de 6 % régulièrement. Les prêts sur récoltes se sont faits depuis dix ans à 5 % à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion sauf pour cette dernière colonie où ils ont été pratiqués à 6 1/2 en 1906-07, et à 6 % en 1907-08. Les prêts sur marchandises ont eu lieu à la Guadeloupe et à la Guyane à 6 %, à la Martinique à 6 %, et depuis quatre exercices de 6 à 8 %; à la Réunion le taux des prêts sur denrées coloniales après avoir été de 1901-02 à 1907-08 de 5 %, est, depuis trois exercices de 5 à 7 %, celui des prêts sur marchandises d'exportation, qui avait été jusqu'en 1908-1909 de 7 à 9 %, est tombé à 7 %. Les prêts sur titres se font à 5, 6 et 7 %, les avances sur matières d'or et d'argent à 6, 7 et 8 %.

On ne saurait dire que ce sont là, en général, des taux très élevés; ceux de la Banque de la Réunion, qui pouvaient mériter ce reproche, ont été abaissés. La cause qui influe sur le taux de l'escompte est, on le sait, l'abondance dans le pays des capitaux disponibles ou circulants; aux colonies, elle n'est pas considérable, on ne s'étonnera donc pas que le loyer de l'argent y soit plus élevé que dans les pays européens par exemple. On remarquera la stabilité des taux qui est un élément bienfaisant pour le commerce.

La culpabilité des banques ne réside pas dans les conditions auxquelles elles ont fait payer leur concours, mais

dans la façon dont ce concours a été trop longtemps organisé.

Si nous considérons la qualité du papier présenté à l'escompte, nous constatons des exagérations aussi regrettables que celles que nous avons signalées à l'occasion des prêts sur récoltes. Elles se sont traduites, nous avons eu l'occasion de le mentionner au cours de notre examen rétrospectif du passé des banques, par les apurements considérables qu'elles ont dû faire subir à leur portefeuille commercial. La pratique défectueuse des renouvellements était en grande partie la cause de ces abus. Tout en rappelant que les établissements qui nous occupent doivent avoir un portefeuille facilement et immédiatement réalisable, la Commission de surveillance ne contestait pas, en 1904-05, l'intérêt que peuvent présenter, dans certains cas, des renouvellements à titre de mesure conservatoire, mais elle insistait sur l'obligation, pour le directeur, de suivre très attentivement les effets présentés à l'escompte par les mêmes personnes pour une valeur à peu près constante, et sur la nécessité d'exiger l'amortissement à 5 % au moins à chaque renouvellement, c'est-à-dire tous les 120 jours.

C'est en particulier à la Guyane que la pratique des renouvellements était employée abusivement, on a pu dire que certains négociants considéraient la Banque comme un associé chargé de fournir les fonds de roulement nécessaires à leur commerce.

Une décision ministérielle a prescrit que les clients devraient aux échéances présenter des effets de montants différents.

Nous savons quelles décisions pénibles pour les débiteurs, mais nécessaires pour la sécurité de l'établissement,

la Banque de la Guyane a pris ces dernières années dans le but d'éviter le retour des faits dont nous venons de parler.

Le législateur a spécialement rappelé aux banques, dans leurs statuts, qu'elles devaient refuser à l'escompte les effets dits de circulation créés collusoirement entre les signataires, sans cause ni valeur réelle.

..

Nous abordons la question du change colonial et celle des relations des banques avec le Trésor, questions qui ont été l'objet de controverses passionnées et qui ont fourni matière à des attaques virulentes contre les banques de nos vieilles colonies.

Dans un pays à circulation monétaire normale, les variations du taux du change sont contenues entre deux limites extrêmes.

Le débiteur sur l'étranger ne paiera pas le papier qui lui est nécessaire pour solder son paiement un prix supérieur à ce que coûterait un envoi d'or. A partir de cette limite, appelée gold point de sortie de l'or, une exportation de numéraire se produira.

Par contre, les vendeurs de papier sur l'étranger ne consentiront pas à subir une perte supérieure au prix de transport du numéraire car, à partir de cette limite, appelée gold point d'entrée de l'or, il serait préférable pour eux de faire procéder à l'étranger à l'encaissement de leur papier, et de s'en faire envoyer le montant en espèces.

Dans les pays où la circulation monétaire n'est pas normale, et c'est le cas des vieilles colonies, le change ne rencontrant pas les limites que nous venons d'envisager, subit des variations dont l'amplitude est considérable.

Pour pouvoir envoyer de l'or, il aurait fallu que les

colonies en possédassent, or elles ont une circulation essentiellement inexportable, composée en majeure partie, à la Réunion et à la Martinique, et exclusivement à la Guadeloupe, de billets et de bons de caisse.

L'envoi des espèces devenant impossible, restait un autre moyen pour ceux qui avaient des paiements à effectuer : l'envoi de mandats-poste, mais c'était détourner l'institution des mandats-poste de son but.

Le service des mandats postaux a été institué pour faciliter le transport de sommes de faible montant, à des conditions peu onéreuses ; les règlements ont fixé, à la délivrance des mandats postaux, un maximum de cinq cents francs pour le compte du même déposant. A la Réunion principalement, le Trésor colonial a abusé de son pouvoir d'émettre des mandats postaux et des mandats sur le Trésor métropolitain. Il délivrait ces mandats, contre remise des billets de la Banque, dont il imposait à celle-ci le remboursement en espèces, lui faisant en outre supporter la charge de la prime du numéraire perçue par le Trésor, lors de la délivrance des mandats. Nous reviendrons sur les mesures qu'on dut prendre pour remédier à cet état de choses.

Ce qu'il nous importe pour le moment de constater, c'est que le change, à défaut d'obstacles à son mouvement de hausse, pouvait atteindre des taux extrêmes.

Nous devons rechercher les conséquences de cette situation.

Ceux qui profitent du change sont les exportateurs qui placent aux banques, avec une prime de vente, les traites qu'ils ont tirées sur la métropole, en contrepartie de leurs expéditions ; on a dit, avec juste raison, que la hausse du

change était une plus-value en faveur des denrées d'exportation.

Dans sa note de 1911 à la Commission extra-parlementaire des Banques Coloniales, appréciant les avantages que les exportateurs retirent de la hausse du change, M. Ceccaldi déclare qu'elle aurait doublement favorisé les planteurs, d'abord par le partage de la prime, puis par ce fait qu'ils en auraient éludé les conséquences en n'augmentant pas les salaires.

Si nous recherchons en effet, qui en dernière analyse supporte les frais du change, nous constatons que c'est toute la population.

L'importateur, acheteur de mandats, subit la charge du change, mais il la récupère sur le consommateur colonial qui paie plus cher les objets de consommation. Le change équivaut à un nouvel impôt, et, comme on l'a écrit, « par ses effets locaux sur les prix, rend plus onéreuse toute entreprise tributaire des capitaux du dehors, nuit aux grands travaux et paralyse le développement du pays. »

Recherchons maintenant quels sont les facteurs qui influent sur le taux du change.

Ce taux suit les fluctuations de la balance des recettes et des paiements entre la colonie et l'extérieur.

L'état de cette balance a une répercussion, bienfaisante ou néfaste sur la situation de la banque, selon que cette balance est favorable ou défavorable à la colonie. Commentant la décision de la Banque de la Guadeloupe de ramener le change au pair, M. Sassias écrit : « Cette balance a sa répercussion dans le bilan de la Banque et elle peut menacer, soit de réduire son encaisse métallique ou ses disponibilités au Comptoir, soit de gonfler à l'excès la

circulation, ou d'augmenter le risque des engagements en portefeuille. »

Dans les vieilles colonies, la richesse locale se trouve presque exclusivement alimentée par la vente des produits indigènes; l'aliment presque unique de la puissance d'achat du pays étant l'exportation, si l'importation lui est supérieure, une crise économique suit inévitablement cet endettement.

Les détenteurs de traites ne consentent alors à les vendre qu'à des prix élevés, ce qui oblige la banque à augmenter le taux de ses mandats. La hausse du change, favorisant l'exportation et entravant l'importation, contribue à rendre la balance du commerce favorable à la colonie.

Sollicitée, par les Chambres de commerce de la Guadeloupe d'agir sur le gouvernement pour amener une réduction du change, la Chambre de commerce de Paris chargea, en 1899, M. Hugot de faire un rapport sur la question. M. Hugot fut amené à faire alors la constatation que, au prix actuel du sucre, l'importation dépassait le montant de l'exportation et que le change devait, dans ces conditions, exister en défaveur de la colonie.

Les variations du change dans nos anciennes colonies ont donc surtout pour origine celles de leur balance commerciale.

C'est une cause en face de laquelle les banques sont désarmées. Seuls les palliatifs peuvent en diminuer la menace : développement des productions et des exportations, en quantité et en variété, afin qu'il existe des éléments de compensation lorsqu'une crise vient atteindre un produit déterminé.

L'état de la balance du commerce ne serait pas la seule

raison des oscillations du taux de l'agio dans nos vieilles possessions. On dit que les banques et les exportateurs ont intérêt à maintenir un change élevé parce que cela est pour eux une source de profits.

Dans son rapport de 1910 à la Commission de surveillance, M. Seydoux s'abstient d'émettre aucun avis sur le rôle qu'ont pu avoir les banques dans les crises monétaires locales ; il lui semble qu'on a eu tendance à leur attribuer, sur la fixation des changes, une influence exagérée.

Par contre M. Ceccaldi, dans sa note à la Commission extraparlamentaire dit, qu'une partie de la prime du change était consacrée par les banques à amortir l'arriéré de certains gros producteurs.

On a fait remarquer à propos de la crise du change survenue jadis à la Guadeloupe, que si la Banque de la Guadeloupe a réalisé des bénéfices sur le change, ce fut en compensation des intérêts qu'elle dut payer au Comptoir, où elle s'était endettée considérablement par ses émissions en faveur du commerce et du public.

Les exportateurs tirent incontestablement des profits d'un change élevé par le partage qu'ils font avec la banque, de la prime payée par les importateurs.

Avant 1884-85, les Banques Coloniales reprenaient toujours au pair les traites de leurs emprunteurs sur récoltes, même quand le change était élevé.

Elles bénéficiaient à la fois de la prime du change et de l'intérêt des prêts. Dès le commencement de la crise sucrière, la Commission de surveillance leur fit conseiller, par une dépêche ministérielle, d'attribuer à leurs fournisseurs de traites une partie de la prime qu'elles percevaient sur leurs mandats. C'était à ces conditions seulement, que les banques pouvaient s'assurer d'abondants éléments de remises.

Certes, lorsque les banques étaient dans la main des gros planteurs, et obéissaient à leurs injonctions, des exagérations purent être commises en matière de fixation du taux du change. Depuis 1901 l'accès des assemblées générales, et par suite des conseils d'administration, a été largement ouvert à tous les actionnaires, il y a lieu de penser qu'à l'avenir les intérêts de quelques uns ne risqueront plus de compromettre ceux du plus grand nombre.

Depuis 1901-02 le change a été en diminuant; il a cependant encore connu des taux élevés à la Réunion.

En 1905-06 il atteignait dans cette colonie le maximum 20 3/4 %, et, jusqu'à 1907-08 on y vit à la suite de la crise locale, des taux excessifs.

Nous reproduisons ici le tableau des taux du change, dressé par M. Ceccaldi, nous l'avons extrait, de sa note de 1911, à la Commission extraparlamentaire des Banques Coloniales.

| EXERCICES | MARTINIQUE | GUADELOUPE | RÉUNION        |
|-----------|------------|------------|----------------|
|           | 0/0        | 0/0        | 0/0            |
| 1894-95.. | 9          | 2 1/2 à 7  | 11 à 17        |
| 1895-96.. | 9          | 7 et 10    | 2 à 11         |
| 1896-97.. | 8 et 15    | 15 et 30   | 1 à 2 1/2      |
| 1897-98.. | 8 et 15    | 19 et 26   | 1 3/4 à 2 1/2  |
| 1898-99.. | 1          | 19         | 1 à 2 1/2      |
| 1899-1900 | 1          | 17         | 1 3/4 à 2 1/2  |
| 1900-01.. | 1          | 13         | 2 1/2 à 5 3/4  |
| 1901-02.. | 2 et 1 1/2 | 12         | 5 1/4 à 9      |
| 1902-03.. | 1 1/2      | 6 à 10     | 6 1/2          |
| 1903-04.. | 1 1/2      | 6          | 7 1/4 à 18     |
| 1904-05.. | 1 1/2 et 1 | 6 et 3     | 9 3/4 à 16 3/4 |
| 1905-06.. | 0,25       | 3          | 15 à 20 3/4    |
| 1906-07.. | 0,25       | 3          | 4 1/4 à 17 3/4 |
| 1907-08.. | 0,25       | 3          | 8 à 3          |
| 1908-09.. | 0,25       | 2          | 2 1/2          |
| 1909-10.. | 0,25       | 1          | 2 à 0,25       |

La Guyane a presque toujours joui de taux de changes favorables par suite de sa situation économique spéciale indépendante, dans une large mesure, des conditions climatiques.

A l'heure actuelle les taux de l'agio sont extrêmement minimes dans nos vieilles colonies. La principale raison de cette amélioration doit être recherchée dans l'état favorable de la balance du commerce, à la suite du mouvement de progression des exportations. Les tableaux suivants en sont la preuve.

## MARTINIQUE

| Années            | Importations<br>en milliers<br>de francs | Exportations<br>en milliers<br>de francs | Excédent<br>des<br>exportations |
|-------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------|
| 1900 . . . . .    | 24.765                                   | 26.979                                   | 2.214                           |
| 1905 . . . . .    | 44.759                                   | 48.069                                   | 3.310                           |
| 1910 . . . . .    | 49.563                                   | 27.587                                   | 8.024                           |
| 1911 (6 mois) . . | 41.057                                   | 46.743                                   | »                               |

## GUADELOUPE

| Années           | Importations<br>en milliers<br>de francs | Exportations<br>en milliers<br>de francs | Excédent<br>des<br>importations | Excédent<br>des<br>exportations |
|------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| 1900. . . . .    | 20.283                                   | 44.813                                   | 5.470                           | »                               |
| 1905. . . . .    | 43.438                                   | 45.637                                   | »                               | 2.199                           |
| 1910. . . . .    | 46.804                                   | 24.053                                   | »                               | 7.249                           |
| 1911 (6 mois). . | 9.902                                    | 45.837                                   | »                               | »                               |

## RÉUNION

| Années            | Importations<br>en milliers<br>de francs | Exportations<br>en milliers<br>de francs | Excédent<br>des<br>importations |
|-------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------|
| 1900 . . . . .    | 20.029                                   | 17.461                                   | 2.568                           |
| 1905 . . . . .    | 18.185                                   | 9.706                                    | 8.479                           |
| 1910 . . . . .    | 18.853                                   | 16.915                                   | 1.938                           |
| 1911 (6 mois) . . | 10.349                                   | 10.706                                   | »                               |

## GUYANE

| Années              | Importations<br>en milliers<br>de francs | Exportations<br>en milliers<br>de francs | Excédent<br>des<br>importations |
|---------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------|
| 1900 . . . . .      | 8.953                                    | 6.497                                    | 2.456                           |
| 1905 . . . . .      | 11.439                                   | 9.939                                    | 1.500                           |
| 1910 . . . . .      | 12.233                                   | 11.567                                   | 666                             |
| 1911 (6 mois) . . . | 5.674                                    | 6.160                                    | »                               |

Nous savons que le rôle des Banques Coloniales, envisagées en tant qu'organes des règlements entre les colonies et l'étranger, consiste à acheter les traites des exportateurs locaux qui lui fournissent des éléments de remises en contre-partie des tirages qu'elles effectuent en faveur des importateurs qui veulent s'acquitter vis-à-vis de leurs créanciers étrangers.

Le crédit du compte de la Banque Coloniale au Comptoir, reçoit en particulier les traites remises à l'encaissement ou à l'escompte, en représentation des exportations ; le débit, les traites ou mandats émis par la banque, sur France, et les chèques émis directement par la banque sur

le Comptoir en représentation des importations. Les banques ouvrent au Comptoir un compte qui est la contrepartie de celui qui leur est ouvert par cet établissement.

Le solde du compte du Comptoir auprès des banques est, dit M. Sassias, « le baromètre du mouvement des importations et des exportations de nos colonies. »

Voici comment ce solde s'est présenté à la fin des dix derniers exercices.

|             | BANQUE<br>DE LA GUADELOUPE | BANQUE DE LA MARTINIQUE   |                            |
|-------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|
|             | <i>Solde<br/>débiteur</i>  | <i>Solde<br/>débiteur</i> | <i>Solde<br/>créditeur</i> |
|             | en milliers de francs      | en milliers de francs     |                            |
| 1901-02 . . | 4.706                      | 253                       | »                          |
| 1902-03 . . | 4.922                      | 1.443                     | »                          |
| 1903-04 . . | 2.410                      | »                         | 388                        |
| 1904-05 . . | 4.786                      | 42                        | »                          |
| 1905-06 . . | 4.828                      | 102                       | »                          |
| 1906-07 . . | 3.418                      | 788                       | »                          |
| 1907-08 . . | 4.404                      | »                         | 705                        |
| 1908-09 . . | 4.836                      | »                         | 1.143                      |
| 1909-10 . . | 3.412                      | 246                       | »                          |
| 1910-11 . . | 3.537                      | »                         | 859                        |

|             | BANQUE DE LA RÉUNION  |                  | BANQUE<br>DE LA GUYANE |
|-------------|-----------------------|------------------|------------------------|
|             | <i>Solde</i>          | <i>Solde</i>     | <i>Solde</i>           |
|             | <i>débiteur</i>       | <i>créditeur</i> | <i>débiteur</i>        |
|             | en milliers de francs |                  | en milliers de francs  |
| 1901-02 . . | »                     | 4.506            | 277                    |
| 1902-03 . . | »                     | 1.330            | 668                    |
| 1903-04 . . | »                     | 543              | 228                    |
| 1904-05 . . | 96                    | »                | 317                    |
| 1905-06 . . | 353                   | »                | 1.060                  |
| 1906-07 . . | 184                   | »                | 779                    |
| 1907-08 . . | 1.590                 | »                | 534                    |
| 1908-09 . . | 1.992                 | »                | 554                    |
| 1909-10 . . | 1.343                 | »                | 513                    |
| 1910-11 . . | 2.601                 | »                | 428                    |

En ce qui concerne la Banque de la Martinique, les variations du solde ont été causées par la régularisation de la circulation fiduciaire, et on ne saurait y voir les conséquences du mouvement commercial.

Pour les trois autres banques, au contraire, le solde du compte ouvert par elles au Comptoir a été, sauf à la Réunion, pour les années antérieures à 1904-05, régulièrement débiteur, par suite d'un excédent notable des remises sur les tirages résultant du développement des exportations. Là vraiment doit être recherchée la cause principale de l'amélioration des changes coloniaux.

La transformation des méthodes de gestion des banques à la suite de l'affranchissement des liens qui les unissaient à certains puissants intérêts particuliers, a certainement exercé aussi une influence modératrice en cette matière. Toute prédiction pour l'avenir risque de recevoir de

cruels démentis ; la nature est si inclémente aux colonies, elle accumule en si peu de temps tant de désastres, qu'il est impossible de dire si la balance des règlements restera favorable à ces pays, et leur procurera les bienfaits d'un change abaissé. Ce qu'on peut souhaiter, c'est que si une crise survient les banques obtiennent, par une habile direction, qu'un moindre mal en résulte pour les colonies.

Le rôle des banques n'est pas toujours commode à ce sujet, il est même singulièrement délicat. On s'en rendra compte par cet extrait du rapport de M. Sevene sur la crise du change, qui a si terriblement frappé la colonie de la Guadeloupe, à partir de 1895-96 :

« Dans l'évolution de cette crise, écrit l'inspecteur, la faute capitale de la Banque est de n'avoir pas laissé le change monter à ses heures, principalement pendant l'année 1896, elle a créé ainsi des réactions inévitables et contribué déjà, pour une large part, à la surélévation finale ; l'émission des mandats a été organisée d'une façon mal habile. Le tirage illimité est nuisible quand il ne peut être soutenu. La Banque a successivement ouvert, puis restreint, puis suspendu ses émissions. Par trois fois en trois ans, elle a renouvelé ces manœuvres, occasionnant dans le cours du change les heurts qu'elle a pour mission d'éviter. »

Nous arrêtons là nos explications relatives au change colonial, et envisageons une question qui lui est connexe : celle des rapports des banques avec le Trésor.

Elle se pose d'une façon tout à fait simple. Les paiements faits au Trésor, sont effectués en billets de banque, le Trésor se retourne alors vers la banque et lui demande le remboursement de ses billets en monnaie française. S'il n'avait été effectué au Trésor que des paiements

normaux, ces remboursements n'auraient jamais été très considérables. Mais il est résulté, des pratiques dont nous allons parler, une accumulation exceptionnelle de billets des banques dans les caisses du Trésor.

Le Trésor colonial a cherché dans le placement des mandats-poste et des mandats sur le Trésor, une abondante source de recettes. S'il y procédait en cas d'insuffisance des tirages des banques, son action était bienfaisante, mais le Trésor ne borna pas là son rôle, il l'exagéra manifestement.

Il maintenait, par exemple, le taux de ses mandats au dessous de celui des traites, pour disputer aux banques leurs clients et, sitôt que celles-ci, privées de moyens de remises, suspendaient leurs tirages, il relevait son taux pour augmenter ses bénéfices.

Il en résultait une accumulation des billets de la banque dans les caisses du Trésor, puisque ces mandats étaient émis contre versement de billets.

A la Réunion, la raison de cette accumulation est différente. Au lieu d'exécuter ses paiements au moyen d'achats de traites, le Trésor colonial opère par virement avec le Trésor central ; de telle sorte que la Banque a beau effectuer des remboursements énormes, la diminution de l'encaisse du Trésor, en billets, est insuffisante en comparaison de l'importance des remboursements.

Quels sont les inconvénients de cet état de choses ? Ils sont graves comme nous allons le voir.

Le Trésor possède un moyen de pression d'autant plus dangereux sur les banques, qu'il se refuse de les tenir au courant de la situation du dépôt, et peut les surprendre par des demandes de remboursement inattendues.

Les banques sont menacées d'un perpétuel danger, celui

de se voir imposer des remboursements exagérés, ce qui à un moment de crise amènerait leur chute certaine.

Les remboursements constituent en outre une charge écrasante pour la banque qui doit faire venir de France du numéraire pour y faire face. Enfin, n'est-il pas particulièrement singulier de voir la Banque Coloniale obligée de rembourser au Trésor les billets entrés dans les caisses de ce dernier, du fait des primes imposées à ses acheteurs de mandats, et perçues au détriment de la banque.

Du 1<sup>er</sup> juillet 1900, au 30 juin 1911, les remboursements de la Banque de la Réunion au Trésor se sont montés en principal à 15.186.991 francs, et en primes à 678.656 francs.

On saura gré à cet établissement d'avoir pu, sans faiblir, supporter une pareille charge.

L'accumulation des billets des banques dans les caisses du Trésor colonial a conduit certaines personnes à prétendre que les banques travaillaient avec l'argent de l'État; cette accusation nous paraît peu fondée en considération des risques auxquels les banques sont exposées par une situation dont elles préféreraient se libérer.

Un remède y a été apporté par une décision ministérielle aux termes de laquelle le Trésor ne peut détenir plus de 1.500.000 francs de billets des banques. Au 30 juin 1910, pour la Banque de la Guadeloupe et au 12 juillet 1911, pour la Banque de la Réunion, ce montant dépassait encore légèrement le maximum.

En ce qui concerne la Réunion, où la situation est toute spéciale, il a été entendu qu'à l'avenir l'Administration achèterait des remises pour effectuer ses paiements, et que le Trésor ne se prêterait plus aux opérations de virements

qui faussaient le jeu de l'entrée et de la sortie, et mettaient la banque dans l'impossibilité de se dégager.

On est donc autorisé à penser, que les rapports futurs des Banques Coloniales avec le Trésor, ne seront plus aussi tendus que par le passé, la situation de ces établissements y gagnera en sécurité.

\*  
\* \*

Voyons comment les Banques Coloniales se sont comportées en tant que banques d'émission.

Il existe deux procédés différents pour organiser la couverture de la circulation fiduciaire. D'après l'un de ces systèmes la quantité de billets émis est limitée, d'après le montant de l'encaisse métallique ou la valeur d'effets ou de titres déposés. Ce système est par exemple celui de la Banque d'Angleterre, c'est aussi celui de nos Banques Coloniales.

Dans l'autre système la loi fixe un maximum à l'émission des billets ; tel est le cas de la Banque de France, et celui de la Banque de l'Algérie avec, pour cette dernière, des précisions spéciales dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer.

Les Banques Coloniales ne peuvent pas émettre de billets pour un montant dépassant le triple de leur encaisse. Ce n'est pas sans mal qu'elles ont pu arriver à constituer cette encaisse et à la conserver. Le rapport de la circulation à l'encaisse ne peut descendre au-dessous de 33 %.

Quelles ont été ses variations pour les diverses banques au cours des dix années écoulées ?

En ce qui concerne la Banque de la Martinique, le rapport moyen au 30 juin, pour les dix derniers exercices, entre l'encaisse et la circulation est de 35,55, c'est le plus

bas de toutes les banques des vieilles colonies ; trois fois aux dix dates envisagées, soit en 1907, 1908 et 1910, le rapport est descendu à 33 %, il était en 1911 de 35 %.

Pour la Banque de la Guadeloupe, le rapport moyen est de 35,90 %, il a atteint son minimum en 1908 avec 34 %, il a été de 35 % en 1910 et 1911.

Le rapport moyen est de 36,70 à la Banque de la Réunion ; au 30 juin 1911 il était de 38 %.

La Banque de la Guyane dont l'encaisse était, par rapport à sa circulation, dans la proportion de 54 à 100 en 1903, voit ce rapport baisser à 36 % en 1911.

Il ressort de cette rapide comparaison que l'encaisse métallique des banques de nos vieilles possessions à tendance à diminuer. Certes il importe de remarquer que les billets sont gagés sur tout l'actif de la banque, mais, en cas de crise, c'est sur son encaisse métallique que la banque fera d'abord fonds pour rembourser les porteurs qui assiègeront ses guichets. On dit que c'est avec ses bons de caisse que la Banque de la Guadeloupe tient tête à une circulation de sept millions de billets, et que la confiance des porteurs n'en est pas sérieusement altérée.

On ajoute que les demandes de numéraire, aux guichets des banques, sont insignifiantes, et que ces établissements n'ont point besoin de tant d'espèces en caisse pour y faire face. On déclare surtout que l'encaisse métallique représente un élément improductif.

En dépit de ces allégations, nous considérons l'existence de l'encaisse comme la contre partie indispensable de la faculté d'émission, c'est une charge qui n'est rien en comparaison du supplément de ressources que la banque tire de l'exercice du privilège d'émission. Il importe, pour la sécurité des porteurs de billets, et de la banque, que la

circulation fiduciaire soit couverte par une large encaisse.

On a critiqué l'institution des bons de caisse. Les bons qui ont force libératoire illimitée, sont remis par les banques, en place de numéraire, en échange de leurs billets qui jouissent ainsi des avantages du cours forcé. Alors que les bons devaient être gagés par des espèces, la Banque de la Guadeloupe, obtint en 1903, la faveur de les représenter par des rentes, garanties non immédiatement disponible.

Depuis cette époque, les Banques de la Martinique et de la Réunion ont sollicité le même avantage, mais il leur a été refusé sous le prétexte qu'il n'avait été accordé à la Banque de la Guadeloupe qu'à titre exceptionnel. La colonie sortait d'une grave crise en 1903, et on ne voulut pas imposer à sa Banque de trop gros sacrifices; on lui permit donc de disposer en contre valeur de ses bons, de la rente dont elle toucherait les intérêts.

Comme il s'agit en l'espèce de sommes qui ne sont pas élevées, il nous semble qu'on devrait donner aux autres banques la même facilité, quitte à leur imposer, en cas de baisse de garantie, la différence de valeur des titres déposés.

Quels sont les inconvénients et les avantages des bons de caisse?

En cas de crise des exportations, l'usage des bons de caisse sauve la banque, qui conserve ses espèces métalliques, mais n'épargne pas au pays la hausse du change, il la précipiterait au contraire, car elle ne connaîtrait pas le retard qui résulterait de la fuite libre du métal, à partir du moment où le change atteint le gold point.

La création des bons de caisse a été un expédient qui, comme le fait remarquer M. Furiet, a épargné aux banques

les charges que leur aurait imposées la nécessité de reconstituer le stock des espèces métalliques.

D'ailleurs on ne se plaint pas aux colonies de la circulation des jetons de nickel, au contraire ; à la Réunion par exemple on les préfère, paraît-il, aux pièces métropolitaines à cause de leur facilité de manipulation.

Certes, l'émission des bons de caisse n'a pas solutionné la question monétaire coloniale, elle a été toutefois un expédient heureux.

Les banques de nos vieilles possessions ont essayé plusieurs fois, sauf à la Martinique où la question ne se présente pas avec un degré d'acuité particulier, de remédier à la pénurie de numéraire, par des envois d'espèces. Le résultat obtenu n'a pas été considérable ; on n'a pas pu arriver à maintenir ces espèces en circulation, elles disparaissent sans jamais réapparaître.

Rendre les banques responsables de cet état de choses, nous semble injustifié, et il apparaît exagéré à M. Furiel, « de vouloir imposer aux banques de remédier à une situation qu'elles n'ont pas créée, autrement que dans la mesure où elles doivent le faire dans leur propre sécurité. »

On sait toutefois la part que les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale ont volontairement prise dans l'œuvre d'amélioration de la circulation monétaire de nos colonies asiatiques et africaines. Elles ont certainement donné aux banques de nos vieilles colonies un exemple et une leçon.

..

Jetons sur la situation des banques de nos anciennes possessions un regard d'ensemble.

Une remarque préalable s'impose. On a tendance à vouloir comparer leurs résultats avec ceux des Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale ; on doit faire des réserves sur la possibilité de procéder à une semblable comparaison. Les banques du nouveau type ont, à leur disposition, un immense champ de travail habité par des populations considérables. Elles subissent dans ces conditions moins gravement les effets des crises locales.

Le rapport du capital des banques des vieilles colonies, à la somme de leurs affaires, se trouverait singulièrement modifié si, comme les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale, elles n'avaient qu'un capital libéré du quart.

Il ne faut pas oublier enfin, lorsqu'on compare le mouvement des opérations des divers établissements tel qu'il est donné dans leurs rapports annuels que, dans ce mouvement, les vieilles banques ne comprennent pas les effets que les tiers leur ont remis pour en effectuer l'encaissement, alors que les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale en tiennent compte sous une rubrique générale : opérations d'escomptes, prêts et effets à l'encaissement.

Si nous suivons le mouvement des opérations productives des banques de nos anciennes colonies depuis une dizaine d'années, nous constatons que ce mouvement n'a pas pris le développement qu'on souhaiterait. Nous en donnons un exemple. Nous avons relevé et consigné dans le tableau suivant le total des opérations d'avances, de prêts et d'escompte effectués par exercice par les quatre établissements.

|              | BANQUE<br>DE LA<br>MARTINIQUE | BANQUE<br>DE LA<br>GUADELOUPE | BANQUE<br>DE LA<br>RÉUNION | BANQUE<br>DE LA<br>GUYANE |
|--------------|-------------------------------|-------------------------------|----------------------------|---------------------------|
|              | en milliers de francs         |                               |                            |                           |
| 1900-01..... | 6.874                         | 8.399                         | 24.825                     | 6.242                     |
| 1901-02..... | »                             | 6.920                         | 24.204                     | 5.935                     |
| 1902-03..... | 5.495                         | 6.497                         | 21.792                     | 5.508                     |
| 1903-04..... | 5.325                         | 7.198                         | 18.522                     | 5.155                     |
| 1904-05..... | 6.383                         | 8.976                         | 14.117                     | 4.710                     |
| 1905-06..... | 6.449                         | 6.558                         | 14.085                     | 4.540                     |
| 1906-07..... | 7.052                         | 6.550                         | 12.286                     | 3.381                     |
| 1907-08..... | 8.380                         | 6.605                         | 14.612                     | 4.666                     |
| 1908-09..... | 9.841                         | 7.185                         | 12.638                     | 4.190                     |
| 1909-10..... | 10.504                        | 7.613                         | 15.353                     | 4.593                     |

Les banques ne manquent cependant pas de ressources pour effectuer ces opérations, au contraire, on pourrait leur reprocher une trop grande abondance de capitaux. Les affaires des anciennes banques pourraient se faire aussi bien avec des capitaux moins importants, mais mieux appropriés à leur emploi.

On pourrait parfaitement concevoir une diminution de leur capital; certes, un capital important constitue une garantie sérieuse pour les tiers, mais une charge pour la société, car il est lourd à rémunérer. Jusqu'ici les banques ont fait d'importants bénéfices, et il leur a été facile de distribuer de gros dividendes, cependant n'eût-il pas été plus sage de leur part, comme nous le verrons tout à l'heure, de mettre de côté une partie importante des bénéfices en vue de l'avenir et de diminuer les répartitions ?

Dans le système actuel, les ressources propres des

banques, formées par le capital et les réserves, représentées par des rentes immobilisées au Comptoir en garantie du Crédit ouvert aux banques par cet établissement, ne reçoivent aucun emploi productif. Les banques touchent les intérêts de ces valeurs, mais elles ne tirent ainsi qu'un assez maigre revenu de ces capitaux.

A l'actif du bilan, qui représente l'emploi des ressources des banques, à part les chapitres « encaisse et portefeuille-effets », nous voyons, en général, figurer pour des montants importants, les postes « Comptoir d'Escompte et Portefeuille-titres. »

Les banques disposent au Comptoir de disponibilités considérables. Si nous prenons en effet les chiffres de l'exercice 1909-10, nous verrons que la Banque de la Martinique avait une faculté inemployée de tirages de trois millions, au 31 décembre 1909, et de six au 30 juin 1910. A la Banque de la Guadeloupe, cette faculté était de cinq et neuf millions et demi, à la Banque de la Réunion de 6.300.000 en moyenne, et à la Banque de la Guyane de 1.700.000.

Le solde du compte du Comptoir aux Banques est la résultante du mouvement des tirages et des remises sur la métropole, et par suite de celui des échanges commerciaux. Nous avons constaté que ce solde atteignait actuellement, pour plusieurs banques, des montants débiteurs élevés ; il représente d'importantes disponibilités sur lesquelles les banques ne reçoivent qu'un intérêt médiocre, si on le compare au profit qui résulterait pour elles d'un emploi de ces capitaux aux colonies, où le loyer de l'argent est plus élevé que dans la métropole.

L'importance dans les bilans des différentes banques

du poste « Portefeuille-titres » prouve que ces établissements ont placé en rentes et valeurs diverses une partie de leurs disponibilités. Les montants élevés atteints par le Portefeuille-titres sont manifestement exagérés.

Nous allons développer maintenant une critique à la condition financière des institutions de crédit de nos vieilles colonies, qui concerne leur essence même.

Dans son rapport parlementaire de 1897, M. Léveillé a magistralement exposé le « vice majeur » de la constitution des banques, à savoir qu'il y a un manque de concordance entre leurs ressources et leurs placements.

Les conditions actuelles de leur organisation méconnaissent ce principe inéluctable, qu'à des ressources à court terme doivent correspondre des placements à court terme, et que des placements à longue échéance ne doivent être faits qu'avec des ressources à longue échéance.

Avec leurs billets et leurs dépôts à vue, les banques font des prêts à longue échéance : prêts sur marchandises, avances sur récoltes ; en ce faisant, elles compromettent leur propre sécurité, les intérêts de leurs créanciers et en particulier d'une catégorie importante et nombreuse d'entre ces derniers : les porteurs de leurs billets.

Remarque qui prend une importance particulière par ce fait, que les demandes d'avances à longue échéance deviennent plus nombreuses, et qu'on cherche à imposer aux vieilles banques plus de charges et moins de sécurité à ce propos.

La machine manque d'équilibre stable, disait M. Léveillé, et il soulignait d'autant plus ce vice à l'attention du Parlement, qu'il lui semblait possible d'y remédier.

Cette discordance, entre la nature des ressources et celle des placements, a une influence importante sur la liquidité des établissements que nous étudions.

« Le moindre retard dans l'exécution des engagements pris, écrit M. Sassias dans l'ouvrage que nous avons plusieurs fois cité, déjà très graves quand il s'agit de commerçants ordinaires, est d'une importance extrême pour une simple banque de dépôts, et peut occasionner une véritable catastrophe lorsqu'une banque d'émission est en cause. »

Et il ajoute, toujours à propos de la question de la liquidité : « Si nous considérons une des grandes banques de dépôts, que nous voyons fonctionner sous nos yeux dans la métropole, cette question pour s'y poser avec acuité, pour demander une circonspection de tous les instants, n'en est pas moins beaucoup plus simple que lorsqu'il s'agit de nos Banques Coloniales qui joignent à leur privilège d'émission, de multiples attributions. »

Une banque doit être en état de pouvoir répondre, à n'importe quel moment, aux demandes probables, et à une partie des demandes possibles des remboursements de ses déposants et porteurs de billets.

Elle est d'autant plus liquide, que ses disponibilités excèdent davantage ses exigibilités.

Le passif exigible est essentiellement formé par les billets en circulation, et les dépôts à vue. Les disponibilités sont constituées par cette partie de l'actif dont la banque peut disposer immédiatement, ou à bref délai.

Or, l'actif contient des éléments qui, s'ils peuvent être facilement réalisés en temps normal, deviendront beaucoup plus difficilement irréalisables en temps de crise. C'est donc principalement à ce moment que se posera la

question capitale de la liquidité des établissements coloniaux.

Supposons qu'une crise survienne et que les porteurs de billets de la banque, ainsi que ses déposants à vue, viennent assaillir les guichets pour obtenir leur remboursement ; avec quoi la banque fera-t-elle face à leurs demandes ? Certes, tous ne se présenteront pas en même temps pour réclamer leur argent, cependant on sait avec quel affollement et quelle précipitation les créanciers assiègent les banques lorsque la situation de celles-ci passe pour être compromise.

La banque dispose immédiatement de son encaisse métallique. C'est une ressource disponible dont elle peut se servir jusqu'à extinction.

Son solde créditeur au Comptoir National d'Escompte, dont elle peut disposer à tout moment, lui fournira un appoint précieux.

Les autres éléments de son actif sont constitués par des ressources réalisables dans un délai de temps plus ou moins long. Ils seront en outre sujets à des dépréciations de valeur.

En temps de crise le portefeuille-titres et le portefeuille-effets laisseront des déboires à l'heure de leur réalisation.

Le portefeuille-titres des Banques Coloniales est principalement formé par de la rente française, valeur de tout repos et d'une réalisation aisée. On sait cependant que la rente, comme les autres valeurs, n'est point exempte de la baisse.

Le portefeuille-effets est d'abord composé d'effets de place à deux signatures qui sont bien garantis, mais dont il ne faut pas escompter la réalisation intégrale en temps de crise.

Il contient en outre des obligations sur récoltes, sur marchandises, qui seront parfois remboursées sur le prix de vente d'un gage, dont la valeur aura peut-être singulièrement baissé.

Les banques métropolitaines possèdent dans la faculté du réescompte de leur portefeuille commercial à la Banque de France un puissant élément de sécurité. Les Banques Coloniales ne pourraient rien négocier de leur portefeuille commercial en cas de besoin. Tout au plus pourraient-elles se faire consentir, par le Comptoir, des avances sur les traites qu'elles lui ont remises à l'encaissement ou à l'escompte, et dont le Comptoir les a créditées.

Si avec la réserve qui s'impose dans l'appréciation des divers postes de leur actif et de la relative difficulté de leur réalisation en temps de crise, on rapproche leur actif disponible de leur passif exigible, comparaison d'où résulte la situation de liquidité des banques, on constate que la marge entre leurs disponibilités et leurs exigibilités est un peu faible, et ne s'est pas améliorée depuis 10 ans.

Avec des ressources à vue, aussi importantes que celles dont disposent les Banques Coloniales, on devrait constater un développement plus considérable de leurs opérations d'escompte commercial. La partie des ressources provenant des tiers, qui n'a pas été employée à l'escompte du papier de commerce, a été immobilisée dans des opérations d'avances sur marchandises, avances sur cessions de récoltes pendantes qui devraient avoir leurs ressources propres.

Au 30 juin 1910, alors que le montant total des billets et des comptes courants s'élevait à 7 millions en chiffres ronds, le portefeuille d'effets de place ne figurait, au bilan de la Banque de la Martinique, que pour moins de 2 mil-

lions. La Banque de la Réunion disposait à la même date de plus de 10 millions et demi de ressources à vue, son portefeuille commercial s'élevait à 1.293.000 francs. Au 30 juin 1910, le montant cumulé des billets et des dépôts se chiffrait, pour la Banque de la Guadeloupe, à environ 10 millions et demi, son portefeuille d'effets de place figurait à son actif pour 748.988 francs.

Il faut que, pour un même passif exigible, les banques augmentent leur actif disponible par l'escompte commercial.

Si elles ne peuvent augmenter leur actif disponible, elles doivent diminuer leur passif exigible, et en particulier l'émission de leurs billets qui, théoriquement, ne devrait pas dépendre de la Banque, mais seulement des besoins de la circulation.

Elles effectueront leurs avances sur récoltes, sur marchandises, et en général leurs opérations à longue échéance avec des ressources à terme. A ces conditions seulement, les banques s'assureront une liquidité suffisante.

Si nous envisageons la politique des banques en matière de constitution des réserves, nous remarquons que la marge des bénéfices réserves n'a pas été assez considérable. Elles ont réparti la plus grande partie de leurs bénéfices nets, et n'ont pas constitué les importantes réserves que les aléas auxquelles elles sont exposées, auraient dû les inciter à créer en vue de l'avenir.

Il faut noter cependant que les fonds de prévoyance ont été plusieurs fois engloutis, puis reconstitués; néanmoins, après plus de soixante années d'existence, les banques devraient avoir des réserves plus importantes que celles dont elles disposent actuellement.

Les dividendes distribués par les établissements de crédit coloniaux subissent depuis une dizaine d'années des variations considérables.

Certes il ne semble pas possible d'assurer une relative fixité des répartitions, en présence de l'irrégularité des conditions dans lesquelles les banques travaillent, néanmoins une stabilisation des dividendes est recommandable; on a justement remarqué qu'un dividende régulier se capitalise plus avantageusement qu'un dividende variable, et la plus-value qu'il procure au titre représente, pour les actionnaires, un profit supérieur à celui qu'ils pourraient tirer de la répartition intégrale des bénéfices réalisés.

On appréciera favorablement les efforts significatifs faits au cours des dernières années dans le but d'augmenter le montant des réserves et d'arriver à une relative stabilisation des dividendes.

\*  
\* \*

Pour terminer ce chapitre nous nous proposons d'examiner la position des Banques Coloniales en face de la question de l'introduction des capitaux métropolitains aux colonies.

Cette question a été exposée dans toute son ampleur par M. Chailley, dans son rapport de 1895, à la Commission d'étude pour le renouvellement du privilège des Banques Coloniales.

L'état de choses, qu'il déplorait alors, est malheureusement celui qui règne encore à l'heure actuelle. M. Chailley constate : « Que nos colonies n'ont pas acquis l'état de prospérité auquel elles pourraient prétendre, faute de pos-

séder l'outillage et les capitaux qui leur sont indispensables. »

Il est certain qu'il reste encore beaucoup à faire pour doter nos colonies des voies de communications nécessaires à leur développement : chemins de fer, routes, ports et installations maritimes, que le développement de la navigation moderne exige. L'établissement de cet outillage est extrêmement coûteux.

Il faudra entreprendre des travaux de régularisation des fleuves, d'assainissement, d'irrigation, en vue du développement de l'agriculture, d'améliorations urbaines, de constructions d'édifices publics, créer les nombreux organismes que la civilisation moderne rend obligatoires.

Or, cette œuvre créatrice est extrêmement coûteuse, mais il ne faut pas se le dissimuler, elle est la raison d'être de notre domination.

Après avoir fait remarquer que les capitaux nécessaires à leur mise en valeur ne peuvent être demandés aux colonies, qui n'en disposent pas suffisamment, l'honorable rapporteur de la Commission d'étude conclue, qu'on doit les rechercher dans la métropole.

A qui s'adressera-t-on, à l'État ou aux particuliers ?

« L'État français, dit M. Chailley, ne s'est pas montré partisan du régime des emprunts, et s'est efforcé plutôt de faire exécuter les travaux publics indispensables, au moyen de crédits régulièrement inscrits dans les budgets, soit des colonies, soit surtout de la métropole ; cette méthode a entraîné de longs délais dans l'exécution de l'outillage colonial. »

Il est donc préférable de solliciter l'épargne française, mais le capitaliste français est timoré, il ne confie son argent qu'à des intermédiaires puissants qui lui paraissent

présenter toutes garanties, et encore il a besoin d'être entraîné, sollicité, recherché.

Examinant les banques actuelles, M. Chailley écrit qu'« elles n'exercent aucune attraction, aucune autorité sur les capitaux qui pourraient être tentés de s'engager dans les affaires coloniales, et que si les colonies où elles fonctionnent avaient besoin de capitaux, aucune opération de crédit un peu sérieuse ne pourrait être effectuée par leur intermédiaire ; ces banques d'ailleurs, si on leur demandait, et si elles ambitionnaient de jouer ce rôle n'en auraient pas les moyens. »

Disons tout de suite que selon les intentions des protagonistes de l'introduction aux vieilles colonies, des capitaux métropolitains, la solution d'une question préjudicielle s'impose : la constitution d'un grand établissement de crédit qui se chargera du rôle d'intermédiaire. Nous réserverons pour un chapitre ultérieur l'examen de la question de la concentration, en matière d'organisation du crédit aux colonies ; pour le moment, ce que nous voulons étudier c'est le rôle qui sera ainsi dévolu au crédit colonial, rôle que certains ont recommandé aux banques actuelles de jouer.

En ce qui concerne les émissions des emprunts ouverts par l'État ou par la colonie, le rôle de l'établissement de crédit différera selon les cas. S'il n'est qu'intermédiaire, c'est-à-dire s'il se contente de prêter ses guichets pour effectuer l'émission, il ne court personnellement pas de risques. L'opération se résoudra pour lui par la perception de commissions. Mais la banque peut participer personnellement à l'emprunt, c'est-à-dire l'acheter, puis le revendre à sa clientèle. Au portefeuille-titres figurera le montant des titres pris, mais non encore placés.

Les statuts de nos vieilles banques coloniales les ont autorisées à souscrire aux emprunts publics, mais seulement jusqu'à concurrence des fonds versés à la réserve.

La Banque de l'Indo-Chine et la Banque de l'Afrique occidentale ont obtenu la même faculté jusqu'à concurrence d'une certaine proportion du montant de leurs réserves. Le rôle des banques peut ne pas se borner au placement de titres, il comprend aussi la création d'entreprises diverses qui se traduira au bilan par l'existence d'un compte, « Participations financières » représentant les opérations permanentes de commandite.

Les banques de nos vieilles colonies n'ont pas été autorisées à pratiquer ces opérations.

Au contraire, les statuts des Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale prévoient explicitement que ces établissements pourront participer, dans des limites déterminées, à la création de toutes affaires ayant leur objet dans les colonies où s'étend leur champ d'opérations.

La division du travail s'imposant en matière bancaire, comme dans toutes les autres industries, les opérations du genre de celles que nous venons d'envisager sont réservées en général à des banques spéciales dites « banques d'affaires », qui ne s'y livrent point avec les ressources ordinaires des banques d'émission et des banques de dépôts.

Dans son rapport sur l'exercice 1902, le Conseil de la Banque de l'Indo-Chine disait : « Nous n'ignorons pas assurément les inconvénients, les dangers même que présentent les immobilisations pour les établissements de crédit en général, et les banques d'émission plus spécialement. Mais nous croirions remplir incomplètement notre rôle si, de parti-pris et systématiquement, nous nous

abstenions de toute participation à des entreprises industrielles susceptibles de favoriser l'extension du commerce ou des intérêts français à l'étranger. » Il faisait preuve de sagesse en ajoutant : « Nous n'y contribuerons jamais que dans une mesure suffisamment prudente, pour qu'il n'en puisse résulter pour notre institution aucun mécompte de quelque importance. »

Au 31 décembre 1910, le poste « Participations financières » figurait à l'actif du bilan pour 2.370.721 francs. Ces participations s'appliquaient à des entreprises de nature très diverses : chemin de fer, navigation, sociétés agricoles et minières, sociétés d'électricité.

Si nous revenons aux banques de nos vieilles colonies, nous sommes obligés de constater que, quelque forme qu'on envisage au rôle des banques, en matière d'introduction de capitaux étrangers, leur œuvre fut jusqu'ici négative à ce sujet. Malgré que leurs statuts le leur aient permis, elles ne se sont pas chargées du placement des emprunts coloniaux ; de participations financières, il ne pouvait être question, la loi ne les y ayant point autorisées. Les banques actuelles n'ont pas été fondées et organisées dans le but de drainer les capitaux métropolitains vers les affaires coloniales.

Ainsi que le fait remarquer M. Sassias, par une singulière déviation de leur rôle en matière d'escompte et d'avances agricoles, les banques ont pratiqué en fait la commandite déguisée, qui les a conduites aux pires déboires.

Il ne faudrait pas en conclure qu'une aide prudente, s'appliquant à des affaires bien constituées, n'aurait pas pu produire de meilleurs résultats ; mais l'expérience du

passé indique assez quelles précautions les banques doivent prendre avant de se lancer dans ces opérations nécessairement très aléatoires.

---

## CHAPITRE VI

### Modifications proposées au régime actuel des Banques des vieilles colonies

*Modifications à l'organisation : le transfert du siège social dans la métropole, la commission de surveillance, l'agence centrale. Modifications aux opérations en matière d'avances diverses, en matière de change, en ce qui concerne le fonctionnement du privilège d'émission : la question des charges à imposer aux banques en contrepartie de leur monopole. — Modifications à apporter à la condition financière des banques. — La création du crédit agricole colonial mutuel. — Améliorations en ce qui regarde le prêt sur récoltes. — De la nécessité de procurer aux banques des ressources à longue échéance : les dépôts à intérêt, les bons à moyen terme.*

Molien a dit : « La question des banques n'est pas du domaine de la théorie ; en effet, elle n'admet dans ses éléments que des faits positifs, des résultats constants et éprouvés. Entre la théorie spéculative, qui franchit inconsidérément tous les obstacles, et la routine qui travestit en obstacle tout ce qui dépasse ses timides aperçus, l'analyse exacte en matière de banque trace une ligne ferme, en deçà et au delà de laquelle il y a insuffisance ou exagération des moyens. »

Nous voulions placer ces sages paroles au début de ce chapitre comme une caution pour nous-même ; la ligne de conduite que nous suivrons, au cours des développements qui vont suivre, est celle que Molien formule en termes si élevés. Il est entendu que les modifications

que nous envisageons dans ce chapitre n'ont pas pour résultat de changer la physionomie actuelle de l'organisme destiné à distribuer le crédit à nos vieilles colonies. Ces modifications ont seulement pour but d'apporter aux conditions dans lesquelles fonctionne cet organisme les précisions, les compléments, recommandés par l'expérience.

Avant même d'envisager des changements aux statuts actuels, il est indispensable de dire qu'une amélioration sensible de la situation des banques résultera toujours pour elles d'une observation plus stricte de ces statuts.

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, les conséquences désastreuses qui étaient résultées parfois, pour les banques, de la méconnaissance de leurs statuts. Lorsqu'en 1901, MM. Caillaux et Decrais présentèrent à la signature du Président de la République le projet de loi comportant pour les banques, renouvellement de leur privilège, ils s'exprimaient ainsi : « Il faut espérer qu'en présence de la nécessité d'obtenir, dans un avenir peu éloigné, une nouvelle prorogation de leur privilège, les banques s'efforceront de conduire leurs opérations avec prudence, et de rester dans la stricte observation des statuts. »

Depuis 1901, une amélioration sensible s'est produite dans la gestion des banques par ce fait que les errements auxquels elles s'étaient abandonnées pendant le dernier quart du siècle précédent, ont cessé.

Il serait regrettable qu'un relâchement vînt compromettre dans l'avenir une situation qui s'assainit peu à peu, et est redevenue bonne.

L'avenir des banques est bien plutôt entre leurs mains qu'en celles du législateur.

Il importe, en outre à tout à prix, que le gouvernement

pratique à l'égard des banques locales une politique de non immixtion absolue.

Au cours de ce chapitre toute une série d'améliorations à apporter au régime existant seront étudiées, il en est cependant une qui domine toute la question, et qui doit par conséquent trouver sa place ici même.

Il y aurait intérêt à substituer le décret à la loi, pour la fixation des conditions de fonctionnement de toutes les Banques Coloniales.

Placées depuis leur origine sous le régime souple des décrets, les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale n'ont subi aucun retard dans la mise en vigueur des changements qu'il était nécessaire d'apporter à leurs statuts. La machine parlementaire est longue à mettre en mouvement, et lente à fonctionner, il est particulièrement inadmissible qu'on doive recourir à une décision législative pour des modifications de détail, des retouches. A chaque renouvellement de privilège, des discussions sans fin, menacent d'éterniser la solution. Les banques ont trop souffert du régime provisoire que l'insouciance du Parlement leur a fait subir, de 1894 à 1901, pour qu'il ne soit pas utile d'en prévenir le retour.

Ceci dit, envisageons les diverses modifications que pourraient subir les statuts dans un but d'amélioration, tant en ce qui concerne l'administration que les opérations des banques.

\*  
\* \*

La question qui s'impose d'abord à l'attention est celle de savoir comment on assurera définitivement à l'avenir l'indépendance des banques vis-à-vis des intérêts locaux.

La solution proposée consiste dans la délocalisation des banques, dans le transfert à Paris de leur siège social.

Ce transfert, qui aurait pour conséquence la suppression de l'agence centrale, ne rendrait point inutile l'entente avec un grand établissement de crédit, dont le réseau d'agences est indispensable à la Banque Coloniale pour effectuer ses recouvrements et ses paiements.

Cette transformation ne rencontre pas une approbation unanime.

En faveur du maintien du siège social aux colonies on dit que la présence sur place, de ceux qui détiennent la responsabilité, présente des avantages indéniables, que l'organisation actuelle permet de surveiller plus efficacement la marche des opérations des banques, qu'elle a l'avantage de ne pas entraîner les frais généraux qui résulteraient de la coexistence d'une administration centrale à Paris, et d'une direction locale.

Les actionnaires prétendent que le champ d'action actuel des banques, même fusionnées, ne justifie pas l'entretien d'un siège à Paris, mais, que la question se poserait dans d'autres conditions si l'on augmentait la puissance des institutions actuelles en mettant Madagascar dans leur rayon d'opérations.

Assurément il y a du bon dans ces arguments. A notre avis on doit surtout considérer dans la question l'intérêt majeur qu'il y a à assurer l'indépendance de la banque.

La Banque de l'Algérie, la Banque de l'Indo-Chine et la Banque de l'Afrique occidentale, qui ont leur siège social à Paris, ne se plaignent pas, au contraire, de cet état de choses.

Dans l'une de ses dernières séances, la Commission extraparlémentaire chargée d'étudier le régime des éta-

blissements de crédit à la Guadeloupe, à la Martinique, à la Réunion et à la Guyane a nommé une sous-commission de douze membres chargée d'élaborer un projet de mise en application de la motion votée, le 25 juillet 1911, par la Commission, qui prévoit que le siège central doit se trouver dans la métropole.

Si le transfert du siège social est opéré, il faudra se fier aux décisions des conseils d'escompte locaux dont l'esprit critique et l'impartialité, dit M. Tassias, « auront besoin d'être très fortement appuyés par l'autorité et l'indépendance du directeur. »

Les banques recommandent au Gouvernement de s'adresser à la Banque de France pour avoir des directeurs. On propose même que les statuts obligent le gouvernement à ne les choisir que parmi les candidats ayant fait un stage effectif de cinq années au moins dans une grande banque.

Il conviendrait aussi que les banques formassent des administrateurs compétents.

En ce qui concerne la participation aux assemblées générales, les statuts autorisent tous propriétaires de moins de dix actions à se réunir, et à se faire représenter par l'un d'eux. Cette faveur des statuts atteint en droit tous les actionnaires, mais en fait, ceux-là seuls qui parmi eux résident aux colonies.

Nous savons combien il est essentiel d'assurer aux petits porteurs une action sur la marche des affaires de la banque, il serait donc utile de modifier les statuts de façon à ce que les groupes de dix actionnaires puissent se faire représenter par un actionnaire quelconque.

On pourrait vivifier le rôle de la Commission de surveillance. M. Vignon voudrait la voir fortifiée par le concours

de spécialistes et d'intéressés, et chargée des attributions d'un haut conseil que les directeurs locaux devraient en certaines occasions consulter obligatoirement; il y voit un moyen de soustraire les directeurs aux influences locales. On a proposé aussi de compléter la composition actuelle de la commission par l'adjonction de quatre membres, un par banque, nommés par l'Assemblée générale, parmi les actionnaires résidant en Europe.

Nous avons vu à quoi se borne le rôle de l'agent central, il n'a ni initiative, ni contrôle. L'agent reçoit les traites à encaisser, et l'état des traites tirées sur la France qu'il se charge de faire accepter. Il tient le registre des actions métropolitaines et délivre les quittances des dividendes à toucher au Comptoir, toutes opérations qui pourraient être directement faites par le correspondant des banques dans la métropole.

La suppression de l'agence centrale est sollicitée par les conseils d'administration des banques qui considèrent que cet organe est trop coûteux pour sa relative utilité. M. Sabourdin, président de l'association des actionnaires, n'est pas partisan de la suppression de l'agence centrale. Voici ce qu'il a dit à ce sujet au cours d'une déclaration faite en 1911 à la Commission extraparlémentaire actuelle : « Il est nécessaire, à notre avis, que les banques aient à Paris, auprès des pouvoirs publics, un représentant qui leur soit dévoué, qui fasse corps avec elles pour la défense de leurs intérêts. Supprimer l'agence centrale, ce serait abandonner les Banques Coloniales à l'indifférence des bureaux où leurs affaires seraient éparpillées, peut-être même les livrer aux combinaisons de l'établissement correspondant à l'expiration des périodes de privilège. »

Si l'on maintient l'agence centrale, il faut que le choix

de l'homme, placé à sa tête, soit guidé par des considérations purement professionnelles. L'agent central doit être un banquier de carrière, un homme du métier « cherchant, selon les termes de M. Sabourdin, à satisfaire et à développer la clientèle métropolitaine des Banques Coloniales. » Et il ajoute : « Combien d'affaires d'escompte et d'avances sur papier documentaire pourraient être faites de la sorte à Paris pour le compte des banques, et réduire à néant le pseudo grief de quelques exportateurs métropolitains qui ne trouvent pas assez grandes les facilités de faire argent de leur papier sur les colonies. »

Les banques ont demandé la suppression du poste de commissaire du gouvernement près l'agence centrale, l'agent central étant déjà lui-même un délégué du gouvernement.

\*  
\* \*

Voici quelles sont les améliorations envisagées en matière de crédit au commerce :

En faveur du commerce métropolitain, les Banques Coloniales ne demandent pas mieux que de faire, sur une plus grande échelle, les opérations d'avances ou d'escompte qu'elles font déjà avec les exportateurs de France qui veulent bien s'adresser à elles. Les exportateurs n'ont qu'à s'entendre à ce sujet avec les Banques Coloniales qui donnent à l'agence centrale les instructions nécessaires.

Les Banques leur consentiront par l'intermédiaire de l'agence centrale des avances sur marchandises chargées.

Il est du reste déjà très facile aux exportateurs de se faire consentir des avances sur leur papier. Les établissements de crédit, la Banque de France elle-même,

prennent les effets sur les vieilles colonies à des conditions avantageuses.

La loi du 29 décembre 1914 qui a consolidé le privilège de la Banque de France l'a obligée à escompter le papier sur l'étranger et les colonies, opération qu'elle pratiquait déjà de son propre mouvement auparavant.

Examinons dans quelles conditions la Banque a jusqu'ici accepté les effets payables sur l'étranger et dans nos colonies : Elle admet ces effets à l'escompte, pourvu qu'ils aient été soit créés en France, soit créés à l'étranger et adressés en règlement à des négociants ou commerçants résidant en France. » La Banque laisse à sa clientèle les risques des fluctuations des cours du change. Elle perçoit une commission variable selon le pays où l'encaissement doit avoir lieu, et aussi modérée que possible.

Ces facilités sont encore peu connues du commerce, le nombre des signatures exigées : trois au moins, la longueur maximum du délai à ouvrir : trois mois, cadre obligé des opérations de la Banque de France font que les exportateurs métropolitains n'ont presque pas recouru jusqu'ici aux services de la Banque de France, pour l'escompte de leur papier sur les colonies, et aussi sur l'étranger. La plupart des exportateurs sont en relations d'affaires avec des banques métropolitaines, parfois aussi et peut-être trop souvent, avec des banques étrangères.

Si nos exportateurs coloniaux préfèrent recourir aux Banques Coloniales, ils les trouveront disposées à leur accorder leur concours.

En faveur des importateurs coloniaux, on souhaite le développement des crédits confirmés qui leur évitent, pour leurs règlements commerciaux lointains, d'avoir recours à la complaisance coûteuse ; le fabricant, sur

la demande des importateurs devant proroger les échéances, se couvre du risque nouveau par une majoration du prix qui place la marchandise hors marché, et ne la rend plus susceptible de réexportation, alors qu'il est de beaucoup préférable de voir la banque munie des pièces documentaires, connaissements et autres, faire payer par son correspondant le fournisseur de son client, et pourvue de garanties sérieuses, accorder à ce dernier toutes les facilités que sa situation commerciale peut permettre.

Nous devons indiquer ici, une modification proposée à la rédaction de l'article 10 des statuts, en ce qui concerne l'escompte local.

Le paragraphe premier de cet article serait ainsi transformé : « Les opérations des banques consistent : A escompter les lettres de change ou autres effets de commerce à ordre à deux ou plusieurs signatures, notoirement solvables, dont l'échéance ne doit pas dépasser 120 jours. » On supprime ainsi l'expression « effets de place » qui ne figure du reste pas dans les statuts de la Banque de l'Algérie, et qui a motivé cette critique, qu'elle rend impossible la négociation dans les colonies du papier de commerce n'ayant qu'une seule signature locale, bien que portant une première signature extérieure de toute valeur. Les effets de place sont les effets payables dans le lieu où il sont souscrits. Le papier qui répond aux conditions que nous venons d'indiquer ne rentre pas dans le cadre des effets de place, il est utile qu'un élargissement des statuts permette la négociation de ce papier.

La question que nous allons nous poser à présent est celle-ci : convient-il de modifier les conditions dans lesquelles les banques pratiquent actuellement l'escompte ?

En ce qui concerne le taux de l'escompte, on a proposé sa limitation officielle, ou sa fixation en fonction au taux de la Banque de France. Nous ne saurions en aucune façon partager cette opinion.

Si l'on restreint le taux du crédit, on diminue le bénéfice de la banque, mais celle-ci cherchera à limiter ses risques, il en résultera une diminution forcée du crédit distribué, ce qui aboutirait à produire l'opposé de ce que l'on cherche en imposant une limitation au taux de l'escompte. Le commerce considère davantage l'importance du montant avancé, que le prix qu'il doit payer, surtout lorsqu'il ne s'agit pas de taux très élevés.

Enfin les conditions économiques sont trop différentes, entre la colonie et la métropole, pour qu'un rapport quelconque puisse être établi entre leurs taux d'escompte respectifs. Ce qui nous semble élevé à nous, ne l'est pas tant là bas.

Examinons les nouveautés proposées en matière d'avances.

On voudrait que les banques reçoivent l'autorisation de faire des avances en compte courant sur hypothèques et créances hypothécaires, avances qui seraient toujours exigibles. Les banques seraient encore autorisées à admettre la constitution d'hypothèque à titre de garantie complémentaire en général, et aussi à titre de garantie suppléant à l'une des deux signatures que doivent porter les obligations présentées à l'escompte.

On est d'avis, que des avances du tiers sur les immeubles et les créances hypothécaires seraient suffisantes pour débiter en cette matière. Cette nouveauté serait, paraît-il, très favorablement accueillie dans nos vieilles possessions.

On pratique actuellement des taux variant entre 8 et 15 % que l'intervention des Banques Coloniales réduirait considérablement.

Il existe des banques coloniales étrangères auxquelles ces opérations sont permises : la Banque de Java par exemple qui peut faire des avances hypothécaires sur immeubles situés aux Indes néerlandaises. Le contrat, qui les constate, est passé pour une durée de six mois, mais il peut être renouvelé tacitement, et M. Goumain-Cornille déclare qu'« il arrive souvent que les renouvellements se continuent pendant plusieurs années consécutives, aussi longtemps que les intérêts de la banque peuvent être considérés comme entièrement garantis par la valeur de l'immeuble engagé ».

La Banque de Java ne peut consacrer plus du tiers de son capital à des prêts hypothécaires.

Nous ne voyons, pour notre part, pas d'inconvénients majeurs s'opposant à ce que les banques soient autorisées à consentir des avances en comptes courants sur hypothèques, à condition qu'elles ne se départissent pas d'une prudence extrême.

Il nous semble par contre que vouloir transformer les banques actuelles en banques de prêts fonciers à longue échéance, c'est ajouter une nouvelle complication à un organisme dont l'effort est déjà trop dispersé.

En tout cas les banques ne pourraient absolument pas s'y livrer avec leurs ressources actuelles ; il leur en faudrait de spéciales. On a pensé créer dans ce but, dans l'organisme des banques, un compartiment étanche à disponibilités limitées qui leur permettrait de se livrer au crédit à long et moyen terme. En examinant les réformes qui s'imposent, dans le département agricole des banques, nous

constaterons la nécessité de doter les banques de ressources vraiment appropriées à ces opérations, à longue échéance; peut-être conviendrait-il, puisqu'il s'agit dans les deux cas de procurer aux banques des ressources de longue durée, d'en unifier la provenance et d'en varier l'utilisation. Nous verrons quand nous serons arrivés aux opérations agricoles comment on pourrait faciliter la solution de la question.

Donner aux banques les moyens de faire du crédit à moyen terme nous semble une mesure heureuse, les obliger à pratiquer le crédit à longue échéance, nous paraît devoir constituer une faute.

Il serait à notre avis beaucoup préférable de charger des opérations de prêts fonciers à long terme, un institut spécialement créé et outillé dans ce but. Revenons aux mesures destinées à développer les avances à courte échéance.

On a souhaité l'extension des avances sur titres aux valeurs créées ou garanties par le gouvernement ou les municipalités de la colonie. Dans les conditions actuelles, les avances ne peuvent être faites que sur des valeurs admises par la Banque de France, qui n'admet que très peu de valeurs coloniales, ce qui, dit-on, crée une situation au moins anormale.

La Banque de l'Algérie a plusieurs fois sollicité cette faculté, mais le gouvernement vient une fois de plus de la lui refuser; il a rappelé que les dispositions concernant l'extension des avances sur titres, jointes en 1906 au projet de loi augmentant la limite de la circulation fiduciaire, ont été rejetées à cette époque par la Commission de la Chambre, et retirées par le Gouvernement.

La raison donnée par le ministre des finances, dans l'exposé des motifs, est celle-ci : « ni les avances sur mar-

chandises, que la banque sollicitait en outre d'effectuer, ni les avances sur titres, en dehors de certaines catégories de valeurs offrant une sécurité particulière, ne donnent les conditions de réalisations faciles et rapides que commande impérieusement la nature des engagements d'une banque d'émission. »

Mais le ministre ajoutait une autre raison qui peut être invoquée contre la Banque de l'Algérie, mais qui ne vaut que dans des proportions moindres contre les vieilles colonies ; il disait : « L'organisation bancaire de la colonie est d'ailleurs dès maintenant assez avancée pour que son commerce trouve autre part des facilités de cet ordre. »

Nous savons que l'organisation bancaire de nos vieilles colonies est rudimentaire, et que leurs banques remplissent des fonctions qui ailleurs sont confiées à des organismes distincts.

Nous aurons terminé la question des avances lorsque nous aurons dit quelques mots des prêts aux communes. Interdites aux banques depuis 1901, il apparaît à un grand nombre de personnes qu'on pourrait sans danger leur permettre de les effectuer de nouveau. Ces prêts seraient gagés sur l'octroi de mer ou autrement ; comme supplément de précautions, ils ne seraient permis aux banques que sur leurs réserves, encore faudrait-il, à notre avis, que celles-ci fussent préalablement largement dotées.

Quant à l'énumération limitative des opérations permises aux banques de nos vieilles colonies on pourrait l'augmenter des deux facultés suivantes qui figurent dans les statuts des Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale : délivrer contre garantie des lettres de crédit, traiter pour le compte des tiers et les représenter.

..

On prétend que les banques actuelles ne sont pas suffisamment assurées du lendemain pour passer des contrats de change de longue durée ; on dit qu'elles sont à la merci des conditions atmosphériques, de la mévente des produits locaux, de la baisse des cours pouvant entraîner des crises du change.

Assurément l'avenir peut très bien réserver à nos vieilles possessions de nouvelles crises du change, mais, dire que leurs banques sombreront dans ces crises nous semble aventuré, le passé prouve au contraire, que les banques savent vaillamment sortir des épreuves comme on en verra certainement peu de plus graves que celles passées.

Nous avons eu l'occasion de constater que les taux actuels du change sont très minimes, il est à souhaiter, pour le développement des relations commerciales, qu'il en soit ainsi longtemps.

Il n'y a point de remèdes aux variations du taux de l'agio qui résultent, pour une large part dans ces pays, de l'état de la balance du commerce.

Seuls des palliatifs, en particulier celui qui résulte de la variété des productions, et par suite des exportations, peuvent rendre les crises moins aiguës.

Tout ce qui facilitera les règlements entre les colonies et l'étranger aura sur le change une influence bienfaisante.

On notera en particulier l'action moderatrice qu'exercerait au besoin le développement, dans la métropole, de l'escompte du papier sur les colonies.

Les exportateurs français seront certes les premiers à

en profiter, mais, M. Artaud a très justement montré dans son rapport à la Chambre de commerce de Marseille, qu'il y allait de l'intérêt des colonies. « A l'heure qu'il est, écrit-il dans ce rapport, rien n'avertit l'importation qu'une circonstance quelconque : cyclone, sécheresse ou autre, en agissant sur les récoltes pendantes, a détruit par avance l'équilibre entre les importations et les exportations, seul le change agit pour rétablir cet équilibre, en créant à la fois une charge pour l'importation et une prime pour l'exportation. Il n'en est pas de même pour les colonies sur lesquelles les Banques Coloniales, à siège métropolitain, prennent du papier. Elles réduisent cet escompte et n'avancent que les trois quarts, les deux tiers ou la moitié des effets qu'elles estimeraient pouvoir prendre en totalité en période normale, à raison de la surface des tireurs et des tirés, cette action modératrice agissant comme frein, suffit pour modérer les importations et rétablir l'équilibre.

Les changes à 30 %, dont on a fait grief aux colonies, n'existent qu'avec les banques isolées de la métropole, et sont dans certains cas justifiés, mais le trouble qu'ils apportent dans les affaires doit en faire éviter la possibilité, si l'on peut trouver un autre frein dont l'action, tout aussi énergique, se fasse cependant sentir sans à-coups. »

Nous savons que dans l'état actuel des choses, sans que les banques aient un siège métropolitain, l'escompte du papier sur les colonies peut s'effectuer par l'intermédiaire de l'agence centrale. Il ne tient donc qu'aux banques, en développant l'usage de cet escompte, de pouvoir disposer, en cas de crise, du frein dont parle l'honorable rapporteur.

Il est néanmoins certain, que le transfert du siège social

à Paris faciliterait grandement l'escompte du papier des exportateurs français.

Il est à souhaiter que si une nouvelle crise du change survient, les banques s'inspirant des exemples du passé sachent en diminuer les déplorables effets, pour elles et les colonies intéressées.

On peut par exemple leur donner ce conseil, dicté par la plus élémentaire prudence, de constituer dans la mesure du possible une réserve spéciale formée par un prélèvement sur les recettes provenant de l'émission des mandats, de façon à augmenter leur passif d'un élément qui servira au besoin à éteindre la dette à découvert qu'elles pourront avoir à Paris.

Il nous plaira de signaler ici les efforts couronnés de succès faits depuis 1899 en vue d'empêcher les variations du change entre l'Algérie, la Tunisie et la métropole. On a cherché en Algérie à supprimer le commerce du papier sur la France et sur la Tunisie.

Les commerçants coloniaux qui doivent effectuer des remises en France pour solder leurs achats, ou les Algériens qui veulent transporter leurs capitaux en France pour les placer, reçoivent, des agents algériens du Trésor des mandats sur le Trésor français, moyennant une commission de 0 fr. 50 pour 1.000 francs.

La Banque de l'Algérie, qui ne dispose pas à Paris aussi régulièrement que le Trésor d'importantes ressources, ne pourrait pas délivrer à guichet ouvert des mandats à tous ceux qui se présenteraient pour en acheter. Grâce à l'intervention du Trésor, le change entre l'Algérie et la Métropole ne dépasse plus le taux qui vient d'être indiqué. Mais les choses ne se passent pas en Algérie comme dans les vieilles colonies. Il n'y a pas accumulation

des billets de la banque, au Trésor colonial. Le Trésor possède un compte avec la Banque de l'Algérie, qui est crédité des versements représentant le produit des ventes de mandats opérées par lui.

Cette combinaison fait subir à la banque, dans l'intérêt du commerce algérien, des charges onéreuses.

En effet elle verse à l'État des intérêts sur le solde de son compte, et actuellement les sommes ainsi payées par l'établissement dépassent annuellement un million et demi.

La suppression du change, entre l'Algérie et la métropole, est résultée d'une heureuse collaboration de la Banque et du Trésor.

Dans nos vieilles possessions, il en a été tout autrement, le Trésor a concurrencé la banque locale.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que les rapports des banques et du Trésor se sont améliorés. Celles d'entre elles, qui ont encore au Trésor d'importants montants de leurs billets, se sont décidées à en effectuer le remboursement progressif aussi rapidement que possible. Il est à souhaiter que les exagérations de jadis ne se reproduisent point.

On a suggéré de protéger les banques contre les exigences du Trésor, en limitant, au montant des dépenses effectuées dans les colonies par la métropole, l'obligation pour les Banques Coloniales de rembourser leurs billets au Trésor en espèces métropolitaines, au-dessus de cette somme le Trésor devrait se contenter, tout comme les particuliers, des bons de caisse des banques.

Nous citons ce mode de détermination, d'une limite au remboursement en espèces des billets au Trésor, pour ce qu'il vaut.

Les limitations de ce genre sont d'un fonctionnement singulièrement délicat. Néanmoins, nous convenons qu'il y a certainement une injustice à faire supporter, dans une mesure illimitée aux banques, une obligation qui ne dérive pas de leur fait, et dont l'accomplissement est fort dispendieux pour elles.

\*  
\* \*

En ce qui touche le fonctionnement du privilège d'émission des banques, aucune modification considérable aux statuts ne s'impose. Nous connaissons les deux règles fondamentales qui régissent leur faculté d'émission. La première est la suivante : le montant cumulé des billets en circulation, des comptes courants, et des autres dettes de chaque banque, ne peut excéder le triple du capital social et des réserves, à moins que la contre-valeur des comptes courants et des autres dettes ne soit représentée par du numéraire venant en augmentation de l'encaisse métallique.

En d'autres termes, les ressources provenant des tiers ne peuvent excéder le triple des ressources propres de la banque.

Cette règle constitue une marge de garantie pour les tiers. En voici l'explication par deux exemples. Mettons en présence un actif de 90 et un passif où les ressources propres sont de 40 et celles provenant des tiers de 50. Les tiers perdront 10 % de leur créance, c'est-à-dire ne recevront plus que 45, lorsque la valeur de l'actif aura diminué de 45, soit 50 % de son montant.

Supposons maintenant qu'en contrepartie d'un actif de 30, figure un passif composé pour 10 de ressources propres, et pour 20 de ressources provenant des tiers.

Pour que les tiers perdent 10 % du montant de leur créance, et ne reçoivent plus que 18, il faut que l'actif subisse une dépréciation de 12, soit 40 % de son montant. Ces tiers seront plus favorisés que ceux du premier exemple, puisque la même perte ne correspond dans ce cas qu'à une dépréciation de l'actif beaucoup plus considérable que dans le premier.

D'un autre côté, plus les ressources propres seront élevées, par rapport à celles provenant des tiers, meilleure sera la situation de ces derniers en face d'une diminution de valeur de l'actif.

La limite du triple du capital et des réserves, fixée par le législaieur au montant cumulé des billets, comptes courants et autres dettes, est parfaitement justifiée, et n'a aucunement besoin d'être modifiée.

La deuxième règle, en matière d'émission, est celle selon laquelle le montant des billets en circulation ne peut en aucun cas, excéder le triple de l'encaisse métallique.

L'existant métallique ne peut descendre au dessous du tiers de la circulation fiduciaire. Certains trouvent que c'est exiger des banques une encaisse exagérée.

On dit que l'argent des banques doit travailler, qu'il est ridicule de les obliger à garder en caisse des espèces improductives, qu'on pourrait substituer le portefeuille commercial à une partie de l'encaisse métallique comme garantie de la circulation fiduciaire, qu'il vaudrait mieux en tout cas, pour les Banques Coloniales, avoir en caisse de la rente au lieu de l'or car elles en toucheraient les coupons.

Nous ne saurions partager cette manière de voir, nous considérons comme bonne politique financière de recom-

mauder aux banques d'augmenter un peu leur encaisse. Son minimum ne saurait être abaissé.

On leur recommandera en outre de faire de la faculté d'émission un usage modéré.

La grande question qui se pose, à l'occasion du renouvellement du privilège des Banques Coloniales, est celle de savoir quelles charges on fera peser sur elles, en contrepartie des avantages qu'elles retirent de l'exercice du monopole.

On admet que l'État, aliénant au profit des banques son droit d'émission, droit régalien, il est juste que la banque bénéficiaire accorde des compensations à la collectivité.

Ces compensations sont d'ordres variés. Ce peuvent être des avances sans intérêts, des redevances forfaitaires ou proportionnelles à la circulation productive, des services variés dérivant de rapports de trésorerie avec l'État, l'obligation où le Gouvernement placera la banque de créer des succursales dans des endroits désignés par lui.

La Banque de France, la Banque de l'Algérie, la Banque de l'Indo-Chine, la Banque de l'Afrique occidentale se sont vu imposer des charges de ce genre, en contrepartie de leur privilège et, le fardeau de ces charges a augmenté en poids à chaque renouvellement.

M. Théry a établi que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1897, l'exercice de son privilège d'émission avait fait subir à la Banque de France une charge annuelle de 0,33 %<sup>0</sup>, que des frais divers, se rapportant toujours à l'exercice du privilège, auraient élevée à 0,75 %<sup>0</sup>, « chiffre supérieur, dit M. Sassias, à l'intérêt annuel que les sociétés de crédit payent à leurs déposants, 0,50 %<sup>0</sup>, dans les périodes d'argent à bon marché. »

Dans ces conditions onéreuses, l'intérêt d'obtenir le monopole de l'émission fiduciaire, est pour une banque singulièrement diminué. Si nous comparons entre elles les diverses charges qu'on peut imposer aux banques d'émission, quelle est celle qu'il est préférable de choisir comme la moins dangereuse ?

On a parlé de demander des avances aux Banques Coloniales pour faciliter l'exécution des grands travaux. Les avances sans intérêt, remboursables seulement à l'expiration du privilège, sont périlleuses pour les banques d'émission. Elles constituent un concours permanent, elles grossissent le chiffre de la circulation d'une quantité de billets gagés uniquement par une créance sur le Trésor, et ne favorisent pas la liquidité de la banque. Pour ces raisons, elles ne sont pas recommandables. « La seule chose raisonnable qu'on puisse demander à une banque d'émission, a écrit M. Manchez dans l'une de ses chroniques financières, c'est une part proportionnelle dans les bénéfices qu'elle réalise à l'aide de son privilège. Encore convient-il de ne pas exagérer cette participation, de peur que, pour accroître le dividende de ses actionnaires, la Banque ne se décide à courir des risques qu'une banque d'émission doit avoir soin d'éviter. »

Évidemment on pourra songer à imposer aux banques de nos vieilles possessions de faire profiter les colonies d'une partie de leurs bénéfices, mais il ne faut pas penser que les pays intéressés se procureront par ce moyen des ressources bien considérables, et on se leurrerait, si on attendait ces sommes pour secourir l'agriculture coloniale ou poursuivre la réalisation des grands travaux indispensables à la mise en valeur des colonies.

..

Nos vieilles banques coloniales étendent en principe leur action à des pays assez vastes et très peuplés, en ce qui concerne les îles tout au moins, or jusqu'ici, elles ne disposent que des services installés à leur siège social et de quelques rares agences. M. Sassias s'étonne, avec juste raison, que depuis longtemps les banques n'aient pas ouvert des bureaux auxiliaires dans nombre de petits centres riches et actifs.

De même que la Banque de l'Algérie s'est efforcée de favoriser les petites banques locales, on souhaiterait voir, les banques de nos vieilles possessions encourager la création de petits comptoirs de crédit, qui formeraient le premier échelon d'une organisation bancaire moins rudimentaire. On va même jusqu'à demander d'en obtenir l'accomplissement par les banques actuelles, et sur leurs réserves. C'est peut-être aller un peu loin.

Tous les efforts qu'on tentera pour augmenter l'utilité des banques en assurant à leurs capitaux une utilisation meilleure encore que par le passé, sont louables.

Il est regrettable de voir le capital social des banques immobilisé au Comptoir, et être sans emploi productif. De même, les importantes disponibilités que les banques ont à Paris seraient certainement mieux employées dans la colonie.

Elles pourraient aussi être utilisées d'une façon intéressante à l'escompte du papier sur les colonies. Ces immobilisations sont la rançon de la sécurité dont les banques jouiront en temps de crise.

A ce moment les tirages dépassant les remises, le crédit ouvert par le Comptoir National d'Escompte jouera pour

couvrir l'excédent des tirages ; or, ce crédit ne peut être consenti par le correspondant sans garantie.

Cette garantie est constituée par le dépôt, à titre de nantissement, des valeurs représentant le capital et les réserves.

L'organisation présente, qui a pour conséquence un manque à gagner pour les banques, et qui entraînent des immobilisations regrettables, pourrait peut-être être modifiée.

La question est singulièrement délicate, nous nous contentons de la poser.

On pourrait par exemple diminuer l'importance du crédit ouvert par le Comptoir et affecter par conséquent, à sa garantie, un montant moins considérable de titres.

Mais certaines personnes vont plus loin. Elles proposent de libérer complètement les valeurs représentant le capital et les réserves des banques, et de leur en rendre la libre disposition.

Les banques ne tireraient que dans la mesure de leurs remises, et s'arrêteraient quand celles-ci seraient épuisées.

Mais, objectera-t-on, si ces établissements suspendent leurs tirages en cas de crise, c'est-à-dire à un moment où le secours qu'on attend d'eux sera le plus nécessaire, ils ne rempliront point de la sorte le rôle économique qui leur est dévolu, et il est inutile de leur donner des privilèges. Admettons que les banques ne suspendent pas leurs tirages. Lorsqu'elles menaceront de s'endetter au Comptoir, on verra, dit-on, à ce moment là, par quel moyen on garantira cette endettement probable, par exemple par un dépôt de titres.

Ces solutions n'assurent certainement pas l'avenir.

Leur adoption aurait cependant cette conséquence heureuse, qu'on ne verrait plus figurer à l'actif du bilan des banques le trop important portefeuille-titres qui s'y trouve aujourd'hui.

Cela nécessiterait une modification préalable des statuts aux termes de laquelle les Conseils d'administration n'auraient plus besoin du contrôle du ministère des colonies pour vendre ou engager leurs valeurs.

Pour saisir l'intérêt de cette modification, il faut se rendre compte de la nature des valeurs appartenant aux banques des vieilles colonies.

Le capital de ces établissements a été à l'origine représenté par de la rente française, et il est resté tel. Les banques n'étaient point obligées de représenter leurs réserves par de la rente, elles l'ont fait de leur plein gré. Le portefeuille-titres est donc principalement constitué de la sorte.

On dit, que dans les conditions actuelles, les directeurs peuvent craindre de mécontenter le gouvernement en demandant à vendre de la rente, et de plus, que le temps nécessaire pour obtenir l'autorisation sera tel que parfois l'opération de vente ne présentera plus d'intérêt lorsque l'autorisation sollicitée sera arrivée.

« Il y aurait eu grand intérêt par exemple pour la Banque de la Martinique, déclare M. Sabourdin, à vendre de la rente quand elle a dû rembourser les 1.420.000 francs de billets supposés perdus à Saint-Pierre. Elle a dû à ce moment s'endetter au Comptoir d'Escompte où elle paie des intérêts plus élevés que ceux que lui rapporte son 3 % amortissable. »

La Banque de l'Afrique occidentale ne possède aucune valeur, et le portefeuille-titres de la Banque de l'Indo-

Chine est minime, il comprend pour partie des valeurs étrangères.

Pourquoi, n'affranchirait-on pas les vieilles banques du contrôle gouvernemental, en ce qui concerne la vente de leurs titres ?

L'examen de la politique des vieilles banques, en matière de constitution des réserves et de distribution des dividendes, nous a amené à adresser à ces institutions de sévères critiques.

Les affaires des banques allant en se développant, la constitution d'importantes réserves leur sera facilitée, et il est indispensable qu'elles se décident à entrer dans cette voie. Les statuts pourraient au besoin les obliger à pratiquer une large politique de prévoyance, se traduisant par la création de réserves spéciales ou temporaires qui s'imposent, en considérations des aléas divers auxquels sont exposées les Banques Coloniales.

De même, il y aurait intérêt à ce que les banques, à la fin de chaque semestre, réservent une partie de leurs bénéfices nets et en effectuent le report au semestre suivant pour permettre, en temps de crise ou dans les périodes de diminution des bénéfices, de servir à leurs actionnaires un dividende sensiblement constant.

Nous terminons l'examen des modifications d'ordre financier, à apporter au régime actuel, en disant deux mots des créances en souffrance.

La Commission de 1898 aurait voulu définir les créances en souffrances, et empêcher d'une façon stricte les renouvellements successifs qui ont plongé jadis les banques dans de si grands embarras. On a constaté la difficulté de légiférer d'une façon pratique en cette matière.

Aux termes des statuts, les créances en souffrance ne

peuvent être comprises dans le compte de l'actif pour un chiffre excédant le cinquième de leur valeur nominale. Il n'est pas admissible toutefois, que ce cinquième figure indéfiniment à l'actif, en totalité ou en partie.

On a proposé de compléter les statuts ainsi : « Toute portion de ce cinquième, qui n'aura pas été recouvrée dans le délai d'un an après l'entrée en souffrance d'une créance, ne pourra plus être maintenue au bilan. »

\* \*

En matière de crédit à l'agriculture coloniale, la question qui s'impose est celle-ci : qu'il est nécessaire de faire quelque chose en faveur de la petite et de la moyenne culture.

Pourquoi ne pas promulguer, dit-on, dans nos vieilles colonies, tout l'arsenal législatif qui a établi le crédit agricole en France et en Algérie, avec les amendements nécessaires?

Donnons à grands traits une esquisse de l'organisation du crédit agricole telle qu'elle fonctionne en France.

Le gouvernement, qui par la loi du 21 mars 1884 avait facilité aux agriculteurs le moyen de se réunir en syndicats en vue de la défense de leurs intérêts, complétait l'œuvre entreprise en faveur de l'agriculture, en mettant par la loi du 5 novembre 1894, à la disposition des cultivateurs l'argent nécessaire pour leur permettre d'appliquer les méthodes de production intensive.

Cette loi accordait un régime de faveur aux sociétés de crédit agricole basées sur la mutualité. Elle autorisait, soit entre la totalité des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit entre une partie de ces syndicats, la constitution de sociétés de crédit agricole, de

caisses locales dont l'objet exclusif est de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les syndicats ou les membres de ces syndicats.

Les caisses locales ont le droit de se charger des recouvrements et des paiements à affectuer pour les syndicats, ou pour les membres de ces syndicats, de recevoir des dépôts en comptes courants, de contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leur fonds de roulement; les sociétés de crédit agricole peuvent donc être les véritables banquiers des agriculteurs et des syndicats.

Les caisses locales trouvent leurs ressources auprès des caisses régionales créées quelques années plus tard, et dans leurs dépôts en comptes courants.

La loi du 14 janvier 1908 est venue étendre aux sociétés d'assurances mutuelles des risques agricoles, et à leurs membres, les avantages dont bénéficiaient seuls les syndicats agricoles et les syndiqués.

Au dessus des caisses locales, la loi du 31 mars 1899 a établi les caisses régionales qui ont pour but de faciliter les opérations concernant la production agricole effectuées par les membres des sociétés locales, et garanties par ces sociétés. Elles escomptent les effets souscrits par les membres des caisses locales et garantis par elle, et consentent à ces dernières des avances pour fonds de roulement. Elles peuvent réescompter tout ou partie de leur portefeuille à la Banque de France ou aux grands établissements de crédit; leur papier porte en effet trois signatures, celles de l'emprunteur, de la société locale et de la caisse régionale.

La loi du 15 décembre 1900 prévoit que les caisses

régionales pourront recevoir de l'État des avances égales au quadruple de leur capital versé en espèces.

Les lois de 1894 et de 1899 visent plus spécialement le crédit personnel à court terme, des lois ultérieures ont organisé le crédit à long terme.

Aux termes de la loi du 29 décembre 1906, les coopératives agricoles peuvent obtenir par l'intermédiaire des caisses régionales, des avances égales au double de leur capital versé, pour une période de temps qui ne peut pas dépasser vingt-cinq ans. Enfin la loi du 19 mars 1910 a institué le crédit individuel à long terme en vue de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution de petites exploitations rurales. L'importance des prêts a été limitée à 8.000 francs et leur durée à quinze années au maximum. Les caisses régionales peuvent recevoir, pour être affectées à des prêts de cette nature, des sommes égales au double de leur capital social.

Les fonds nécessaires au développement du crédit agricole furent demandés à la Banque de France. La convention du 31 octobre 1896, passée avec la Banque de France pour le renouvellement de son privilège, a stipulé que la Banque avancerait à l'État, sans intérêts et pour toute la durée de son privilège, une somme de quarante millions. L'article 5 de la loi du 17 novembre 1897, qui a ratifié cette convention, a décidé en outre que la Banque verserait chaque année, et par semestre, du 1<sup>er</sup> janvier 1897 à 1920 compris, une redevance égale au produit du huitième du taux de l'escompte par le chiffre de la circulation productive, sans que cette redevance puisse jamais être inférieure à deux millions. Le total des sommes versées à ce titre dépassait à la fin de juillet 1910 le chiffre de soixante-

trois millions, qui joints à l'avance de quarante millions formaient une somme globale de plus de cent trois millions mis gratuitement à la disposition du crédit agricole en France. La loi du 17 novembre 1897 modifiait aussi les statuts de la Banque et l'autorisait à escompter les lettres de change et autres effets de commerce à ordre souscrits par des syndicats agricoles ou autres.

La Banque de l'Algérie a fait, dans des conditions que nous ne détaillerons pas, les frais de l'établissement du crédit agricole en Algérie, à l'instar de ce qui a été demandé à la Banque de France pour les cultivateurs métropolitains.

Ces exemples ont mis en appétit les moyens et petits agriculteurs des vieilles colonies qui demandent la participation de nos Banques Coloniales à l'institution immédiate du crédit agricole mutuel.

Il faudrait, dit-on, répandre dans nos vieilles possessions les bienfaits de la mutualité agricole qui serait le seul moyen de réaliser le morcellement de la propriété, et avec lui une meilleure productivité.

La Banque Coloniale ferait fonction de caisse régionale vis-à-vis des caisses locales et des coopératives agricoles. Elle trouverait en face d'elle des mutuelles solides qui lui donneraient toutes garanties. Elle pourrait alors se livrer abondamment à l'escompte du papier des agriculteurs dont la deuxième signature serait fournie par la caisse locale, elle consentirait même aux sociétés de crédit mutuel agricole une réduction du taux de l'escompte dans le but de développer les prêts.

Il y aurait lieu aussi d'étendre aux colonies la loi du 18 juillet 1898 qui a créé un nouvel instrument de crédit sur gages, le warrant agricole, que les agriculteurs

peuvent escompter et utiliser, au même titre que le commerçant et l'industriel utilisent le warrant commercial.

Mais pour mener à bien aux colonies cette organisation du crédit agricole, il faut que les banques, faisant fonctions de caisses régionales, disposent des ressources que leurs similaires de France reçoivent sans intérêts du gouvernement.

A qui demandera-t-on ces ressources? Aux banques, par un partage de leurs bénéfices avec l'État? Cela nous paraît insuffisant. On a proposé d'affecter une partie du capital de la banque aux opérations d'escompte des effets provenant des associations agricoles; nous ne considérons pas cette solution comme étant très heureuse. Nous réservons pour quelques instants l'indication de celle qui nous semble la plus appropriée.

Abandonnons le crédit mutuel, pour parler du crédit individuel sous la forme actuelle des prêts sur cession de récoltes pendantes. Quelles modifications doit-on faire subir à leur régime actuel? Il ne saurait être question d'augmenter les limites légales en matière de prêts sur récoltes, quant au montant des avances consenties, ce serait lancer les banques au devant des pires périls. On pourrait rechercher quelles simplifications de formalités, quelles diminutions de frais devraient être apportées à l'opération.

Ce qu'il importe, c'est d'augmenter raisonnablement la durée légale des avances dans le but de les rendre conformes à la réalité.

Enfin on propose une petite addition à l'article des statuts qui autorise la prorogation des avances jusqu'à l'achèvement de la récolte cédée. Cette addition aurait pour

but de spécifier qu'il s'agit là d'une faculté appartenant à la banque et non à l'emprunteur.

Dès maintenant les statuts ont donné aux banques toutes les garanties désirables, à elles de prendre les précautions que l'aléa des opérations avec l'agriculture justifie. Des garanties excessives risqueraient de gêner l'action des agriculteurs; c'est ainsi, qu'on avait proposé jadis d'accorder aux banques l'exercice de leur privilège sur la récolte suivante, à concurrence du tiers des sommes restant dues; cela fut repoussé.

La Commission de surveillance a demandé, en 1904-05, la suppression d'une clause spéciale tendant à étendre le privilège de la banque à la récolte pendante d'une habitation autre que celle qui est désignée dans le contrat de prêt.

On ne saurait sans dommage exagérer la protection en faveur des banques.

Reste à rechercher, ainsi que disent MM. Grodet et Lagrosillière dans leur proposition de loi relative au renouvellement du privilège, ce qu'il faudrait faire en faveur des banques pour leur donner « les moyens de venir en aide à la petite et à la moyenne culture par un système qui permettrait aux cultivateurs de faire des plantations, et d'attendre les revenus des plantations avant de commencer le remboursement des prêts. » Quelles ressources faut-il donner aux banques pour effectuer, non seulement les avances à la petite et à la moyenne agriculture, mais celles s'appliquant à toute l'agriculture, et nous étendons la question : pour effectuer les prêts sur marchandises, et en général toutes les opérations à longue échéance des banques coloniales ? C'est ce que nous allons indiquer en terminant ce chapitre.

Évidemment les banques pourraient effectuer leurs opérations d'avances, autres que l'escompte, avec leurs ressources propres. Mais dans le système actuel elles ne disposent pas de ces ressources, qui sont représentées par des titres déposés au Comptoir.

Il faut donc procurer à nos vieilles banques coloniales des ressources à longue échéance.

Le premier moyen qui s'offre est celui des dépôts à terme. On pourrait encourager les déposants à laisser leurs fonds pendant un certain temps à la banque moyennant un intérêt, dont le montant variera avec la durée du dépôt.

On sait combien l'accumulation excessive des dépôts peut devenir dangereuse pour une banque d'émission. Alors, dit M. Denizet, on décidera « que le total dépôts avec intérêt ne devra pas dépasser le montant du capital, et qu'ils ne pourront avoir lieu pour plus d'un an; leur intérêt pourrait d'ailleurs être en partie compensé par une légère élévation de celui des créances renouvelées. »

De telles conditions ne remplissent pas pleinement le but désiré, qui est de mettre à la disposition des banques des ressources larges, et non aléatoires.

Tant que la richesse locale ne se sera pas considérablement développée, les dépôts n'afflueront point dans nos Banques Coloniales.

Certes, on verra avec faveur les banques susciter les dépôts, mais ce n'est point là un remède suffisant à la disette des banques en ressources à longue échéance.

Le remède nous paraît avoir été donné par M. Leveillé, ancien professeur à la Faculté de Droit de Paris, dans son

rapport parlementaire de 1897. On a jusqu'à présent reculé devant sa mise en application. Sa nouveauté effraie.

Le Professeur suggère que les banques pourraient émettre des bons à moyen terme, d'une durée de un an à trois ans, produisant un intérêt modéré, ou bien remboursables avec prime, ou peut-être avec lots.

De cette façon les Banques se procureraient, dans la mesure où elles le voudraient, des ressources stables qu'elles emploieraient à effectuer des placements à long terme.

M. Denizet considère que cette émission de titres nouveaux peut devenir dangereuse « parce qu'ils pourraient, ce qui est toujours à craindre, donner prise à la spéculation. » Ce reproche nous semble exagéré car il est à penser que les banques n'y procéderont qu'avec mesure.

Le jour où a été effectuée la dernière émission du crédit foncier, c'était la petite épargne qui se pressait aux guichets des banques pour souscrire aux obligations, les titres ainsi délivrés étaient certainement classés dès le moment de leur souscription.

On ne saurait en aucune façon comparer les obligations du Crédit Foncier avec les bons dont nous parlons actuellement, mais, nous pensons qu'il en serait pour eux comme pour lesdites obligations, malgré qu'ils doivent donner lieu à d'assez fréquentes émissions, le public les absorberait facilement et les conserverait.

Les ressources que les Banques Coloniales retireraient de l'émission des bons seraient plus onéreuses pour elles que celles obtenues de l'État par les caisses régionales métropolitaines de crédit agricole, qui ne coûtent rien à leurs bénéficiaires; il nous semble juste dans ces condi-

tions que l'État consente des faveurs à ces bons, de manière à en augmenter l'attrait pour le capitaliste, des exemptions de droits par exemple.

Le reproche qu'on peut adresser à l'émission des bons, est qu'ils procureraient des ressources dont l'échéance serait peut-être un peu éloignée, en considération de la durée moyenne des opérations à long terme des banques.

Il pourrait être utile de donner aux bons une garantie spéciale de remboursement, les banques étant par exemple obligées d'affecter à leur amortissement le produit des remboursements des avances consenties sur les ressources fournies par leur émission.

Nous dirons en terminant ce chapitre que, grâce à l'émission des bons à moyen terme, la concordance entre la nature des ressources des Banques Coloniales et leur emploi sera mieux assurée qu'aujourd'hui, avec elle la situation financière de ces établissements sera consolidée et fortifiée, ce qui leur permettra de développer sans danger leurs opérations d'avances, pour le plus grand profit des populations de nos vieilles possessions.

---

## CHAPITRE VII

### La question de la concentration des banques de nos anciennes colonies

*Les droits des actionnaires des banques actuelles examinés au point de vue juridique et financier. — Arguments invoqués en faveur ou contre la concentration des banques coloniales. — Historique de la question de l'unification. — Divers moyens proposés pour réaliser l'unification. — Fédération des banques. — Absorption des vieilles banques par la Banque de l'Afrique occidentale ; la question du crédit à Madagascar. — Création d'une grande banque coloniale nouvelle pour les anciennes possessions ; fusion des banques actuelles ; fusion partielle. — Conclusion.*

Toutes les réformes qu'on entreprendra dans l'organisation actuelle du crédit dans nos vieilles colonies, si heureuses et si variées soient-elles ne seront, dit-on, efficaces que lorsque la réforme fondamentale aura été opérée, à savoir la création, pour ces pays, d'une grande banque coloniale établie sur le modèle instauré en 1875 pour l'Indo-Chine, et étendue en 1901 à l'Afrique occidentale.

Les banques de nos vieilles colonies, fondées en 1849 pour pallier les effets de la crise qu'avait provoquée la suppression de l'esclavage, ne répondraient plus, dit-on, aux exigences actuelles du commerce et de l'industrie, et appelleraient un rajeunissement complet.

Le moment serait particulièrement bien choisi pour

pratiquer cette réforme, l'extinction du privilège des banques actuelles laissant le champ libre à la création d'un organisme nouveau.

Dans ce chapitre nous présenterons sommairement cette question de l'unification, qui n'a pas été sans provoquer certains débats retentissants, et qui est actuellement l'objet de tant de polémiques passionnées. Voici comment nous y procéderons. Il importe de résoudre un élément préalable, celui de savoir quels sont exactement les droits des actionnaires des établissements actuels ?

La réponse que nous apporterons à cette question, ne s'opposant pas à l'édification d'un état de choses nouveau, nous examinerons les arguments invoqués en faveur ou contre la concentration des banques des vieilles colonies, nous présenterons ensuite un court historique de la question de l'unification, puis indiquerons les divers moyens proposés pour réaliser cette centralisation.

#### **Les droits des actionnaires des banques actuelles**

La question des droits des actionnaires des banques actuelles se présente sous un double aspect : les actionnaires n'ont pas de droit au renouvellement du privilège mais par contre, aucune affectation nouvelle du capital de leurs banques ne pourrait intervenir sans leur consentement.

Examinons ces deux propositions. En faveur du droit des actionnaires au renouvellement du privilège, on tire objection des circonstances dans lesquelles ce pri-

vilège a été octroyé aux banques. « On déclare, dit M. Furiet, que le privilège d'émission aurait été attribué aux banques pour compenser les retenues exercées sur les sommes dues aux colons. »

Rappelons-nous ce qui s'est passé lors de la fondation des banques. L'Assemblée nationale décida, le 27 avril 1848, que l'esclavage était inexistant, puis le législateur accorda aux propriétaires d'esclaves une indemnité en rentes dont le huitième fut prélevé pour servir à créer les banques ; l'État imposait, à une partie de l'indemnité, une destination spéciale dans l'intérêt même des planteurs, et sans avoir songé jamais à leur rien donner en contrepartie d'une mesure qu'il prenait pour leur rendre service.

Les banques obtenaient de l'État le monopole de l'émission des billets, c'était une mesure gracieuse de sa part qu'il n'était pas obligé de renouveler quand le terme fixé à l'exercice de ce monopole viendrait à expiration. Du reste, l'État pourrait-il aliéner d'une façon indéterminée son droit d'émission, droit régalien, qui fait partie de sa souveraineté ; il en concède temporairement l'exercice, et les renouvellements successifs ne sauraient conférer à la banque, qui en est l'objet, aucun droit au maintien indéfini de ce privilège.

L'État reprend sa pleine liberté d'action par suite de l'expiration du privilège, sans qu'il soit besoin pour cela de liquider la banque qui en avait été nantie, ce cas de liquidation n'étant point prévu dans les statuts qui les déterminent d'une façon expresse. La banque qui ne disposera plus du monopole de l'émission des billets subsistera comme société ordinaire, non privilégiée, et passera en matière législative sous l'empire du droit commun des sociétés.

Mais voici que les mots prennent une singulière importance.

M. Hugot déclare dans son rapport de 1895 : « Supposant par exemple que telle banque se liquide, du moment que son passif serait éteint, ne restât-il aucun actif, et l'action ne représentât-elle aucune valeur spécifique, le porteur de ce simple papier aurait encore un droit de priorité à la création d'une nouvelle banque à la condition d'exécuter les statuts imposés par les pouvoirs publics à cette nouvelle banque. » Et plus loin il ajoute : « Le contrat primordial consistait dans son essence en la création d'une banque spéciale à chaque colonie. » On aurait dans ces conditions converti d'office la propriété de rente des colons, dont l'indemnité forma les établissements de crédit, en une propriété de banque locale. Cette conception est erronée et abusive; le contrat original comportait au profit des actionnaires, non une propriété de banque en général, mais simplement une propriété au capital des banques créées alors : « Les banquiers, écrit M. Furiel, n'ont pas reçu un monopole d'existence mais simplement un monopole temporaire d'émission, et en cas de liquidation des banques actuelles, les propriétaires des actions n'ont pas de droit de priorité à la création d'une nouvelle banque, à la souscription de son capital, et à la limitation de ses opérations à une seule colonie; il y aurait une question d'équité à procéder ainsi, mais pas un droit pour eux. »

Les actionnaires sont maîtres de leurs banques et maîtres des ressources de leurs établissements, c'est l'avis de M. Seydoux, ancien régent de la Banque de France, de M. Billeboeq, rapporteur de la Commission extraparlamentaire actuelle, qui s'exprima en ces termes : « Le fait de

disposer, contre le gré des actionnaires, de cette partie de leur indemnité qui a servi à la formation du capital des banques pour l'affecter à la création d'un rouage financier autre que celui dont ils ont accepté l'organisation en 1849, serait commettre envers eux un déni de justice. » M. Furiet, attaché à la Commission de surveillance, se prononce dans le même sens : « L'affectation d'office d'une part de l'avoir des banques, à la formation du capital global d'une institution financière de concentration, constituerait une spoliation. »

Nous dirons pour nous résumer que l'organisation de 1850 repose sur un principe indiscutable, celui de l'indemnisation par l'État du dommage qu'ont subi les colons du fait de l'abolition de l'esclavage; que la part de l'indemnité, qui a été affectée à la création des banques est la propriété des actionnaires, et qu'on ne peut lui donner d'autre affectation que celle qu'elle a reçue à l'origine, que s'ils y consentent.

Mais en dehors de la propriété du capital et des droits sur l'actif social, les actionnaires ne possèdent ni un droit à la prorogation du privilège, ni un droit à l'existence d'une banque locale.

Si, au lieu de nous placer sur le terrain juridique, nous nous plaçons sur le terrain financier, nous comprendrons pourquoi les actionnaires actuels sont si empressés à revendiquer leurs droits, alors que les actionnaires d'origine avaient tant maugréé de se voir investis de cette qualité.

Si le planteur, auquel la loi de 1852 imposa la possession de quarante actions de banque d'une valeur nominale de 500 francs, représentant un capital de 20.000 francs, avait reçu en place de ces titres, une rente de 4.000 francs, cor-

respondant au taux de 5 % à un capital équivalent, il aurait touché, par suite des conversions successives, des arrérages qui seraient allés en diminuant, et dont le montant actuel s'élèverait à 600 francs, alors qu'au contraire il a perçu des dividendes sensiblement plus élevés.

Selon une statistique dressée par M. Sassias, pour 58 exercices finissant au 30 juin 1910, les actionnaires des Banques de la Guadeloupe et de la Martinique ont reçu respectivement 2.743 fr. 25 et 3.027 fr. 90 de dividendes ; en 57 exercices la Banque de la Réunion a distribué 2.233 fr. 06, et la Banque de la Guyane 4.564 fr. 25 en 55 exercices.

La moyenne annuelle des répartitions est de 47 fr. 29 pour la Banque de la Guadeloupe, 52 fr. 22 pour la Banque de la Martinique, 39 fr. 17 pour la Banque de la Réunion, 82 fr. 98 pour la Banque de la Guyane.

Notre actionnaire, au lieu de toucher 4.000 francs, puis 900 francs, puis 800 francs, enfin 600 francs de rente, a reçu par an, en moyenne, selon qu'il appartienne à une banque ou aux autres, grâce à ses quarante actions, 1.880 francs, 2.080 francs, 1.560 francs et 3.320 francs. Il n'a certes pas perdu au change.

En outre, s'il avait reçu 600 francs de rente il disposerait actuellement, au début d'avril 1912, alors que le cours de la rente est de 94 francs, d'un capital de 18.700 francs en chiffres ronds.

Il possède un capital plus élevé, par le fait de la transformation en actions de banque, d'une partie de son indemnité en rente. Au cours actuel de 860 francs, quarante actions de la Banque de la Martinique représentent un capital de 34.400 francs ; quarante actions de la Banque de la Réunion représentent 20.200 francs au cours de

505 francs, et quarante titres de la Banque de la Guyane 44.000 francs, au cours de 1.100 francs. Seul l'actionnaire de la Banque de la Guadeloupe est dans une situation moins favorable puisque, quarante actions de cette Banque ne représentent que 16.800 francs au cours de 420 francs, alors que la rente correspondant au même montant nominal de 20.000 francs représente, avons nous dit, un capital de 18.700 francs. Mais s'il dispose d'un capital moindre, il jouit par contre d'un revenu plus considérable.

En admettant que les banques actuelles soient privées demain du privilège d'émission, et qu'elles continuent cependant à fonctionner, tant que leur dividende ne descendra pas au-dessous de 15 francs par titre, soit 600 francs pour quarante actions, notre actionnaire se verra dans une position préférable à celle qu'il aurait eue étant rentier.

En cas de fusion des banques actuelles, avec ses quarante actions anciennes, il aurait, par le fait de la liquidation de l'état de choses ancien, et par sa participation à la combinaison nouvelle, une situation qui ne serait certainement pas pire que celle que lui vaudrait la qualité de détenteur de 600 francs de rente.

Il résulte des commentaires auxquels nous venons de nous livrer, en examinant les droits des actionnaires des banques actuelles, qu'il ne faut ni les exagérer ni les méconnaître, mais simplement respecter ceux que la loi a conférés aux porteurs des actions des banques, qui sont intangibles par le fait de cette garantie.

**Arguments invoqués en faveur ou contre la concentration  
des banques**

Nous commençons par indiquer les raisons principales invoquées en faveur de la concentration des banques. L'un des arguments de M. Ceccaldi, est que la petitesse même des institutions actuelles serait pour elles une cause d'infériorité, leur émiettement une raison permanente de faiblesse.

La concentration aurait des avantages actifs : une grande banque aurait plus de puissance, plus de ressources, elle pourrait distribuer plus de crédit. Elle permettrait de réduire le fonds de roulement commun, tout en tirant en tout temps de ce fonds le maximum de rendement ; par elle on assurerait une meilleure utilisation des capitaux qui, selon la saison, trouveraient emploi dans un pays ou dans l'autre, grâce à la différence des latitudes, et par suite des époques de récoltes.

La fusion entraînerait une division des risques, elle créerait un régime compensateur des résultats qui profiterait aux colonies moins favorisées.

La grande Banque Coloniale profiterait d'une situation analogue à celle dont bénéficie actuellement le crédit foncier colonial.

Son domaine social est situé, partie dans les Antilles, à la Guadeloupe, partie dans l'hémisphère austral, à la Réunion ; si, un cyclone ou un tremblement de terre vient bouleverser la récolte d'un côté, elle reste indemne de l'autre. Cette division a un autre avantage pour la société : ses arrivages s'échelonnent sur deux saisons, et permettent d'opérer les ventes dans de meilleures conditions.

La création, en place des banques actuelles, d'une banque unique, rayonnant sur des pays divers, permettra d'équilibrer les mouvements de trésorerie de leur unique siège social, alors que les comptes courants des institutions actuelles au Comptoir, se traduisent dans le même temps, pour des fortes sommes, en des soldes de sens contraire.

Une fusion des banques entraînerait une unification monétaire.

Il ne se produirait plus alors ce que l'on voit par exemple en ce moment : le billet de la Banque de la Réunion n'avoir pas cours à Madagascar, alors que ces deux colonies sont en relations constantes d'affaires, et y subir parfois une importante perte au change.

La fusion serait, déclare-t-on, le prétexte de modifications heureuses dans l'administration.

Une grande banque, installée à Paris, pourrait s'assurer le concours d'un conseil d'administration compétent ; le choix des directeurs des succursales reviendrait à ce conseil, ce serait une garantie de capacité et de bonne gestion.

On assure qu'une grande banque, ayant à sa tête des financiers réputés, sera plus qualifiée que les banques actuelles pour se défendre contre les influences locales, contre l'ingérence gouvernementale, pour sauvegarder ses droits vis-à-vis du Trésor.

On mettrait ainsi la banque à l'abri des ingérences politiques et administratives, ces dernières n'étant d'ailleurs qu'une autre forme des ingérences politiques.

On ne saurait trop insister sur ce point : l'avantage indiscutable de la fusion que réaliserait déjà, mais à un moindre degré, le transfert à Paris du siège social, serait

de soustraire aux influences de la politique nègre, les opérations bancaires, résultat qu'il est indispensable d'atteindre le plus complètement possible.

Voici encore quelques autres résultats bienfaisants qu'on escompte de la concentration des banques.

Alors qu'aujourd'hui le capital local ne s'expatrie pas au delà de l'île qui l'a fourni, ne serait-il pas désirable de voir au contraire une grande banque coloniale rayonner dans les pays voisins de trois vieilles possessions, faciliter entre nos colonies et les pays avoisinants de nouveaux courants d'échange, chercher dans une extension de leur champ d'action des éléments supplémentaires de profits ?

On ne verrait plus la Réunion ignorer commercialement Madagascar, Maurice et la Côte orientale d'Afrique.

Enfin une grande banque, puissamment outillée à Paris, pourra faire de la réclame en faveur des valeurs coloniales, organiser le service des coupons, guider l'épargne métropolitaine mieux éclairée vers l'exploitation des ressources de nos colonies, vers les placements rémunérateurs que ces pays pourraient offrir aux capitalistes.

« Il semble bien, déclare M. Furiet, qu'il doive s'agir désormais de munir les anciennes colonies de sociétés financières distribuant le crédit mobilier, bien plutôt que de simples banques pratiquant les seules opérations de dépôts et d'escompte. »

L'État lui-même gagnerait, dit-on, à la création d'un grand établissement de crédit colonial, qui pourrait lui rendre d'importants services de trésorerie.

Enfin M. Ceccaldi voit, dans la liquidation des banques actuelles, une occasion de bénéfices pour les colonies. L'État réclamerait aux banques le montant des cou-

pures disparues sans avoir été remboursées. On estime pouvoir se procurer de cette façon huit millions de francs au minimum, que M. Ceccaldi voudrait voir employer à améliorer l'outillage économique de ces pays qui, dit-il, « fait partout absolument défaut. »

Mais voici les réponses que font à certains des arguments précédents, les partisans du maintien de l'autonomie des banques.

Quel fond peut-on faire sur les opérations en pays étrangers! Dans ces régions les nationaux français sont rares, les affaires d'origine françaises sont absentes, ce serait s'exposer à l'échec qu'a rencontré la Banque de l'Afrique occidentale qui a dû fermer une agence créée à Monrovia, capitale de la République de Libéria, sur la demande du gouvernement, dont les affaires étaient nulles. Et la répartition tant vantée des risques à la suite de la fusion, serait-elle réalisée aussi complètement qu'on veut bien le dire? Si l'on excepte la Banque de la Guyane, qui vit de l'or, les pays ou les autres banques exercent leur action ont les mêmes productions agricoles soumises à des crises simultanées. Les risques qu'une fusion compenserait seraient ceux résultant de circonstances purement locales, ce serait déjà certes un résultat notable qu'en diminuer le fardeau en les faisant supporter par un plus grand nombre.

Les champions du système, aujourd'hui en vigueur, font valoir des arguments que nous allons examiner.

La fusion, disent-ils, opérera une centralisation incompatible avec les tendances de notre époque en matière coloniale basées sur une large autonomie locale.

Elle soulève une série d'objections en raison de la différence considérable de la valeur des actions des banques

actuelles, et des difficultés de création de l'organisme nouveau, comme aussi de liquidation des institutions existantes.

La situation des banques n'est pas égale, une unification serait la spoliation des actionnaires des banques prospères. Or, ajoutent ces derniers, qui ont subi les conséquences des mauvaises conditions économiques dont les colonies ont souffert depuis 1884 jusqu'à ces derniers temps, n'est-il pas juste que les actionnaires puissent profiter maintenant des années meilleures que semble assurer aux colonies intéressées le relèvement des prix de leurs produits?

On répond aux actionnaires, qu'on pourra répartir de telle façon le capital de la grande banque à créer que les porteurs actuels des banques, dont la situation n'est pas équivalente, ne seront en rien lésés dans leurs intérêts.

Les actionnaires répliquent qu'ils ont acheté leurs actions à des cours très élevés confiants dans le renouvellement du privilège des banques, et, que la transformation du régime actuel, comportant la disparition des banques locales, leur fera subir une perte considérable.

Le dernier rapport de la Banque de la Guadeloupe faisait remarquer : une liquidation est à redouter pour les entreprises financières faisant appel au crédit lorsque, et c'est le cas normal, la valeur de négociation de l'action est supérieure à sa valeur de liquidation. Les actionnaires de la Banque de la Guadeloupe n'apprehendent pas la liquidation de leur Banque. L'irrégularité ou l'insuffisance des dividendes distribués ont amené une dépréciation du cours du titre.

En cas de liquidation les actionnaires recevront plus que la valeur du titre déterminée par les cours

actuels, ce qui compensera les sacrifices qu'ils ont subis dans le passé.

Le maintien de l'état de choses actuel serait commandé non seulement par les difficultés qu'entraînerait sa transformation, mais aussi par ce fait que toute création nouvelle serait hypothétique et aléatoire.

La liquidation des banques causerait, dit-on, une perturbation économique considérable. On invoque en outre en leur faveur le mérite de la durée; on rappelle qu'elles ont vaillamment supporté des crises redoutables, que c'est une preuve de vitalité.

De plus, la spécialisation locale serait défavorable à la concentration, les vieilles colonies ont des besoins et des usages différents; le groupement de leurs banques irait à l'encontre des intérêts à sauvegarder.

La Banque de la Martinique pratique spécialement les avances sur effets de place, la Banque de la Réunion effectue surtout des prêts sur marchandises, enfin la Banque de la Guadeloupe fait principalement des avances sur cessions de récoltes pendantes.

A cette objection, les partisans de l'unification répondent que la nouvelle organisation qui transformera les banques locales en succursales d'un établissement plus puissant, conservera dans chaque pays un organisme qui continuera à pratiquer les opérations préférées par les populations, en leur donnant une impulsion nouvelle.

Le gros argument des protagonistes du maintien des banques est, que les établissements qui ont leur siège à Paris n'ont jamais entrepris en grand le prêt sur récoltes, opération essentielle des vieilles banques qu'elles pratiquent pour le plus grand profit de l'agriculture coloniale.

M. Billecocq écrit à ce propos dans son rapport de 1911 à la Commission extraparlamentaire : « On est conduit à se demander s'il est possible d'admettre, étant donné la nature et la marche de l'opération, qu'un établissement de crédit, ayant son siège dans la métropole, puisse être en mesure d'assurer le fonctionnement régulier de ces prêts, dont la concession exige une promptitude de décision peu compatible avec l'éloignement du centre directeur. »

On fait remarquer pour diminuer cette critique tirée de l'éloignement que le crédit à l'agriculture, sous la forme d'avances sur cessions de récoltes, s'adresse non à des emprunteurs accidentels, mais à une clientèle connue.

Mais la même critique est étendue à toutes les opérations, l'éloignement du siège central est, prétend-on, une entrave à la rapide expédition des affaires.

A cela on oppose que, pour les décisions urgentes, pourquoi croire que les limites dans lesquelles pourra se mouvoir la liberté d'action d'un directeur local, seront tellement étroites, qu'elles iront jusqu'à nuire à la bonne marche des affaires et à l'intérêt de la clientèle ?

Et puis, les moyens de transmission se sont heureusement perfectionnés.

On avance que la fusion entraînera des frais généraux élevés qui grèveront les bénéfices de dépenses injustifiées. Il faudra donner aux membres des conseils d'escompte, installés dans chaque colonie, les jetons de présence dont sont gratifiés les administrateurs actuels ; entretenir à Paris un conseil d'administration et des bureaux coûteux.

On oppose même, à la création d'une grande banque unique, cet argument que tout établissement commercial, trop considérable, fonctionne moins bien, et dans des con-

ditions plus onéreuses qu'un établissement d'importance moyenne.

M. Duchêne a lu, au Congrès des vieilles colonies, un exposé où il a établi qu'une fusion au lieu d'être plus coûteuse comme on le prétend, amènerait une économie.

Les partisans de l'unification disent que quand bien même elle amènerait une augmentation des frais, il est permis de croire que la transformation proposée produirait un développement considérable des affaires, où l'on retrouverait certainement mieux que l'accroissement des dépenses.

Les défenseurs des vieilles banques éprouvent la crainte que les capitaux, mis à la disposition du nouvel établissement, ne soient détournés à Paris, et ne viennent qu'insuffisamment féconder les colonies.

Du reste, déclarent-ils, les établissements actuels répondent aux besoins des pays intéressés dont le territoire est limité, dont la population ne semble devoir guère augmenter, et qui ne parviendront jamais à un développement économique intense. La banque locale doit rester l'établissement pondérateur des transactions avec les moyens nécessaires, mais simplement suffisants, de telle sorte que la colonie garde la mesure entre ses importations et ses exportations, que la banque tienne à chaque instant le fléau de la balance commerciale, que le cours du change ne soit jamais faussé, et qu'aucune solidarité n'existe en fait entre les diverses colonies, cette solidarité ne se crée pas artificiellement du fait d'une banque unique. Mais, à l'argument qu'un afflux de ressources faussera la balance commerciale et le cours du change, M. Furiet répond « qu'il ne s'agit pas d'employer toutes les ressources d'une banque de grande envergure à la distribution intensive

d'un crédit disproportionné. » La sagesse la plus élémentaire commandera aux administrateurs d'aller par étapes successives, et en raison des besoins des pays.

Tels sont les principaux arguments invoqués, d'une part par les novateurs dans le but d'instaurer un régime nouveau, et d'autre part par les partisans du maintien de l'autonomie des banques localisées en faveur de la continuation du régime actuellement existant.

### Historique de la question de l'unification

C'est de l'expiration de la seconde période de leur existence, que datent les premières manifestations, en faveur du système de fusion des établissements de crédit coloniaux, en une banque ayant son siège dans la métropole.

M. Goumain-Cornille écrit dans son ouvrage *Les Banques Coloniales* : « En février 1892, lors des discussions sur le renouvellement du privilège des Banques Coloniales qui devait expirer en septembre 1894, le sous-secrétaire d'État des colonies, frappé des inconvénients que présentait le système existant, et convaincu de la nécessité de créer le crédit colonial, avait résolu, sur avis conforme du Ministre des Finances, de proposer la création d'une Banque Coloniale unique qui prendrait le lieu et place des six banques en exercice, et étendrait son action à toutes nos possessions d'outre mer, sauf l'Algérie et la Tunisie. »

A notre connaissance, c'est la première fois qu'il est question d'unification, on embrasse à ce moment la question du crédit aux colonies dans son ensemble, puisque la Banque de l'Indo-Chine est comprise dans le projet, alors

qu'aujourd'hui il n'est plus question, en aucune façon, de la comprendre dans une fusion quelconque.

En 1892, on avait arrêté un programme, et pour assurer son exécution le sous-secrétaire d'État, dit M. Goumain-Cornille, « avait fait appel au concours d'un grand établissement de crédit qui avait élaboré et mis en avant un projet. » Il devait être constitué une banque dénommée « Banque Coloniale privilégiée », qui remplacerait les banques de la Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, Sénégal, et qui pourrait absorber, par voie de fusion ou autrement, la Banque de l'Indo-Chine; la Banque aurait son siège à Paris, son capital serait de 50 millions si la Banque de l'Indo-Chine participait à l'opération, et de 30 millions si cette dernière Banque restait en dehors. Mais, pour une raison que nous ignorons, il ne fut pas donné suite à ce projet. Cependant un mouvement d'opinion favorable à l'unification se dessinait à cette époque, et, en 1894, une Commission extraparlamentaire fut chargée, entre autres questions, d'examiner l'éventualité d'une fusion des Banques Coloniales.

Le rapporteur de la Commission dit, que sur la question de la fusion, la Commission s'est trouvée en présence de projets à peine ébauchés ou incomplets, dans lesquels les graves questions ayant trait à la transition de l'ancien état de choses au nouveau, à la liquidation des banques existantes, à la sauvegarde des intérêts du Trésor, n'étaient pas même étudiées.

Le rapporteur concluait au maintien de l'autonomie, beaucoup moins en raison des avantages que celle-ci pouvait comporter, qu'en prévision des difficultés auxquelles la fusion aurait conduit.

De 1894 à 1901, le privilège des banques fut prorogé

d'année en année par voie de décrets. La plus grande indécision régnait dans les milieux gouvernementaux sur la question de savoir si le régime en vigueur serait maintenu ou transformé. M. Artaud indique, dans son récent rapport à la Chambre de commerce de Marseille, quelle a été la vraie cause de l'inertie des pouvoirs à cette époque : « La situation économique des vieilles colonies était à ce moment si fâcheuse, si pénible, qu'elle ne tentait personne immédiatement. » La faiblesse du gouvernement était donc en partie excusable.

En 1900, on trouva que le provisoire avait trop duré, et qu'il fallait absolument assurer l'avenir.

La sous-Commission de la Commission extraparlamentaire chargée, en 1900, d'étudier la question du renouvellement du privilège, recommanda au gouvernement, de ne consentir le monopole d'émission que pour une durée plus courte, avec même une faculté de revision périodique, et de pratiquer une enquête sérieuse au sujet de la création d'une grande banque coloniale.

La solution de la question, soulevée en 1894, était encore retardée en 1901, et reportée à une échéance ultérieure.

En 1901, au moment où il demandait à la Chambre de voter le projet de loi qui prorogeait pour dix ans le privilège des Banques Coloniales, le gouvernement avait pris l'engagement formel que, bien avant l'expiration de ce délai, le Parlement serait saisi de propositions fermes qui lui permettraient de se prononcer en temps utile, et en pleine connaissance de cause sur l'organisation bancaire de nos vieilles colonies. Les dix ans se sont écoulés sans que le gouvernement ait présenté le projet espéré.

On trouve mention de la nécessité d'une revision du

régime bancaire de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane et de la Martinique dans différents rapports sur le budget des colonies, en particulier dans le rapport de M. Siegfried de 1897, dans celui de M. Riotteau de 1898, dans celui de M. le Myre de Vilers de 1901, enfin dans ceux de M. Messimy de 1910 et 1911.

En 1905, la Commission de surveillance, sur la demande du ministre des colonies, a recommencé à étudier la question de la fusion, mais sans aboutir à un résultat faute de renseignement suffisamment précis sur la situation des banques. A la fin de 1908, le ministère des colonies ouvrit une enquête sur le régime qu'il conviendrait d'appliquer aux établissements de crédit, indispensable au développement économique de nos vieilles colonies.

Le congrès des anciennes colonies de 1909 s'est montré favorable à l'unification, et la Commission de surveillance à émis à la majorité, l'avis en 1911, que le privilège ne fût prorogé que de trois années, à l'expiration desquelles les banques fusionneraient.

La perspective d'une transformation du régime institué par les lois de 1849 et 1851, a donné lieu à différentes conceptions que nous exposons plus loin.

On pouvait espérer, que l'échéance du 31 décembre dernier permettaient de réaliser l'accord souhaité entre les partisans des divers systèmes en présence, qu'on s'entendrait définitivement sur le point de savoir si, oui ou non, les établissements coloniaux actuels conserveraient avec leur autonomie les prérogatives qu'ils tiennent des lois qui les ont constitués, ou, s'ils seraient remplacés par une institution centralisée. Il n'en a rien été.

Le retard invraisemblable que subit depuis dix-huit ans la solution de cette question, toujours posée et toujours

ajournée, serait assure-t-on, le fait des gens intéressés au maintien des abus actuels. Cette opinion est, à notre sens, fortement exagérée. Les banques ne méritent plus le reproche qu'on leur a adressé « d'être des établissements d'assistance ou des monts de piété. » Un fort courant d'opinion existe néanmoins dans la métropole en faveur de l'unification, en vue de prévenir le retour possible des fautes passées.

Cependant les partisans de l'autonomie ne désarment pas, aussi la question est stationnaire, il règne un état d'incertitude qui deviendrait dangereux s'il se prolongeait trop. Il importe cependant de prendre une décision définitive, les colonies ne sont pas un champ d'expériences dont on puisse se servir sans ménagement. Pour le moment c'est l'attente dans l'inconnu. On ne sait ce qui sortira des délibérations de la Commission extraparlamentaire, ni de la discussion qui aura lieu ensuite au Parlement.

Le ministre des colonies a laissé espérer que le Parlement serait mis cette fois-ci en mesure de discuter en temps utile. Il a donné comme preuve de la sincérité de son désir d'aboutir, ses instances pour que la dernière prorogation fût limitée à un an au lieu de deux, comme le demandaient certains membres du Parlement. Il est à craindre que, faute de temps, les Chambres soient acculées à la nécessité d'ajouter une prorogation nouvelle à celles qu'elles ont déjà consenties.

En retardant la solution, on laisse le champ libre à l'éclosion de toutes les originalités en matière d'organisation du crédit aux colonies, cela ne sera favorable ni aux banques actuelles, ni à l'établissement qui, le cas échéant, résultera de leur transformation, lequel se

verra imposer des conditions plus onéreuses, ni aux colonies qui auront pâti des tâtonnements.

En face de propositions contradictoires, il faut opter. Les projets en présence sont basés sur deux principes opposés : maintien de l'autonomie des banques, groupement des banques.

Une proposition a été présentée, qui tend au maintien du régime institué par la loi de 1851.

Les solutions offertes par les partisans du groupement des banques en un établissement unique, bien que tendant au même but, sont cependant assez variées quant aux moyens de le mettre en application.

La substitution d'un régime nouveau, au régime actuel, peut être envisagée avec le concours des banques ou en dehors d'elles.

En tout cas, aucune affection nouvelle du capital des quatre banques ne doit intervenir sans l'assentiment de leurs actionnaires.

Si la transformation doit être effectuée en dehors des banques, il faut qu'une intervention financière extérieure établisse un programme et, organise de toutes pièces une grande banque pour nos vieilles possessions, comme un groupe financier s'est chargé de la fondation de la Banque de l'Indo-Chine.

Cet organe nouveau obtiendrait de l'État le privilège de l'émission des billets dont les banques actuelles seraient dépossédées.

Jusqu'à ces dernières années, aucune offre vraiment sérieuse n'a été présentée.

Il paraîtrait que deux établissements parisiens de banque se seraient récemment déclarés disposés à s'intéresser à la question de l'unification.

Il est certain, que si des propositions sérieuses étaient faites en vue de la constitution sur des bases solides d'un grand établissement de crédit colonial, avec des conditions favorables en ce qui concerne le concours au développement du crédit agricole, la question sortirait du domaine théorique, où une dispute stérile d'arguments l'a jusqu'ici cantonnée, pour entrer dans une phase de réalisation autrement pratique. Mais il faudrait qu'une initiative se fasse nettement jour, ce qui ne s'est pas encore produit peut-être parce que l'opération n'est pas assez rémunératrice ou semble aléatoire.

La transformation pourrait être effectuée, de concert avec les actionnaires actuels, à l'exemple de ce qui s'est passé pour la Banque du Sénégal lorsqu'elle s'est changée en Banque de l'Afrique occidentale.

Elle peut être conçue de différentes façons. Un projet d'absorption des quatre vieilles banques a été présenté au ministre des colonies à la fin de 1909, par la Banque de l'Afrique occidentale. Mais les actionnaires des établissements intéressés ont violemment protesté contre les conditions qui leur étaient proposées. La transformation peut être envisagée sous la forme d'une fusion.

Mais il faut l'assentiment préalable des actionnaires, or, à l'exception de celle de la Banque de la Guadeloupe, les assemblées générales se sont montrées hostiles à la fusion des banques.

« Les actionnaires, dit M. Seydoux, seront incités à l'effort nécessaire pour accomplir la fusion, si on fait de cette fusion la condition du renouvellement du privilège. »

Mais les banques ne tiennent pas absolument au privilège d'émission, surtout si on leur impose en contrepartie des charges qu'elles jugent inacceptables. Elles

se transformeront en banques privées, si le privilège leur est refusé.

La Banque de la Réunion, par une fusion avec la Société Bourbonnaise de crédit, pourrait par ses attaches locales lutter avantageusement contre la succursale d'une grande banque métropolitaine privilégiée.

Elle créerait même au besoin quelques petits comptoirs nouveaux à Maurice et aux Seychelles pour augmenter son rayon d'action.

Ses opérations consistent surtout en prêts sur marchandises déposées dans des magasins qu'elle continuera à opérer aussi facilement, sans le privilège d'émission, qu'avec ce privilège.

La situation des banques de la Guadeloupe et de la Réunion serait atteinte par le non renouvellement du privilège, et il est probable qu'une bonne partie de leurs actionnaires métropolitains leur retireraient leur argent, mais ces Banques pourraient très bien se reconstituer sur des bases plus restreintes.

Elles abandonneront alors leurs opérations agricoles pour ne conserver que leurs opérations bancaires proprement dites. Mais on réplique : peuvent-elles songer à lutter contre un établissement d'émission qui, grâce à la facilité avec laquelle il pourra se procurer des ressources qui ne lui coûteront rien, consentira des réductions d'intérêt et d'escompte ? Ce serait pour elles une prétention fatale !

Évidemment, les banques ne seraient plus placées dans les mêmes conditions qu'auparavant, mais n'y aurait-il pas encore place pour elle ? Une organisation bancaire complète ne comprend-elle pas des banques ordinaires au-dessus desquelles plane la banque d'émission ? Les banques

joueront le rôle de ces banques ordinaires, et si, elles en tirent des bénéfices n'est-ce pas là pour elles une solution suffisante à défaut de mieux ?

#### **Divers moyens proposés pour réaliser l'unification**

Il nous reste à examiner les divers modes de réalisation de l'unification des vieilles banques coloniales.

Nous ne rappellerons que pour mémoire le projet de rattachement des établissements coloniaux à la Banque de France. Nous examinerons successivement ensuite la fédération des banques existantes, leur absorption par la Banque de l'Afrique occidentale, enfin leur fusion totale ou partielle.

Le rattachement des établissements coloniaux à la Banque de France fut un instant envisagé lorsque, vers 1894, le premier mouvement en faveur de l'unification se dessina. Diverses raisons ont fait écarter la possibilité, pour la Banque de France, de s'établir dans nos vieilles colonies comme aussi en Algérie.

On trouvera les principales de ces raisons, dans la différence entre les règles d'escompte, entre les mœurs et les usages commerciaux, dans l'impossibilité où aurait été la Banque de pratiquer les opérations permises aux Banques Coloniales sans modifier ses statuts, dans le risque de voir, dans une certaine mesure, les intérêts des colonies sacrifiées, enfin dans le fait que cette extension du champ des opérations de la Banque, aurait réalisé une centralisation trop systématique. « Il faut considérer, écrit M. Denizet, que les statuts de la Banque sont trop sévères, qu'elle est, et doit être trop prudente pour pouvoir rendre aux colonies

les services qu'on demande aux Banques Coloniales. » « Il n'y avait d'ailleurs aucune chance que la Banque de France, déclare à son tour M. Goumain-Cornille, se prêtât à ce rêve audacieux, alors qu'elle a déjà refusé de comprendre l'Algérie dans le cycle de ses opérations, lors des études du renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie. »

Nous ne parlerons donc pas davantage du rattachement des Banques Coloniales à la Banque de France. La « Banque de France et dépendances d'outre mer » n'a aucune chance d'être jamais fondée.

\*  
\* \*

Examinons quelques modalités de centralisation laissant subsister l'autonomie des Banques, tout en la réduisant considérablement.

Dans ses « Notes relatives au régime du crédit et de la circulation monétaire aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion », M. Furiet rappelle qu'en 1894, on a proposé d'organiser un conseil supérieur des Banques Coloniales qui se serait superposé aux conseils d'administration locaux, même à la Commission de surveillance.

Cette proposition n'a jamais fait l'objet des précisions indispensables d'organisation qui permettraient d'en apprécier l'intérêt. Nous ne pouvons donc que nous contenter de la mentionner.

M. Seydoux, ancien régent de la Banque de France et ancien membre de la Commission de surveillance, a proposé de réaliser la fédération des vieilles banques coloniales.

Il n'indique du reste pas la mesure dans laquelle l'autonomie des banques serait maintenue, mais, par ce système,

les banques conserveraient des intérêts propres et particuliers.

La direction serait unique, elle serait assistée d'un conseil d'administration, son siège serait dans la métropole, elle se chargerait aussi des intérêts communs des banques.

Il y aurait au-dessus des banques localisées un organisme supérieur qui disposerait d'un capital qu'on formerait avec les réserves extraordinaires des banques, avec des versements des actionnaires, et avec la participation d'établissements de crédit dont l'intervention donnerait du poids à l'opération.

On organiserait, non pas une fusion, mais une union des vieilles banques qui n'aurait qu'une partie des avantages de la première, mais aussi, une partie seulement de ses inconvénients.

Les critiques spéciales soulevées par ce projet de fédération sont en particulier, que l'on ne voit pas bien quel emploi pourra être fait du capital fédéral, et de quelle façon on réglera la question des frais généraux entraînés par la création de l'organisme central.

On dit enfin avec assez de raison, qu'il n'y aura pas moins à la suite de la fédération, groupement des ressources dans la même main, avec cette conséquence que, lorsque le déficit se produira dans les opérations de l'une d'elles, ce sont les profits réalisés par les autres qui en feront les frais, dans ces conditions l'on se demande, si le profit qu'une banque retirera de la fédération compensera un pareil risque.

Assurément la solution apportée par la fédération nous apparaît être théoriquement un moyen ingénieux de mettre d'accord les partisans de la fusion et ceux du maintien de l'autonomie auxquels on demanderait de faire le sacrifice

de leur intransigeance, mais pratiquement elle ne nous semble pas pouvoir constituer une solution durable. Cela ne serait jamais qu'un premier pas fait dans la voie de la fusion.



Nous allons parler maintenant de l'absorption des vieilles banques coloniales par la Banque de l'Afrique occidentale.

Il convient que nous fassions préalablement un court historique des projets d'extension de cet établissement. Elle a envisagé de bonne heure l'augmentation de son rayon d'action. Une assemblée extraordinaire, du 20 septembre 1906, vota la transformation du nom de la Banque en « Banque de l'Afrique occidentale et orientale », et la faculté pour elle « d'établir des succursales et agences dans les colonies, pays de protectorat, Iles et territoires français et étrangers faisant partie, ou dépendant géographiquement, de l'Afrique occidentale et orientale. »

Le conseil disait alors aux actionnaires, au sujet des extensions projetées : « Votre conseil n'agira qu'avec la plus grande circonspection et ne s'engagera que très prudemment dans la nouvelle voie que vous lui aurez tracée. »

Pour le moment, il sollicitait le droit de créer une succursale à Djibouti ; cette tentative a par la suite échoué, c'est la Banque de l'Indo-Chine qui a été priée, par le gouvernement, de s'établir dans cette colonie.

A la fin de 1909, la Banque de l'Afrique occidentale a remis au ministère des colonies une demande de rachat des quatre anciennes Banques Coloniales, à des conditions sur lesquelles nous reviendrons tout à l'heure, et qui se

sont attirées la protestation véhémement de leurs actionnaires.

La Banque de l'Afrique occidentale a négocié avec le Comptoir National d'Escompte la reprise des sept succursales que cet établissement possède actuellement à Madagascar.

Le Comptoir s'était établi, en 1887, dans la grande île sur la demande expresse du gouvernement. Une assemblée extraordinaire, du 7 juillet 1910, a « autorisé le conseil et la direction de la Banque de l'Afrique occidentale à faire, auprès du ministre des colonies, toutes démarches et diligences en vue d'obtenir, pour la Banque, le droit d'établir des succursales dans la colonie de Madagascar et dans toutes les colonies françaises de l'est africain avec privilège de banque d'émission. »

L'Assemblée décidait que le capital social serait augmenté de six millions, enfin, elle votait la transformation du nom de l'établissement en « Banque de l'Afrique occidentale et orientale » et autorisait le conseil et la direction, à faire auprès du ministre des colonies, et de tous autres ministères, toutes démarches pour obtenir, en faveur de la Banque, la prorogation de la durée de son privilège, jusqu'au 31 décembre 1937.

Le président du conseil d'administration, à une demande d'un actionnaire, répondait que le bénéfice procuré au Comptoir par ses agences de Madagascar s'établissait depuis quelques années entre 200.000 et 300.000 francs, il déclarait : « La Banque de l'Afrique occidentale n'a eu jusqu'ici qu'une activité saisonnière, pendant une période de l'année ses capitaux demeurent inactifs. Il y a donc avantage pour elle à s'établir dans des centres d'une activité continue. » Il voyait dans l'établissement de

la Banque à Madagascar une nouvelle étape féconde pour la société.

A l'heure actuelle, aucune décision gouvernementale n'est venue sanctionner les projets de la Banque de l'Afrique occidentale, et leur permettre de se réaliser.

En échange du privilège d'émission, la Banque de l'Afrique occidentale a offert divers avantages à la colonie.

La Banque accepterait les dépôts au taux de 3 % jusqu'à concurrence de 750.000 francs, et dans les mêmes conditions que les caisses d'épargne de France, c'est-à-dire avec un maximum de dépôt de 1.500 francs par livret ordinaire, et de 15.000 francs pour les livrets des sociétés de secours mutuels. D'autre part, elle consentirait à la colonie, qui se chargerait d'effectuer les prêts agricoles par ses propres moyens, un découvert de 300.000 francs, au taux de 3 %, pour les premiers cent mille francs, et de 4 1/2 pour le surplus.

Une enquête auprès des groupements locaux a été ouverte par les pouvoirs publics. En réponse à une lettre du gouverneur général de Madagascar, lui demandant son avis concernant les offres faites par la Banque de l'Afrique occidentale en vue de la création de caisses de crédit agricole à Madagascar, et sur l'opportunité de l'approbation du contrat par lequel le Comptoir National d'Escompte de Paris céderait ses agences de Madagascar à la Banque de l'Afrique occidentale, la Chambre consultative de Diego-Suarez, en février dernier, a exprimé l'opinion que la colonie possédant des économies suffisantes, (vingt millions existent en effet actuellement dans la caisse de réserve de Madagascar), il n'était nul besoin d'accorder des privilèges spéciaux à une banque pour organiser le

crédit agricole que la colonie peut développer par ses propres moyens.

Par contre, la Chambre consultative de Tananarive a estimé que les propositions de la Banque de l'Afrique occidentale étaient avantageuses, et a émis un avis favorable à l'adoption de ces offres.

Une intéressante initiative a été prise par M. Picquié, gouverneur général de Madagascar, qui par arrêté du 16 janvier dernier a institué une Commission chargée d'étudier les détails de l'organisation et les statuts d'une caisse de prêts agricoles à Madagascar. C'est un pas définitif vers la solution d'une question qui préoccupe depuis longtemps l'Administration de la grande île. Jusqu'ici, ses bonnes intentions étaient demeurées platoniques, la création d'une caisse de prêts agricoles suppose la constitution d'un capital destiné à être employé en prêts, ce capital faisait défaut.

La difficulté paraît devoir être résolue par la liaison de la question du crédit agricole à celle de la banque d'émission à créer dans la colonie.

Il est à souhaiter que la Commission mette à profit les enseignements qui se dégagent des expériences pratiquées en Algérie et dans les vieilles colonies, et entoure le fonctionnement de la future caisse des garanties nécessaires pour mettre cette institution à l'abri des entraînements périlleux.

La question bancaire se trouve nettement posée à Madagascar, elle doit être résolue dans le sens le plus favorable à la colonie.

Le Congrès de l'Afrique orientale a émis le vœu que le gouvernement s'inspire dans le choix de l'établissement privilégié, principalement des avantages qui seront offerts

à l'agriculture, au commerce, et à l'industrie. Cette opinion mérite d'être respectée.

Revenons au projet d'absorption des quatre vieilles banques coloniales, présenté par la Banque de l'Afrique occidentale, et voyons la combinaison financière qui a été proposée à leurs actionnaires.

La question délicate à résoudre, en cette matière, est celle qui consiste à fixer les conditions financières auxquelles seront acquis les droits et l'actif des différentes banques.

Nous extrayons, du rapport de M. Seydoux, les conditions auxquelles la Banque de l'Afrique occidentale est disposée à effectuer le rachat des quatre anciennes banques : « Achat de l'actif à charge du passif après ventilation du portefeuille-effet, dont la partie rejetée serait encaissée pour compte des anciens actionnaires, réalisation, pour leur compte, du portefeuille-titres, reprise des immeubles et du mobilier à dire d'experts. »

La Banque de l'Afrique occidentale porterait son capital de 6.000.000 à 20.000.000, par l'émission de 28.000 actions de 500 francs libérées du quart, dont 14.000 seraient réservées par préférence à la souscription des anciens actionnaires des Banques Coloniales; cette souscription aurait lieu au pair.

Les actionnaires des Banques, outre qu'ils trouvent exagéré que la Banque de l'Afrique occidentale s'attribue 14.000 actions nouvelles, considèrent que la combinaison, proposée par elle, lèse leurs intérêts. M. Seydoux lui fait en outre le reproche de ne pas tenir compte, dans le mode d'évaluation établi pour le rachat, de l'expérience et de la valeur du fonds, alors qu'on déduit le déchet en réalisant le portefeuille pour le compte des anciennes banques.

En dehors de ces critiques spéciales, cette modalité de concentration, par voie d'absorption, laisse subsister la crainte que la Banque de l'Afrique occidentale, installée à Madagascar, ne s'occupe qu'insuffisamment des anciennes colonies.

En même temps qu'on élaborait, dans les milieux officiels, un projet de transformation de l'organisation du crédit dans nos anciennes colonies, basé sur l'absorption des banques locales par la Banque de l'Afrique occidentale, un autre projet a surgi, consistant dans la création d'une banque nouvelle qui devrait remplacer les anciennes.

..

Nous avons déjà dit que la transformation de l'organisme présent pouvait résulter, soit de la fusion volontaire des banques actuelles, soit de la création en dehors d'elle d'un institut nouveau étendant son action aux vieilles colonies et nanti dans ces pays du privilège d'émission qui serait retiré aux banques actuelles.

De toute façon, la banque unique aurait son siège social dans la métropole. Elle aurait dans les vieilles colonies des succursales dont les directeurs, de même que le directeur général, seraient nommés par le conseil d'administration.

Auprès de chaque succursale on établirait un conseil d'escompte.

Les statuts seraient fixés sur le modèle de ceux des établissements, du type récent, qui laissent aux banques une relative liberté d'action. Quant aux opérations de la banque unique, elles consisteraient en celles qu'effectuent en ce moment les vieilles banques, modifiées dans le sens que nous avons indiqué à un précédent chapitre ; qu'il

s'agisse de la création d'un organisme complètement nouveau ou de la fusion des banques, supposant leur liquidation préalable et l'établissement d'une banque unique résultant de leur groupement, il faudra régler une quantité de questions de détail, que nous ne saurions ici envisager, mais qu'il ne sera pas toujours facile de solutionner à la satisfaction de tous les intéressés.

Cette difficulté est même, nous l'avons vu, l'un des arguments des partisans du maintien du régime actuel. Elle n'est cependant pas insurmontable.

En matière d'unification, par voie de création d'un établissement nouveau, il n'a été jusqu'ici déposé qu'une seule proposition de loi, celle de M. Ceccaldi, député, qui en a opéré le dépôt au Parlement au cours de la session de 1911. La Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies est actuellement saisie de cette proposition, de même que la Commission extraparlamentaire des banques coloniales.

Aux termes de l'article 2 de cette proposition « une banque d'émission, de prêt et d'escompte est instituée sous le nom de « Banque d'outre-mer ». Ayant son siège à Paris, elle a pour objet de faire toutes opérations de banque autorisées par ses statuts, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, à la Guyane, à Madagascar, aux Comores, à Saint-Pierre et Miquelon, et d'une façon générale, dans toutes les colonies et tous pays de protectorat auxquels ne s'étendent pas les opérations des Banques de l'Indo-Chine, de l'Afrique occidentale et de l'Algérie. »

La Banque d'outre-mer coloniale pourra être tenue de créer des succursales ou agences nouvelles, soit dans les pays qui viennent d'être énumérés, soit dans les pays avoisinants et non soumis à la souveraineté française. La

durée de son privilège est fixée à vingt ans. Le capital de la banque sera de 16 millions de francs.

Les opérations restent les mêmes que celles effectuées actuellement par les vieilles banques, et la Banque d'outre-mer les pratiquera dans des conditions sensiblement égales. A remarquer seulement que M. Ceccaldi lui impose une limitation du taux de l'escompte, et qu'enfin, lorsque les actionnaires auront reçu une rémunération de 5 % du capital versé, l'État prélèvera la moitié du super dividende.

Voici les termes mêmes de l'article 19 : « Le taux de l'escompte ne dépassera en aucun cas, dans les colonies, 6 %. Les effets provenant d'associations agricoles devront, dans la limite du tiers du capital total de la banque, bénéficier d'un escompte privilégié de 3 %. De même, profiteront de cet avantage les prêts sur les marchandises allant de France dans les colonies ou des colonies en France, et navigant sous pavillon français. »

Notons encore l'article 17 : « Les contestations relatives à des prêts, s'élevant au total de 100.000 francs, seront portées au gré de la banque, soit devant les tribunaux locaux, soit devant le tribunal du siège social. Dans ce dernier cas, le défendeur profitera de deux mois pour tout délai de distance, sans qu'il puisse être répété, et les actes, à défaut d'avoués constitués, seront légalement signifiés au parquet du procureur de la République, ils pourront être exécutés dans les trois jours francs qui suivront. »

Cet article confère, si la Banque l'exige, attribution de compétence aux tribunaux du siège social pour les contestations réalisées à des prêts s'élevant à 100.000 francs au moins. Il est regrettable, assurément, qu'on doive en venir

à prendre de semblables précautions contre les influences locales.

La Banque peut du reste éviter la juridiction coloniale, en insérant dans ses contrats une clause aux termes de laquelle les contestations qui pourraient naître au sujet de leur exécution, seraient de la compétence du tribunal du siège social de la Banque. En l'espèce, il s'agirait des tribunaux de la Seine.

En somme, si nous considérons la proposition de M. Ceccaldi dans son ensemble, nous constatons qu'elle ne tient pas compte de la plupart des améliorations que nous avons précédemment signalées ; elle reproduit les statuts actuels dans une trop large mesure. Par contre on y suggère une modification : la limitation du taux de l'escompte à laquelle, pour notre part, nous ne pouvons souscrire.

Les statuts, sans entraver l'action de la Banque, doivent déterminer, d'une façon aussi précise que possible, les conditions de son fonctionnement. Sous ce rapport, la proposition de M. Ceccaldi, nous paraît insuffisante, il n'y est en particulier même pas question des conditions dans lesquelles la banque pratiquera l'escompte des effets de commerce, ce qui n'est pas admissible puisqu'il s'agit d'une banque d'émission à laquelle on doit imposer des limitations raisonnables, quant à la durée des effets présentés à l'escompte.

Enfin, lorsqu'un projet est établi, il faut que quelqu'un se déclare prêt à l'exécuter aux conditions fixées. Sans cette initiative il ne peut recevoir aucun aboutissement.

A part la proposition de M. Ceccaldi, nous ne connaissons aucun autre projet déterminant, dans le sens de l'unification, les bases d'une organisation nouvelle du crédit dans nos vieilles possessions.

La Commission extraparlamentaire, nommée par le gouvernement, étudie actuellement la question, et l'on ne peut prévoir ce qu'il sortira de ses délibérations.

On ne s'étonnera pas de ne pas trouver ici de projet d'unification dont la réalisation aurait pour résultat de grouper les institutions actuelles ; leurs actionnaires se sont jusqu'ici nettement refusés à envisager la question ; rien n'a donc encore été construit dans cet ordre d'idées.

Mais il pourrait y avoir des degrés dans l'accomplissement de la fusion de ces établissements.

L'un des gros arguments des actionnaires, contre l'unification, est tiré de l'inégale situation des établissements à fusionner.

En voulant faire moins grand, on réussirait peut-être à opposer moins d'intérêts.

Au lieu d'opérer la fusion totale des banques, on peut concevoir leur fusion partielle. M. le Myre de Vilers a patronné cette opinion intermédiaire. On constituerait autant de Banques que notre domaine colonial comporte de groupes distincts et indépendants au point de vue géographique.

L'extension du champ d'action de la Banque de la Réunion faciliterait l'exécution de ce projet.

La dernière assemblée générale de la Banque a demandé à l'État d'autoriser la transformation de l'établissement en « Banque de l'Afrique orientale française », avec des statuts analogues à ceux de la Banque de l'Indo-Chine, et l'extension consécutive de ses opérations et de son privilège à Madagascar et dépendances, avec faculté d'ouvrir des agences à Maurice, aux Seychelles, et sur la côte orientale de l'Afrique. La Banque porterait son capital à 12 millions, par l'échange d'une action ancienne

de 375 francs contre trois nouvelles de 500 francs, libérées de 125 francs.

La Banque qui pourrait très bien à la rigueur, avec l'autorisation de l'État bien entendu, s'installer à Madagascar avec le titre de Banque privilégiée, sans qu'il soit nécessaire pour elle de racheter les agences du Comptoir National d'Escompte, s'est déclarée prête à entrer en relations avec le Comptoir pour obtenir la cession de ses agences.

Dans le rapport qui accompagne une proposition faite en ce sens à la dernière assemblée générale des actionnaires, nous lisons : « Par l'aliénation partielle de ses titres de rente sur l'État et obligations diverses qui représentent au cours de la Bourse de Paris du 15 mai dernier une valeur de 4.555.036 fr. 20, et la réalisation des 2.174 de ses actions qu'elle possède, dont la valeur excède la somme pour laquelle ces titres figurent aux livres, enfin, par l'existence dans ses caisses et au Comptoir de disponibilités en numéraire ou autrement qui dépassent quatre millions, la Banque serait en mesure de rembourser au Comptoir le prix de la cession de ses agences de Madagascar, et de pourvoir largement à tous les besoins de sa clientèle. »

En Amérique, on réunirait les deux Banques de la Martinique et de la Guadeloupe en un seul établissement la « Banque des Antilles. »

Les mêmes problèmes économiques se posent dans ces deux îles sœurs, une union des énergies faciliterait la recherche et la mise à exécution des solutions que ces problèmes comportent.

Si l'on ne jugeait pas utile de conserver pour la Guyane une banque spéciale, cependant l'accomplissement d'un grand effort indispensable au relèvement de cette mal-

heureuse colonie si riche, mais délaissée, justifierait presque l'existence d'un établissement de crédit propre à ce pays, on comprendrait la Guyane dans la zone d'action de la Banque des Antilles.

En considération des liens qui unissent naturellement la Martinique et la Guadeloupe, et aussi dans une certaine mesure la Guyane, M. Girault, dans ses « Principes de colonisation et de législation coloniale », avait proposé, si l'on ne voulait pas fusionner leurs banques, d'accorder cours légal aux billets de chacune d'elles dans les deux autres colonies, à charge de réciprocité.

L'idée est intéressante, mais le moyen nous paraît insuffisant.

Examinons les avantages que présenterait, en matière d'unification, la solution mixte de la fusion partielle.

Les organismes nouveaux seraient suffisamment importants pour justifier l'existence d'un siège social à Paris, ce qui les libérerait des influences locales néfastes.

La compensation des risques serait opérée dans une mesure appréciable, puisque les nouvelles banques agiraient dans un rayon d'action plus vaste et plus varié, une crise locale risquerait moins d'affecter leur fonctionnement.

Cette combinaison aurait surtout l'avantage, tout en assurant une délocalisation des banques, d'éviter qu'elles ne se désintéressent trop des intérêts locaux, ce qu'on peut toujours craindre d'un organisme trop puissant, dont l'action est disséminée sur un trop grand nombre de pays divers.

Les instituts nouveaux rayonneraient sur les pays avoisinant les colonies, où leurs succursales et agences seraient installées. Après de leur siège social on éta-

blirait un commissaire du gouvernement chargé de veiller à l'exécution des statuts.

Enfin, la commission de surveillance continuerait à exercer son haut contrôle sur les diverses banques coloniales, elle resterait l'élément pondérateur destiné à maintenir la tradition, et à assurer l'unité de vues et l'unité d'interprétation des statuts. Sa composition serait modifiée dans le sens d'une augmentation du nombre des actionnaires qui en font partie.

L'instauration de ce régime amènerait la disparition de l'agence centrale qui n'aurait plus sa raison d'être.

\*  
\* \*

Après avoir exposé la question des Banques Coloniales dans toute sa complexité, il nous plaira de faire connaître notre opinion. Nous avons jusqu'à présent évité de la manifester afin que notre travail présente toutes les garanties souhaitables d'impartialité, mais, parvenu au terme de cette étude nous devons donner notre impression. Certes, une compétence bancaire basée sur une longue expérience devrait seule justifier une telle hardiesse, à défaut de cette compétence technique, nous apprécierons, au seul point de vue de l'équité et du bon sens, la solution qui nous paraît de nature à concilier tous les intérêts en cause, et à concourir en même temps au développement économique de nos possessions d'outre-mer.

Deux systèmes s'opposent actuellement : celui de l'autonomie locale des banques, et celui de la centralisation dans la métropole de l'organe qui se chargera de distribuer le crédit à nos colonies, autres que l'Algérie, l'Indo-Chine et l'Afrique occidentale.

Nous demandons que les représentants de ces deux opinions extrêmes consentent à faire des concessions.

Des divergences de vues divisent les partisans de la concentration. Les uns préfèrent une fédération des Banques actuelles, d'autres préconisent l'extension du champ d'action de l'un des établissements de crédit coloniaux créés selon la nouvelle formule, les derniers sont favorables à la fusion en une banque unique.

La même indécision, quant à l'organisation générale, règne dans la Commission extraparlamentaire qui a voté, en août 1911, la motion suivante : « Le siège central, du ou des établissements de crédit auxquels pourra être concédé désormais le privilège de la circulation fiduciaire aux Antilles, à la Réunion, à la Guyane, ainsi que dans d'autres colonies éventuellement desservies par ces institutions, devra désormais se trouver dans la métropole. »

Enfin, le reproche fait en 1894 par la Commission extraparlamentaire aux protagonistes de l'idée de centralisation, qui n'avaient alors présenté que des projets à peine ébauchés ou incomplets, peut être adressé aux novateurs d'aujourd'hui.

Pour qu'elle soit équitable, la solution proposée doit respecter les droits acquis.

Elle doit assurer à nos vieilles colonies la possession d'un organisme bancaire vigoureux et puissant.

Dans ces conditions, il nous paraît souhaitable de substituer aux banques, créées par les lois de 1849 et de 1851, deux banques coloniales fondées sur le modèle de la Banque de l'Indo-Chine, l'une aurait pour rayon d'action la Réunion et Madagascar, l'autre les Antilles françaises et la Guyane. Nous voudrions voir les actionnaires des établissements actuels concourir volontairement à la créa-

tion de ces deux banques, dont l'une, la Banque de l'Afrique orientale résulterait de l'agrandissement de la Banque de la Réunion, l'autre la Banque des Antilles, de la fusion des Banques de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane.

Les deux institutions nouvelles auraient leur siège dans la métropole.

Certes nous convenons que c'est demander aux actionnaires actuels une sorte de renonciation de leur droit de propriété, l'abandon du tangible pour l'inconnu.

L'élargissement des statuts leur procurerait des compensations certaines à leurs sacrifices.

Nous ne doutons point qu'ils accepteraient des propositions raisonnables, faites dans le sens que nous venons d'indiquer.

Cette solution ménagerait la susceptibilité des populations coloniales, elle assurerait un minimum d'unification, une délocalisation des banques et créerait un trait d'union entre les colonies et la métropole.

Les vieilles colonies ont été trop longtemps absorbées par les luttes politiques anémiantes et les querelles stériles de races. Il convient que les efforts de leurs populations, dont l'apathie est malheureusement peu encourageante, convergent désormais, dans le calme, vers l'exploitation plus intense de leurs richesses naturelles.

La métropole se doit à ses vieilles colonies. « Longtemps, écrit M. Artaud, elles ont été l'objet d'une immigration métropolitaine, les plus beaux noms de France y sont portés par des descendants d'anciennes familles dont les cadets étaient allés aux colonies et y avaient prospéré, cette immigration reprendra quand il y aura de nou-

velles entreprises rémunératrices en perspective aux colonies. »

Les vieilles colonies doivent pouvoir trouver en France le concours financier qui leur assurera leur développement économique. Les Banques Coloniales seront dans une certaine mesure les intermédiaires de ce déplacement de capitaux, mais il serait exagéré que les vieilles colonies se reposent sur ce concours, qui ne peut être qu'un aide, alors que l'augmentation de leur prospérité résultera surtout de leur labeur et de leur activité propres.

Vu :

*Le Président de la thèse,*  
C. PERREAU.

Vu :

*Le Doyen,*  
P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
L. LIARD.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                         | PAGES |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION. — <i>Objet et plan de cette étude</i> .....                                                               | 3     |
| CHAPITRE I. — <i>Histoire sommaire des Banques Coloniales</i> .....                                                     | 7     |
| CHAPITRE II. — <i>Opérations des Banques Coloniales</i> .....                                                           | 24    |
| CHAPITRE III. — <i>Organisation des Banques Coloniales</i> .....                                                        | 58    |
| CHAPITRE IV. — <i>Les diverses Banques Coloniales</i> .....                                                             | 81    |
| CHAPITRE V. — <i>Critiques adressées au régime actuel des Banques<br/>des vieilles colonies et à leur gestion</i> ..... | 111   |
| CHAPITRE VI. — <i>Modifications proposées au régime actuel des<br/>Banques des vieilles colonies</i> .....              | 197   |
| CHAPITRE VII. — <i>La question de la concentration des Banques de<br/>nos anciennes colonies</i> .....                  | 231   |

---



---

Angers, imp. J. Siraudeau. — 42-2069

---





